

ADÂGE



Aide & Dépendance

Mars 2012 n°1

**Le Guide
de la dépendance**

**Ce qui compte, c'est qu'elle reçoive les meilleurs soins.
Ce qui compte, c'est qu'elle soit parfaitement protégée.
Et ce qui compte vraiment, c'est son sourire, votre récompense.**



Chez TENA, en tant qu'expert de l'incontinence, nous nous engageons à vos côtés pour vous aider dans vos activités quotidiennes d'aidant. A travers notre programme « Initiative pour les aidants par TENA », nous vous procurons **des informations, un support et des produits de qualité** pour prendre en charge l'incontinence de votre proche.

Rendez-vous dès maintenant sur www.tena.fr

pour découvrir nos solutions

Plus d'information sur
www.TENA.fr/s-occuper-des-siens/initiative-pour-les-aidants-familiaux
ou au Service Consommateurs TENA

▶ N°Cristal 09 69 36 99 82

APPEL NON SURTAXE



Aider à prendre soin

ADÂGE

Aide & Dépendance

Edito de Marie-Anne Montchamp, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des solidarités et de la cohésion sociale.

Je tiens à saluer l'initiative d'**ADÂGE** de réaliser un Guide de la Dépendance.

Il s'agit en effet de l'un des défis majeurs de notre société.

Pour ne citer que quelques chiffres, les plus de 80 ans étaient 3,4 millions en France en 2010, ils seront 7 millions en 2040, soit un taux de croissance de 107% en 30 ans. Corolaire de ce vieillissement, un doublement du nombre de personnes âgées dépendantes est attendu pour 2040.

Au-delà de l'aridité des chiffres, si parlants soient-ils, ce sont les situations humaines qui interpellent. Je pense évidemment à ces personnes en perte d'autonomie, à leurs familles et leurs proches qui les aident au quotidien. Ce sont eux qui sont en première ligne.

Je ne doute pas que ce Guide sera, pour eux, un appui précieux. Ils y trouveront regroupées toutes les informations indispensables sur les encore trop nombreuses démarches administratives et juridiques.

Il s'agit donc d'une contribution importante au droit à l'information.

Cette initiative prend place parmi toutes celles qui aident nos compatriotes confrontés à la dépendance à faire valoir leurs droits.

Je félicite donc l'équipe d'**ADÂGE**. Leur mobilisation exceptionnelle montre bien combien la Dépendance est l'affaire de tous.

Marie-Anne Montchamp,
*Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des
solidarités et de la cohésion sociale*



**Vos droits, vos devoirs
et ceux de vos proches**

7

L'aidant familial

19

**Rester chez soi plus longtemps :
les différentes solutions**

27

**Toutes les aides et les
exonérations fiscales dont votre
proche et vous pouvez bénéficier**

43

**Préparer son avenir,
transmettre son patrimoine**

59



Radio Ailia

animateur de vie

Vous avez +70 ans ?
Radio Ailia est votre radio

- Programmation adaptée au rythme de vos journées - Diffusion 24h/24h et sans publicité
- Pour vous abonner : www.radioailia.com

VOS DROITS, VOS DEVOIRS ET CEUX DE VOS PROCHES

• Interview : Frédérique Andreux, mandataire judiciaire • L'entraide
générationnelle : l'obligation alimentaire • Le mandat de protection future •
La sauvegarde de justice • La curatelle • La tutelle •

Le Code Civil français a mis en place un cadre juridique destiné à protéger les personnes majeures lorsque la dégradation de leurs facultés physiques ou mentales pourrait nuire à leurs intérêts et/ou à leur patrimoine. A ce titre, la législation française favorise l'entraide familiale. Tout cela se traduit par des droits et devoirs pour chacune des parties.

INTERVIEW : 3 questions à Frédérique ANDREUX, mandataire judiciaire

1. La réforme de 2007 a apporté des modifications à cette profession. Qu'est-ce qui a changé pour vous ?

Le Code Civil a changé. Le majeur protégé a été placé au centre de la mesure. Avant on devait seulement s'assurer de la santé financière de la personne. Maintenant elle doit être placée au centre d'un projet, on doit faire attention à ses besoins et à ses attentes. On doit veiller à ce qu'il comprenne parfaitement le sens de la mesure de protection et le faire participer, lui remettre l'état de sa situation financière et la lui expliquer. Maintenant le mandataire judiciaire a une responsabilité civile et financière, choses qu'il n'avait pas avant.

2. Comment êtes-vous désignée ?

On adresse d'abord une demande d'agrément à la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS). Puis c'est le procureur de la République qui nous nomme en fonction du nombre de dossiers que l'on a. Le protégé peut également demander un mandataire particulier ou le refuser. De la même manière, le mandataire peut choisir d'accepter ou de refuser le dossier. Ensuite à tout moment, pendant la mesure de protection, il est possible de changer d'avis. C'est très souple. Il faut avant tout que la personne vive au mieux la mesure de protection. Elle n'a pas à subir sa situation mais à la comprendre.

3. Quelles sont les qualités nécessaires pour être un bon mandataire judiciaire ?

Aucune et toutes à la fois! Savoir être à l'écoute, savoir faire face à des situations toujours différentes puisque chaque personne est différente, être humain. Je pense que tout le monde peut faire ce métier.

- Maintenant le mandataire judiciaire a une responsabilité civile et financière, choses qu'il n'avait pas avant.

L'ENTRAIDE GÉNÉRATIONNELLE : L'obligation alimentaire

Qu'est-ce que c'est ?

Elle est peu connue mais bel et bien existante! C'est le devoir qu'ont les parents envers leurs enfants et vice et versa, lorsque les enfants sont adultes. Il se matérialise essentiellement financièrement, par la prise en charge de certains frais comme l'hébergement. L'obligation est inscrite dans le Code Civil depuis 1803. Elle est valable pour les enfants envers leurs ascendants (Article 205), les époux entre eux (article 214), les gendres et belles-filles envers leurs beaux-parents (article 214) et l'adopté envers l'adoptant (article 367).

Comme son nom l'indique elle est OBLIGATOIRE. Les dispenses ne sont délivrées que dans des cas très particuliers:

- la non réciprocité de l'obligation prévue à l'article 207 : "Néanmoins, quand le créancier aura lui-même manqué gravement à ses obligations envers le débiteur, le juge pourra décharger celui-ci de tout ou partie de la dette alimentaire";
- le retrait des enfants de leur milieu familial pendant au moins 36 mois consécutifs avant l'âge de 12 ans;
- l'impossibilité de subvenir à ses propres besoins.
- l'aide peut se traduire par le versement d'une pension tous les mois, la prise en charge de loyer ou des charges locatives, etc.

Le refus de verser l'obligation entraîne une procédure de saisie avec l'intervention d'un huissier de justice.

Comment est-elle mise en place ?

De manière générale, l'obligation alimentaire est envisagée lorsque vous ou votre proche ne pouvez subvenir à vos besoins, que ce soit pour le logement, la nourriture, les soins médicaux ou l'habillement qui sont considérés comme des besoins vitaux.

Sa mise en place peut être:

- décidée d'un commun accord entre le créancier (le bénéficiaire de l'aide), le débiteur (celui qui versera l'aide) et sa famille,
- ou sur décision du juge aux affaires familiales du Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du créancier, à la demande du débiteur, d'un hôpital ou établissement médicalisé pour le paiement des factures.

Les commissions d'attributions de certaines aides sociales peuvent demander l'analyse de la situation et le versement de l'obligation. De même, l'aide départementale peut faire obligation aux descendants de rembourser les aides qui ont été versées à leurs parents. Le montant de la pension varie en fonction des revenus du descendant et des besoins de la personne. Dans le cas d'une famille avec plusieurs enfants, l'obligation n'est pas nécessairement portée par une seule et unique personne, mais peut être répartie entre

tous les enfants proportionnellement aux ressources de chacun.

Lorsque le Juge aux Affaires Familiales est saisi (il peut l'être par simple courrier), il suffit de lui envoyer les ressources de la personne concernée, ses besoins et si possible les noms et adresses des obligés.

Quand prend-elle fin?

L'obligation alimentaire s'arrête dans plusieurs situations:

- lorsque le bénéficiaire peut désormais s'assumer financièrement .
- lors du divorce du couple versant la pension, si la pension était versée par le gendre ou la belle-fille.
- lorsque le créancier ne peut plus verser la pension.

BON A SAVOIR

- Les enfants adoptés ne sont pas obligés de subvenir aux besoins de leurs parents biologiques, ni les enfants issus d'un premier mariage, ou les personnes pacsées ou vivant en concubinage.
- Les enfants d'un premier mariage n'ont pas d'obligation envers le second époux de leur mère ou la seconde épouse de leur père.
- L'obligation alimentaire est déduite de vos impôts (reportez-vous au chapitre 4 pour plus d'informations).

- Les enfants d'un premier mariage n'ont pas d'obligation envers le second époux de leur mère ou la seconde épouse de leur père.

LE MANDAT DE PROTECTION FUTURE

Qu'est-ce que c'est ?

Cette forme de protection juridique est très récente puisqu'elle est née avec la réforme des tutelles de mars 2007. Elle permet à une personne majeure d'organiser elle-même sa protection future, en choisissant son mandataire (conjoint, parent, ami, proche ou bien mandataire judiciaire¹) et les actes qu'il pourra effectuer en son nom. Il existe deux sortes de mandats :

- le mandat sous seing privé. Dans cette forme, les pouvoirs du mandataire sont limités à la gestion et l'administration des biens. Il doit être contresigné par un avocat ou bien conforme au modèle prévu à l'annexe du décret n°2007-1702. Dans tous les cas, il est préférable de le faire enregistrer auprès de l'administration fiscale en vous présentant à la recette des impôts la plus proche de chez vous, muni des mandats originaux signés². Le mandataire devra justifier de ses actes auprès du Juge des Tutelles du Tribunal de Grande Instance de son département.
- le mandat de protection future notarié. Sous cette forme, le mandat est un acte authentique rédigé par le notaire choisi par le mandant qui en devient dépositaire et sera chargé de surveiller la bonne exécution du mandat. Le mandataire peut alors gérer, administrer et disposer du patrimoine de la personne sous protection. En revanche, il doit avoir l'accord du juge des tutelles pour tout ce qui concerne les donations. Chaque année, il remettra au Notaire, un inventaire du patrimoine du mandant, ainsi que les justificatifs de gestion de ses comptes. Selon l'importance des comptes, le notaire perçoit entre 30 et 90 UV (unités de valeurs).³

Comment le mettre en place ?

Toute personne majeure qui ne fait pas l'objet d'une mesure de protection judiciaire peut établir un mandat de protection future. Pour cela elle désigne le mandataire, ses missions et choisit la forme de mandat.

Le mandat prend effet dès lors qu'un certificat de santé, délivré par un médecin inscrit sur une liste tenue à jour par le procureur de la République⁴, attestant de l'altération des facultés mentales et/ou physiques de la personne à protéger, est déposé auprès du juge des tutelles. Il doit être accompagné du mandat enregistré, de la pièce d'identité

1 La liste des mandataires est disponible en mairie

2 L'enregistrement du mandat est payant. Il faut compter environ 125 €.

3 Depuis 2006, 1 unité de valeur = 3,65 € Hors Taxe

4 Le coût de la consultation est de 160 € et 30 € de plus pour un certificat de carence. La liste des médecins agréés est disponible en mairie.

- Le mandataire doit établir un inventaire du patrimoine du mandant et devra rendre des comptes annuellement, au notaire, ou au juge.

du mandataire, et d'un certificat de domicile du mandant.

Le mandataire doit établir un inventaire du patrimoine du mandant et devra rendre des comptes annuellement, au notaire (mandat de protection future notarié), ou au juge (mandat sous seing privé).

Le mandat prend fin lorsque la personne protégée recouvre ses facultés, que le mandataire décède ou bien que le juge des tutelles décide de mettre en place une mesure de protection de type curatelle ou tutelle.

BON A SAVOIR

- Le mandataire peut être condamné à indemniser le mandant s'il est reconnu coupable de faute portant préjudice au mandant.
- Tout membre de l'entourage de la personne à protéger peut saisir le juge des tutelles s'il estime que le mandataire n'agit pas dans les intérêts du mandant.

LA SAUVEGARDE DE JUSTICE

Qu'est-ce que c'est ?

Elle fait partie des mesures qui visent à protéger les intérêts des personnes majeures souffrant d'une incapacité physique et/ou mentale, empêchant l'expression de leur volonté. Elle permet une protection quasi immédiate et ponctuelle (un an maximum renouvelable une fois). La sauvegarde de justice est mise en place pour limiter l'appauvrissement d'une personne ("réduction pour excès") mais elle peut aussi donner le droit de contester ou de revenir (jusqu'à 5 ans en arrière) sur certains actes ou engagements qui nuisent aux intérêts de celle-ci ("rescision pour lésion"). Néanmoins, la personne sous sauvegarde conserve tous ses droits civiques, commerciaux et juridiques sauf celui du divorce par consentement mutuel et bien entendu les actes pour lesquels le mandataire a été désigné.

Comment en faire la demande?

La personne concernée, son conjoint ou la personne avec qui elle vit, un membre de sa famille, une personne proche ou son médecin traitant (ou directeur d'établissement de santé, travailleur social), peuvent demander la mise sous sauvegarde de justice.

Dans tous les cas, la personne doit formuler sa demande auprès du juge des tutelles du lieu de résidence de la personne concernée qui la transmettra au procureur de la République. Elle doit être accompagnée, de l'identité de la personne, de la raison de la demande et d'un certificat médical d'un médecin agréé figurant sur une liste établie par le procureur de la République. Il peut demander l'avis du médecin traitant et doit

- La personne sous sauvegarde conserve tous ses droits, sauf celui du divorce par consentement mutuel et les actes pour lesquels le mandataire a été désigné.

indiquer l'état de la personne¹, la nécessité de sa mise sous sauvegarde et si elle peut être soumise à une audition. Le juge auditionne ensuite le majeur accompagné de son avocat ou de la personne de son choix qu'il aura désigné auparavant. Si le juge n'est pas convaincu, il peut demander des enquêtes tout comme il peut choisir de ne pas auditionner la personne mais il doit alors motiver ce choix.

Il peut également arriver que le procureur de la République se saisisse directement d'un dossier présenté par un médecin traitant qui s'inquiète pour son patient ou par le médecin de l'établissement de santé de la personne. Dans ce cas là, ils ne sont pas obligés d'en informer ni la personne, ni la famille ou les proches, avant. Néanmoins le dossier devra comporter le certificat d'un médecin inscrit sur la liste du procureur de la République.

Il revient ensuite au juge de nommer un mandataire (généralement le concubin, le partenaire, ou les parents, sinon un mandataire spécial) qui accomplira les actes jugés nécessaires pour une durée précise.

Le majeur peut désigner son mandataire et formuler son choix devant un notaire.

La sauvegarde prend fin :

- dès que l'acte pour lequel elle a été mise en place a été accompli
- si une décision de curatelle ou tutelle est mise en place,
- de facto, au bout de 2 ans,
- au décès de la personne.

Lorsqu'elle est demandée par le juge et étant donné qu'elle ne modifie pas les droits de l'intéressé, aucun recours n'est possible. En revanche dans le cas d'une demande sur décision médicale, la radiation de la sauvegarde peut être obtenue par recours à l'amiable.

BON A SAVOIR

- La personne placée sous sauvegarde de justice peut refuser le mandataire qui lui a été attribué dans les 15 jours après la notification. Pour cela, elle doit adresser sa décision par lettre recommandée au greffe du tribunal de grande instance.

LA CURATELLE

Qu'est-ce que c'est ?

La curatelle est une alternative plus lourde à la sauvegarde de justice. Elle a les mêmes buts : protéger un majeur dans l'incapacité physique et/ou mentale d'exprimer ses choix.

¹ le coût de la consultation est de 160 € et 30 € de plus pour un certificat de carence. La liste des médecins agréés est disponible en mairie.

- La personne placée sous sauvegarde de justice peut refuser le mandataire qui lui a été attribué dans les 15 jours après la notification.

Cependant elle peut durer plus longtemps.

Elle peut s'appliquer à toutes personnes majeures dont les facultés sont temporairement ou définitivement altérées, diminuées et ce, à différents niveaux:

- uniquement pour les actes importants pouvant mettre à mal la gestion d'un patrimoine: curatelle simple
- pour des actes jugés au cas par cas par le juge des tutelles: curatelle aménagée
- ou bien pour tous les actes de la vie courante: le curateur perçoit, sur un compte au nom de la personne sous protection, les ressources de celle-ci et se charge de gérer toutes les dépenses et factures. C'est la curatelle renforcée.

La curatelle est en général prononcée par le juge des tutelles pour une durée de 5 ans renouvelable et il peut y mettre fin dès qu'il estime qu'elle n'est plus nécessaire.

La personne protégée (selon le degré de curatelle) prend seule les décisions «strictement personnelles» de sa vie (son lieu de résidence par exemple, ou rédaction de testament).

En revanche le curateur intervient dès l'instant où il y a un danger pour elle même ou dans la disposition de son patrimoine (vente, mariage, divorce, donations, etc.)

Cette procédure est inscrite sur l'acte de naissance de la personne.

Comment est-elle mise en place?

La demande de curatelle doit être adressée par la personne ou par son entourage (conubin, parents, amis), au juge des tutelles de son lieu de résidence, en mentionnant son identité, le ou les motif(s) et un certificat médical délivré par un médecin¹ figurant sur une liste établie par le procureur de la République. Le médecin traitant a également le pouvoir de saisir le procureur de la République pour que celui-ci agisse auprès du juge. Le juge auditionne ensuite la personne concernée (si son état le permet), il peut demander une enquête et la mise sous sauvegarde de justice en attendant les résultats.

La personne est ensuite convoquée avec son avocat ou la personne de son choix approuvée par le juge à une audience privée au cours de laquelle le curateur et ses missions seront présentées.

Le curateur est en général un membre de la famille ou un proche. Il a pu être choisi par la personne concernée qui, aura formulé ce choix devant notaire.

Pour éviter les conflits d'intérêts et surveiller le curateur, le juge peut nommer un subrogé curateur.

Le cas échéant, le ou les curateurs sont nommés parmi une liste dressée par le procureur de la République.

Tout comme pour la sauvegarde de justice, la personne concernée par la curatelle (un membre de sa famille ou un proche) peut déposer un recours concernant l'ouverture ou

¹ le coût de la consultation est de 160 € et 30 € de plus pour un certificat de carence. La liste des médecins agréés est disponible en mairie.

- Le curateur est en général un membre de la famille ou un proche. Il a pu être choisi par la personne concernée qui, aura formulé ce choix devant notaire.

la fermeture de la protection dans les 15 jours qui suivent sa notification par le juge, par lettre avec accusé/réception adressée au greffe du tribunal.

LA TUTELLE

Qu'est-ce que c'est?

C'est la troisième et dernière mesure pour la protection des majeures, c'est la plus lourde: le majeur est représenté dans tous les actes de la vie quotidienne. Comme les deux mesures précédentes, elle a pour vocation de protéger une personne majeure et son patrimoine, lorsque celle-ci ne peut le faire elle-même (facultés mentales altérées, incapacité d'exprimer sa volonté, infirmité). Sa durée est de 5 ans renouvelable. La tutelle et peut devenir définitive en cas de non-amélioration de l'état de santé, sur présentation d'un certificat délivré par un médecin figurant sur la liste du procureur de la République précisant l'irréversibilité de l'état de santé du majeur.

Pour qui?

Toute personne majeure qui, en raison de son état de santé pourrait nuire à sa personne ou à son propre patrimoine et dont la famille, les proches, le médecin traitant, ou le curateur (mandataire spécial dans le cadre de la sauvegarde de justice) en fait la demande.

Comment?

La demande de tutelle doit être adressée au juge des tutelles du Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du majeur à protéger, accompagnée d'un certificat médical établi par un médecin¹ figurant sur la liste rédigée par le procureur de la République.

Le juge dispose d'un an pour rendre son verdict, période au cours de laquelle il peut entendre le majeur, sa famille et ses proches, et demander des enquêtes sociales. Le juge fait part de sa décision lors d'une audience privée. Il désigne la forme de tutelle, sa durée et définit les missions du tuteur. Ce tuteur est généralement le conjoint ou concubin de la personne, un membre de sa famille ou un proche.

Il existe 3 formes de tutelle:

- la tutelle complète. Elle est de plus en plus rare. Le juge nomme un conseil de famille de 4 à 6 membres qui devra désigner un ou plusieurs tuteurs ainsi qu'un subrogé tuteur dont il surveillera les actes, autorisant ou non leurs choix de gestion. Sa mise en place est assez complexe, c'est pourquoi on lui préfère la

1 le coût de la consultation est de 160 € et 30 € de plus pour un certificat de carence. La liste des médecins agréés est disponible en mairie.

forme suivante.

- la tutelle d'Administration légale sous contrôle judiciaire. Le juge des tutelles nomme un administrateur légal chargé des actes conservatoires du majeur. Pour les autres actes, c'est le juge qui donne son accord.
- la tutelle en gérance. Un gérant de tutelle professionnel, inscrit sur la liste des administrateurs spéciaux établie par le procureur de la République, s'occupe de la gestion de patrimoine du majeur sous tutelle. Il peut percevoir les revenus de la personne sur un compte ouvert au nom du majeur et lui présenter le bilan financier à la fin de chaque année. Ce gérant est nommé si aucun membre de la famille ou proche ne peut être désigné tuteur.

C'est également le juge qui décide de lever la tutelle (sur demande ou de son propre fait). En cas de contestation de ses décisions le mandant peut exercer son droit de recours dans les 15 jours qui suivent la notification du jugement par lettre recommandée avec accusé réception.

BON A SAVOIR

- Le tuteur nommé peut revenir sur des décisions prises par le majeur dans les deux ans qui précèdent sa mise sous tutelle.
- Le majeur sous tutelle ne peut plus émettre ou encaisser des chèques. Il ne peut plus voter.

A NOTER

La réforme des tutelles du 5 mars 2007 (mise en place au 1^{er} janvier 2009), n'autorise plus le placement sous protection juridique pour « prodigalité ». Désormais, les personnes concernées seront prises en charge par les services médico-sociaux de leur département d'origine.

Où vous renseigner ?

Le CLIC de votre ville (annuaire en fin de guide) saura vous apporter des compléments d'informations, répondre à vos questions et vous orienter éventuellement vers les organismes compétents: Mairies, Tribunal de Grande Instance, Maison de Justice et du Droit.

- Le tuteur nommé peut revenir sur des décisions prises par le majeur dans les deux ans qui précèdent sa mise sous tutelle.

majeure médical
personnes charge
SAVOIR République
créancier parents médecin ensuite droits
mariage permet
aide traitant majeur demander mettre
figurant établie
patrimoine lettre curatelle demande celle-ci
enfants tutelle mise alimentaire tuteur judiciaire
conjoint avocat mandataire lorsque
auprès proche forme vie curateur ans concernée décisions
mandat juge justice protéger Instance
santé actes liste recours cas dès décision mandant
également envers procureur mesure prend
notaire fin jour lieu sauvegarde membre renouvelable identité
concubin pension tutelles place certificat établir
comptes gestion famille choix majeures proches
revanche intérêts obligation état besoins
Grande Tribunal future résidence durée article
adressée acte facultés devra
notification incapacité missions



Aidautonomie.fr

Le site des aidants familiaux et des personnes fragilisées

Aidautonomie est le site Internet dédié aux aidants familiaux et aux personnes fragilisées afin de les aider à combattre l'isolement dont ils peuvent souffrir.

Avec plus de 10 500 messages postés, le forum de discussion d'**Aidautonomie** est une véritable communauté d'aidants qui échangent, sans retenue ni tabou, principalement autour de 3 thématiques :

- le stress d'être aidant, la dépression ;
- les conseils entre aidants, le partage d'expérience ;
- le sentiment de ras-le-bol et le danger de l'isolement.

Retrouvez également sur **Aidautonomie** la série de vidéos « **Regard de psy** » qui apportent conseil et soutien aux aidants familiaux dans leur rôle au quotidien.

www.aidautonomie.fr





L'AIDANT FAMILIAL

19

• Interview : Pierre Denis, Président fondateur de Aidant Attitude • L'aidant familial • Les droits de l'aidant • Vous n'êtes pas seuls • La personne de confiance •

Hier dans l'ombre, à l'inverse des aidants professionnels que sont les aides à domicile, les auxiliaires de vies, infirmières, etc., l'aidant familial est aujourd'hui reconnu. Vous qui vous occupez de votre proche dépendant êtes aidant familial. A ce titre, vous avez des droits et pouvez bénéficier de certaines aides. Faisons le point sur ce statut.

INTERVIEW : 3 questions à Pierre DENIS, Président fondateur de AIDANT ATTITUDE

1. Expliquez-nous ce qu'est Aidant Attitude ?

Aidant Attitude est un fonds de dotation dont l'objectif est de faciliter l'information entre les aidants familiaux et les aidants professionnels et de décloisonner les professionnels en gériatrie. Pour répondre à ces objectifs, j'ai lancé en mars dernier, le site www.aidantattitude.fr, aujourd'hui animé par 6 bénévoles (aidants familiaux, auxiliaire de vie, psychologue, etc.) dont les articles sont relus par des spécialistes. Il faut savoir que l'association ne vit qu'exclusivement du mécénat, dont nous avons toujours besoin pour mettre en place de nouvelles actions !

2. Que peut-on y trouver ?

On y trouve toute l'actualité sur la dépendance, des conseils et des témoignages mais aussi des extraits du forum Aidautonomie¹ commentés par la psychologue clinicienne, Michèle Guimelchain-Bonnet, fondatrice du "Café des aidants". Nous avons également tous les mois, un texte humoristique de Charlotte, qui aide sa maman dans la rubrique, « le Coaching de Charlotte ». Cela amène un peu de légèreté. C'est d'ailleurs la rubrique la plus lue.

3. Quel message souhaitez-vous faire passer aux aidants familiaux ?

N'hésitez pas à vous faire aider par des voisins, des proches ou des professionnels. Souvent on n'ose pas demander d'aide, par fierté ou par pudeur, mais on risque de s'épuiser très vite. Alors faites-vous aider !

Soutenir l'association en devenant mécène ? contact@aidantattitude.fr

1

www.aidautonomie.fr

- N'hésitez pas à vous faire aider par des voisins, des proches ou des professionnels.

L'AIDANT FAMILIAL

Qu'est-ce que c'est ?

En opposition à l' « aidant professionnel », est « aidant familial », toute personne s'occupant de façon régulière d'une personne dépendante, de son entourage au sens large. L'aide, pour une personne âgée peut s'exercer à différents niveaux (gestion administrative, soins, compagnie, soutien psychologique, tâches ménagères, etc.) chez vous ou au domicile de votre proche.

Cette démarche peut être reconnue officiellement. Pour cela, vous pouvez demander une attestation administrative au Conseil général de votre région.

Qui peut vous aider ?

- Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) et les Mairies
Chargés de l'action sociale dans une commune ou un regroupement de communes, ils pourront vous aider dans vos démarches (demandes d'aides sociales, médicales, recherches d'associations, d'aides ménagères, etc.). Vous trouverez les coordonnées de votre CCAS le plus proche en vous renseignant auprès de votre mairie ou directement sur le site : www.ccas.fr

A défaut, ce sont les services de la mairie qui pourront vous renseigner.

- Les Points Infos Familles (PIF)
Conçus en 2003, les PIFS sont des centres d'informations, d'accueil et d'orientation pour les familles. Ils vous aideront dans vos démarches administratives et pourront vous mettre en relation avec les organismes et les associations appropriées. Vous trouverez sur le site national, www.point-infofamille.fr, toutes les informations pratiques, les actualités et autres informations qui vous seront utiles en tant qu'aidant.

- Les Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC)
Ces centres sont à destination des personnes âgées et de leur famille. Les professionnels qui les composent sauront répondre à toutes vos questions et vous aideront dans vos prises de décisions et vos démarches auprès des organismes locaux. Pour trouver le CLIC le plus proche de chez vous, rendez-vous sur <http://clic-info.personnes-agees.gouv.fr> ou auprès du Conseil général de votre département.

LES DROITS DE L'AIDANT

Vous pouvez être salarié

Si vous souhaitez être salarié d'une personne dépendante¹, sachez que cette dernière peut vous rémunérer avec l'APA (Aide Personnalisée d'Autonomie) si elle en bénéficie. Dans ce cas, elle doit vous déclarer à l'URSSAF dans les 8 jours de votre embauche ou par le biais du CESU (Chèque Emploi Service Universel) grâce auquel les démarches sont simplifiées.

Vous avez le droit à un congé sans solde

Il existe deux types de congés pour l'aidant familial d'une personne âgée.

1. Le congé de solidarité familiale

Tout salarié souhaitant accompagner un parent en fin de vie (ascendant, descendant ou personne partageant son domicile) peut demander à son employeur un congé de solidarité familiale. Il doit lui présenter un certificat médical confirmant l'état de santé du proche. D'une durée de 3 mois renouvelable une fois, il est sans solde et permet le maintien de tous les avantages acquis avant le congé (ancienneté, salaire, etc.). Votre employeur doit être averti de la date de votre retour avec un préavis de 3 jours francs.

BON A SAVOIR

- Le congé de soutien familial vous permet sous certaines conditions de ressources de bénéficier d'une affiliation gratuite à l'assurance vieillesse.
- Si le décès de votre proche survient pendant votre congé de solidarité familiale, vous ne perdez pas vos congés pour événements personnels et familiaux.

2. Le congé de soutien familial

Tout aidant familial d'un proche dépendant peut en bénéficier. Le congé de soutien familial dure trois mois et peut être renouvelé dans la limite d'un an sur l'ensemble d'une carrière professionnelle (de manière successive ou non). Il n'entraîne pas la perte des avantages obtenus avant le départ. Vous pouvez l'interrompre si votre proche a recours à un service d'aide à domicile, est admis dans un centre spécialisé, ou décède ; ou bien si un autre membre de votre famille prend votre relais ou que vos ressources ne vous permettent plus de subvenir à ses besoins.

1 tout membre de la famille peut être salarié hormis l'époux (se), le (la) concubin(e) (pacsé(e) ou non).

- Le congé de soutien familial vous permet sous certaines conditions de ressources de bénéficier d'une affiliation gratuite à l'assurance vieillesse.

VOUS N'ÊTES PAS SEULS

Devenir aidant familial est une responsabilité lourde et pas toujours évidente. Pour votre bien-être et celui de votre proche, il est nécessaire d'avoir conscience de ses propres limites et savoir se ménager. N'ayez pas peur de prendre quelques jours de repos et d'échanger avec les professionnels et les associations sur les difficultés que vous pouvez rencontrer. Afin de vous aider dans votre engagement, il est conseillé de tenir un carnet dans lequel vous consignerez les interventions des professionnels, vos activités, vos expériences, vos justificatifs de formation, etc. Il vous aidera à prendre du recul et à vous situer dans votre démarche et dans les relations avec les professionnels ou dans le cas d'une volonté de reconversion personnelle ou professionnelle.

Vous trouverez un exemple de carnet dans le « Guide de l'aidant Familial » publié par le Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique*.

**En vente à la Documentation française et en librairie*

BON A SAVOIR

- Le carnet est strictement personnel. Les informations contenues ne regardent que vous, votre proche et les professionnels et/ou nombreuses associations avec qui vous êtes en relation.
- Il existe également des formations afin d'apprendre à s'occuper d'un proche en perte d'autonomie. Chacune d'elles dure en moyenne 20 heures.

LA PERSONNE DE CONFIANCE

La personne de confiance est née de la Réforme sur l'Hôpital mise en place par la loi du 4 mars 2002.

Qu'est-ce que c'est ?

Elle permet à toute personne majeure de désigner quelqu'un qui sera à même de prendre des décisions à sa place si ses facultés mentales s'altéraient et qui pourrait l'accompagner durant son séjour à l'hôpital.

La personne de confiance doit aider le majeur dans la prise de décisions médicales et il est consulté en priorité par les médecins en cas d'hospitalisation.

Qui?

La personne de confiance peut être n'importe quelle personne de votre entourage que vous aurez choisi. C'est également la personne à prévenir en cas d'urgence.

- N'ayez pas peur de prendre quelques jours de repos et d'échanger avec les professionnels et les associations sur les difficultés que vous pouvez rencontrer.

Il vous suffit de la désigner par écrit en mentionnant son nom et ses coordonnées. L'enregistrement de la personne de confiance se fait au sein de l'unité de soins dans laquelle vous vous trouvez.

La personne de confiance peut à tout moment être changée ou révoquée. Il faut le signaler par écrit.

BON A SAVOIR

- La personne de confiance ne peut avoir accès à votre dossier médical sans votre accord. Le secret médical est levé et elle peut assister aux entretiens médicaux avec vous. Néanmoins en cas de dégradation de vos facultés mentales, la décision revient toujours au médecin.
- Tout le monde peut désigner une personne de confiance du moment que vous êtes majeur et que vous ne faites pas l'objet d'une mesure de tutelle.

Où vous renseigner ?

Pour connaître les formations existantes près de chez vous, renseignez vous auprès de votre CLIC, CCAS ou MDPH.

- La personne de confiance doit aider le majeur dans la prise de décisions médicales. Il est consulté en priorité par les médecins en cas d'hospitalisation.

ici

Je suis libre et entouré

Ce qui m'a marqué en arrivant, c'est l'accueil attentionné, la gentillesse et la disponibilité de l'équipe des Résidences services DOMITYS. Même si elle connaît mes petites habitudes, je conserve toute ma liberté et fais ce que je veux, quand bon me semble. Finalement, c'est rassurant d'être parmi des personnes de mon âge et aussi bien entouré.



ici Je suis vraiment chez moi

Dans mon nouvel appartement DOMITYS, je reçois ma famille, mes amis et mes voisins tout comme avant, entouré de mes meubles et de toutes les histoires qui y sont liées.

ici Les prix sont abordables

Pour un coût très raisonnable, la location de mon beau deux pièces dans un environnement soigné me permet de profiter de tous les services DOMITYS dont j'ai envie : le restaurant, les activités, l'aquagym, les animations...



Déjà dans 23 villes en France !

Alençon, Amboise, Chartres, Châteauroux, Courseulles-sur-Mer⁽¹⁾, Dax, Fréjus⁽¹⁾, La Rochelle*, Laval*, Le Mans, Montrond-les-Bains, Montluçon, Orléans, Orthez⁽¹⁾, Panazol⁽¹⁾, Rennes*, Rumilly⁽¹⁾, Saintes*, Tours-Centre, Tours-Fondettes, Vierzon, Villeneuve-le-Roi et Vitré.

N° Indigo 0 825 88 00 87

0,15 € TTC / MN

www.domitys.fr

Complétez et retournez ce coupon à l'adresse : DOMITYS - 42 avenue Raymond Poincaré - 75116 Paris

* A proximité de
(1) : ouverture 2012

Je souhaite recevoir une documentation sur les résidences de _____
 être contacté pour effectuer une visite sans engagement

Mme Melle M. Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ email _____

DOMITYS
Il fait bon vivre ici



RESTER CHEZ SOI PLUS LONGTEMPS : LES DIFFÉRENTES SOLUTIONS

27

• Interview : Dominique Guénaux, Président d'Ubiquit • Les aides de maintien à domicile non médicalisé / médicalisé • Les progrès technologiques au service du maintien à domicile et de l'autonomie • Quand le maintien à domicile n'est plus possible •

Les alternatives à l'hébergement dans des structures spécialisées sont de plus en plus nombreuses pour permettre à votre proche de rester le plus longtemps possible dans son cadre de vie habituel.

INTERVIEW : 3 questions à Dominique GUÉNAUX, Président d'UBIQUIET

1. Pouvez-vous nous présenter en quelques mots ce qu'est Li1 ?

Li1 est un boîtier interactif à destination des personnes en perte d'autonomie avec 5 objectifs principaux : maintenir le lien social ; vivre en sécurité ; coordonner les aidants ; vivre en bonne santé et lutter contre la maladie d'Alzheimer.

2. Comment fonctionne-t-il ?

Le fonctionnement de Li1 repose sur le principe de la connexion sans fil. Grâce à des cartes « intelligentes » préprogrammées que l'on pose au centre du boîtier, ou à la reconnaissance vocale, on peut téléphoner, envoyer et recevoir des messages vocaux, organiser un agenda, remplir un carnet de liaison, écouter la radio ou jouer à des jeux cognitifs. L'utilisateur peut également transmettre ses constantes médicales (tension artérielle, glycémie, poids, etc.) via des appareils fonctionnant en Bluetooth (tensiomètre, balance, thermomètre). Pour toute la partie téléassistance, ceux sont des capteurs très discrets installés dans l'environnement qui assurent la sécurité par la détection d'anomalies (chutes, dénutrition, malaise, ou intrusion).

3. A partir de quand et où sera-t-il commercialisé ?

Nous allons lancer la commercialisation du produit en EHPAD dès Avril prochain et d'ici la fin de l'année, le produit sera disponible pour les particuliers.

- Les 5 objectifs de Li1 : maintenir le lien social ; vivre en sécurité ; coordonner les aidants ; vivre en bonne santé et lutter contre la maladie d'Alzheimer.

LES AIDES DE MAINTIEN À DOMICILE NON MÉDICALISÉ

Les aides non médicales sont là pour permettre aux personnes âgées dépendantes ou le devenant de rester chez elles tout en ne se coupant pas du monde extérieur.

L'AIDE À DOMICILE

Qu'est-ce que c'est :

L'aide à domicile se matérialise par une personne chargée d'effectuer les tâches qu'une personne dépendante ne peut plus faire (le ménage, les courses, la toilette, les repas, les formalités administratives, etc.) à l'exception des démarches financières. Elle ne peut également pas pratiquer de soins médicaux si elle n'est pas qualifiée pour ça.

Les aides de financement

Si votre proche a plus de 65 ans, ne touche pas l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)¹, et a besoin d'une tierce personne pour accomplir les gestes de la vie courante, il peut bénéficier de l'aide à domicile. Il faut également que ses ressources soient inférieures à 742,27 € par mois (1 181,77 € si vous êtes en couple). Sinon, elle peut être prise en charge par l'aide sociale ou par les caisses de retraite avec une possible participation financière.

Vous pouvez également faire appel à une association qui se chargera de vous trouver une personne et accomplira pour vous les démarches administratives. Dans ce cas, c'est à l'association que l'aide sera directement versée.

BON À SAVOIR

- Que vous passiez par une association ou que vous embauchiez la personne vous-même, votre proche peut, sous certaines conditions, bénéficier de réduction d'impôts et/ou être exonéré de charges sociales. Reportez-vous au chapitre 4 pour en savoir plus.

1 Pour en savoir plus, rendez-vous au chapitre 4

LA GARDE À DOMICILE

Qu'est-ce que c'est ?

La garde à domicile est une variante de l'aide à domicile. La personne chargée de la garde peut rester la nuit et le weekend en cas de besoin. En revanche ce service est encore peu développé et cher (compter une vingtaine d'euros de l'heure en semaine).

Les aides au financement

La Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse peut prendre en charge une partie des coûts de la prestation selon le plafond fixé par l'Etat¹. D'autres caisses peuvent également participer au financement, ainsi que la prestation de compensation du Handicap (l'ancienne aide compensatrice pour tierce personne).

Afin de partager les coûts de la garde à domicile entre plusieurs familles, il existe désormais « la garde à domicile itinérante » la personne chargée de la prestation se rend dans plusieurs familles au cours de la même soirée pour accomplir les différentes tâches qui lui sont demandées (compagnie, soins, repas, etc.). Mais cette prestation reste rare.

L'AUXILIAIRE DE VIE

Qu'est-ce que c'est ?

L'auxiliaire de vie est une personne spécialement formée et diplômée pour aider les personnes très dépendantes dans les tâches de la vie quotidienne, même les plus simples, qu'elles ne peuvent plus accomplir (préparer les repas, se laver, s'habiller, faire le ménage, etc.). C'est la plus diplômée de toutes les aides précédemment citées.

Les aides de financement

La sécurité sociale prend en charge une partie des frais. Cela peut être complété par d'autres organismes sociaux. Néanmoins cette aide reste onéreuse.

BON À SAVOIR

- Il existe des services de portage de repas dans chaque ville. Le coût du service relativement abordable (comptez moins de 10 € pour un repas) peut être partagé entre la mairie et votre proche.

1 Sous certaines conditions et sur une durée limitée

- L'auxiliaire de vie est une personne spécialement formée et diplômée pour aider les personnes très dépendantes dans les tâches de la vie quotidienne.

**Bien chez soi,
bien plus longtemps**



Aide à l'autonomie



Livraison de repas



Aide ménagère

Pour connaître l'agence la plus proche de chez vous :

www.coviva.fr

N°Azur 0 810 204 706

PRIX APPEL LOCAL

Pensez aux CESU !

N'oubliez pas que vous pouvez régler la prestation en chèque CESU et bénéficier d'une réduction d'impôts.

LES AIDES DE MAINTIEN À DOMICILE MÉDICALISÉ

L'HOSPITALISATION À DOMICILE (HAD)

Qu'est-ce que c'est ?

L'hospitalisation à domicile est une alternative à l'hospitalisation « classique ». Elle est réservée aux patients ayant déjà séjourné à l'hôpital et souffrant de pathologies graves qui nécessitent des soins lourds quelque soit leur âge. Sans aucune limite de temps, elle offre la possibilité à votre proche de rester chez lui et diminue les frais médicaux (3 à 4 fois moins cher).

Les structures d'hospitalisation à domicile doivent fournir des soins équivalents (24h/24 et 7j/7) et respecter les mêmes normes de sécurité et d'hygiène que les hôpitaux et peuvent bénéficier des mêmes accréditations.

Il existe aujourd'hui plus de 200 établissements proposant l'hospitalisation à domicile ce qui représente environ 9 000 places.

Comment en bénéficier ?

La demande d'hospitalisation à domicile doit être faite par un médecin (traitant ou de l'hôpital). Ensuite, une assistante sociale viendra vérifier que le logement est adapté ou adaptable pour accueillir votre proche. Lorsqu'il sera hospitalisé à son domicile, les visites de spécialistes pourront se faire chez lui ou bien chez les médecins via le transport sanitaire. Les frais sont les mêmes qu'à l'hôpital, le patient paye un forfait hospitalier.

32

- L'hospitalisation à domicile est réservée aux patients ayant déjà séjournés à l'hôpital et souffrant de pathologies graves quelque soit leur âge.

L'ACCUEIL DE JOUR

Qu'est-ce que c'est ?

Alternative entre l'hôpital et l'hospitalisation à domicile, l'hôpital de jour permet à votre proche de recevoir les soins dont il a besoin, passer des examens et être suivi par des médecins, sans avoir à être hospitalisé sur place. Il n'y a donc pas de forfait hospitalier à payer et dans la majorité des cas, les frais médicaux sont pris en charge par la sécurité sociale. Cette aide peut être quotidienne ou non selon les besoins évalués par le médecin traitant.

Comment en bénéficier ?

Le médecin traitant prescrira la fréquence, le nombre de séances et la durée de prise en charge. Cette solution est idéale pour les personnes en perte d'autonomie et n'entraîne pas de rupture dans leur mode de vie. Elle peut également permettre à un aidant familial de se reposer un peu.

L'INFIRMIER(E) DE JOUR

Qu'est-ce que c'est ?

L'infirmier(e) à domicile accomplit les soins prescrits par le médecin avec qui il (elle) reste en contact durant toute la durée prévue. Dans le cas des personnes âgées, il (elle) peut également être amené(e) à accomplir des tâches d'hygiène générale dans le cas où le patient est en perte d'autonomie. Néanmoins, ces tâches doivent être prescrites par le médecin.

L'infirmier(e) peut également avoir un rôle social et être un intermédiaire dans les relations entre la personne âgées et sa famille (médiation, surveillance, observation, etc.)

Comment en bénéficier ?

La prescription du médecin sera utile pour la prise en charge par la sécurité sociale. Dans le cas où la prise en charge ne serait pas totale, il restera à payer au patient 35% du coût de la prestation.

- L'infirmier(e) à domicile accomplit les soins prescrits par le médecin avec qui il (elle) reste en contact durant toute la durée prévue.

LES PROGRÈS TECHNOLOGIQUES AU SERVICE DU MAINTIEN À DOMICILE ET DE L'AUTONOMIE

Depuis quelques années la gérontologie et les nouvelles technologies s'associent pour aider les seniors à s'adapter à nos sociétés de plus en plus informatisées et leur permettre de garder une certaine autonomie plus longtemps. C'est dans ce contexte que les « gérontechnologies » sont apparues. Avec son rapport sur les « Technologies nouvelles susceptibles d'améliorer les pratiques gérontologiques et la vie quotidienne des malades âgés et de leur famille » paru en 2007, la France prouve l'intérêt qu'elle porte à ce domaine.

LA DOMOTIQUE

Elle figure parmi les gérontechnologies les plus connues et les plus utilisées. La domotique regroupe l'ensemble des technologies mises au service de l'accessibilité, du confort, et de la sécurité au sein d'une habitation. Ce sont par exemple les lumières qui obéissent au claquement de mains, le fauteuil qui permet de monter les escaliers ou les portes fenêtres automatiques. Elles sont adaptées aux besoins de chacun et permettront à des personnes âgées de rester plus longtemps chez elles en toute sécurité. Si au départ ces technologies étaient considérées comme des gadgets et donc chères, elles se démocratisent et deviennent de plus en plus abordables.

La domotique arrive même au sein des structures d'hébergement puisque des résidences d'accueil entièrement équipée avec la domotique et la téléassistance sont entrain de voir le jour dans plusieurs villes de France.

LA GÉO LOCALISATION ET LA TÉLÉASSISTANCE

Là encore, la technologie a fait beaucoup de progrès. Désormais au moyen d'appareils spécialisés (Locate Me, Columba, Vivago, etc.), il est possible de maîtriser les déplacements d'une personne atteinte d'Alzheimer. En paramétrant le bracelet ou la ceinture qu'elle porte, vous pouvez être avertis par un téléopérateur si votre proche sort du périmètre que vous avez défini ou bien s'il entre dans un périmètre que vous avez signalé comme dangereux.

Parallèlement, il existe également, sur le même principe que la géo localisation, des systèmes de téléassistance, permettant à votre proche d'appeler en cas de problème, son médecin, son pharmacien, les urgences ou le système d'assistance au moyen de touches préprogrammées sur un bracelet ou un médaillon électroniques.

- La domotique regroupe l'ensemble des technologies mises au service de l'accessibilité, du confort, et de la sécurité au sein d'une habitation.

TÉLÉMÉDECINE

Elle favorise le maintien à domicile d'une personne âgée et diminue le délai de prise en charge des malades. En effet la télémédecine crée des passerelles de communication entre le patient et son médecin sans que ni l'un ni l'autre n'ait besoin de se déplacer. Le dossier de votre proche est informatisé et consultable par le médecin et c'est vous qui effectuerez des manipulations simples pour contrôler les fonctions vitales (pression artérielle, pouls, etc.) dont les résultats seront automatiquement transmis.

L'INFORMATIQUE ADAPTÉE

Grâce aux ordinateurs simplifiés, aux écrans tactiles ou au système de visioconférence (via un poste de télévision ou un ordinateur), une personne âgée peut désormais conserver un lien social intergénérationnel avec sa famille et ses amis.

MAGUI est le système le plus connu, récompensé par le concours Lépine en 2008. Le système informatique, la souris et le clavier sont réduits à un simple écran tactile permettant une prise en main et une utilisation simple et rapide.

D'autres sont en train d'apparaître comme le système « e-lio » lancé par Technosens qui permet, au moyen d'un dispositif de communication relié à un écran de télévision, de communiquer en audio ou en Visio avec sa famille, partager des photos, un agenda, un carnet de liaison, etc.

STIMULATION COGNITIVE & AIDES MÉMOIRES

Il existe aujourd'hui de nombreux logiciels/jeux pour stimuler la mémoire qui ont été développés en collaboration avec des médecins réputés (Mindfit ou jeux sur Nintendo DS). En parallèle et pour aider les patients atteints de maladies chroniques et/ou souffrant de la maladie d'Alzheimer, des dispositifs sont disponibles pour leur faciliter le quotidien : des piluliers avec des alarmes se déclenchant tous les jours à heures fixes, des aides mémoires pouvant contenir des mémos enregistrés et paramétrés par l'aidant.

QUAND LE MAINTIEN À DOMICILE N'EST PLUS POSSIBLE

Il existe aujourd'hui de nombreuses structures d'accueil capables de prendre en charge votre proche dans les meilleures conditions en fonction de ses besoins.

Plusieurs critères entrent en compte pour prendre votre décision :

- Votre impression lors de votre première visite
- L'emplacement de la structure d'accueil. Elle ne doit pas être trop éloignée du cadre de vie de la personne âgée pour ne pas perturber ses repères et/ou être proche du lieu de résidence de votre famille pour faciliter les visites.
- La spécialisation de la structure. L'établissement est-il le plus approprié pour prendre en charge votre proche ? Est-il adapté à ses besoins (structure médicalisée, ou foyer logement, etc.)
- Le budget. Le coût des structures d'accueil est très élevé. Même si les soins pourront en partie être remboursés dans le cadre du « tarif soin » par la Sécurité sociale et la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, et que certains services pourront plus ou moins être pris en charge par les aides sociales, les deux autres tarifs que sont le « tarif hébergement » et le « tarif dépendance » (surveillance et assistance), resteront à votre charge¹. Ces frais varient d'une structure à une autre.

BON À SAVOIR

36

- Tous les établissements d'accueil se doivent de respecter l'article L.313-3 du code de l'action sociale. Il concerne les droits de la personne hébergée en structure d'accueil et garantit entre autre, le respect des droits et des libertés individuels, de la dignité et de l'intégrité, la prise en charge et l'accompagnement personnalisés, la confidentialité des informations.

LES DIFFÉRENTES STRUCTURES D'ACCUEIL :

a. Le foyer logement

Ces petites structures comptent en moyenne 80 logements. Elles sont réservées aux personnes âgées de plus de 60 ans, autonomes, seules ou en couple, qui souhaitent un environnement confortable et sûr. Chaque résident a son propre appartement, non meublé, et équipé d'une petite cuisine. Il peut bénéficier, s'il le souhaite, de services collectifs

1 Pour plus d'informations, rendez-vous au Chapitre 4

- Les appartements peuvent être achetés par les résidents et les services sont plus nombreux (restauration en salle ou à domicile, salle de spectacle, etc.).

1^{er}
réseau d'entreprises
régionales
www.france-accessibilite.fr

Une gamme complète de
solutions d'accessibilité



France Accessibilité est née de la volonté de 9 entreprises régionales. Le socle de notre groupement est une même conception du métier de l'accessibilité : qualité de conseils et garantie de services auprès de nos Clients.

Chaque membre de France Accessibilité est historiquement basé sur son secteur géographique et a la volonté de conserver une dimension humaine, pour ses clients et ses équipes.

Notre numéro Vert n'est pas géré par un centre d'appel mais vous permet de contacter directement l'entreprise de votre région.

Notre charte de qualité a été rédigée simplement car elle correspond à nos habitudes naturelles de travail, dont le cœur est le respect de nos clients.

Nos équipes ont les compétences pour réaliser l'étude à domicile, l'installation et le service après-vente de nos sièges monte-escaliers et élévateurs, sans recours à la sous-traitance.

Des produits fiables au meilleur rapport qualité/prix, des équipes stables qui sont formées et possèdent une vraie expertise, un Service Après-vente réactif et économiquement responsable : voilà ce que vous propose France Accessibilité.

0805 050 067
NUMERO VERT Appel gratuit
depuis un poste fixe



«C'est unis nationalement que nous pouvons vous proposer cette qualité de manière continue, c'est localement que nous vous le démontrons tous les jours.»
Pierre Barbier, Président du GIE France Accessibilité

divers tels que la blanchisserie, la restauration, la coiffure ou encore des animations et loisirs. Il paye tous les mois un loyer, des charges et des frais d'entretien des locaux commun. Si besoin est, il peut faire appel à une aide ménagère ou à une infirmière à domicile. Certains sites de foyers logement proposent également de l'hébergement temporaire mais toujours non-médicalisé.

b. Les résidences services

Elles sont similaires aux foyers logements : réservées aux personnes âgées de plus de 60 ans autonomes. En revanche les appartements peuvent être achetés par les résidents et les services sont plus nombreux (restauration en salle ou à domicile, salle de spectacle, etc. en plus des services courants). Ces résidences de standing sont généralement assez chères.

BON À SAVOIR

- N'oubliez pas que la déduction fiscale pour les aides à domicile s'applique également aux résidences services.
- Il existe également une réduction de la TVA pour les prestations d'accompagnement hors domicile.

c. Les maisons de retraites

Cette forme d'hébergement peut être publique ou privée mais dans tous les cas, elle est médicalisée. Les maisons de retraites sont donc ouvertes à toutes les personnes qu'elles soient autonomes ou dépendantes, pour des longs séjours, et à condition que l'établissement soit bien spécialisé dans la pathologie de votre proche. Le prix d'une journée comprend obligatoirement la location d'une chambre simple ou double ou d'un appartement, les repas, l'administration des soins nécessaires, l'encadrement, et la surveillance. Seuls certains services comme la blanchisserie ne sont pas obligatoirement compris dans le forfait journalier

Qu'est-ce qu'un EHPAD ?

Les établissements portant la mention EHPAD (Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) sont des maisons de retraites qui ont passé un accord avec leur département et l'Etat : pendant 5 ans, elles acceptent que leur fonctionnement (notamment le respect du cahier des charges) soit contrôlé par le département. En échange, elles bénéficient de la mention « EHPAD », gage de qualité, de sécurité et de confort.

- N'oubliez pas que la déduction fiscale pour les aides à domicile s'applique aux résidences services.

d. Les Unités de soins longue durée (USLD)

Ces structures d'accueil, souvent rattachées à des services hospitaliers, sont réservées aux personnes dépendantes ayant besoin de soins permanents. Les repas et l'hébergement restent à la charge du patient.

e. L'accueil familial

Il existe en France, environ 10 000 foyers accueillant des personnes âgées autonomes ou dépendantes pour des durées plus ou moins longues. Les accueillants doivent avoir moins de 65 ans, être agréés par leur Conseil général, avoir suivi une formation sur la psychologie des personnes âgées, et posséder une chambre d'au moins 12m² (20m² pour un couple). Ce type d'hébergement peut être un bon compromis entre les structures d'accueil et le maintien à domicile, pour une personne âgée qui souhaite une prise en charge personnalisée et chaleureuse.

Après une première rencontre entre l'accueillant et son hôte, un contrat est signé par les deux parties dans lequel sont stipulés la durée de la période d'essai, de l'accueil et l'hébergement, la rémunération de la famille d'accueil (généralement fixé par le département), et la clause de rupture du contrat. Il est impératif que les deux parties soient consentantes pour que le séjour se passe dans les meilleures conditions.

BON À SAVOIR

- Des contrats types sont mis à disposition par les départements.

f. Les résidences d'hébergement temporaire

Connues aussi sous le nom de maisons de repos, elles sont réservées à des personnes valides dont le maintien à domicile n'est temporairement plus possible. Parce qu'il doit se reposer d'une opération ou parce que vous ne pouvez momentanément pas vous occuper de lui, votre proche sera accueilli pour une durée maximale de 3 mois. Comme pour les autres structures, l'hébergement et les repas sont à la charge du résident.

g. Les CANTOU(s)

Les Centres d'Activités Naturels Tirés d'Occupations Utiles sont réservés aux personnes désorientées, souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de troubles mentaux. Ces structures accueillent entre 10 et 15 personnes au sein d'un établissement entièrement sécurisé pour éviter les fugues. Elles sont généralement rattachées à des maisons de retraites. Le personnel est diplômé et qualifié pour la prise en charge de ces patients. Dans la mesure du possible, les résidents sont intégrés à la vie du CANTOU (préparation des repas,

- Des contrats types sont mis à disposition par les départements.

dressage de la table, vaisselle, pliage du linge). Ils ont chacun leur chambre que leurs familles peuvent meubler. Ces dernières sont invitées à assister aux réunions mensuelles en présence de la direction et des maitresses de maison. Le forfait journalier comprend la prise en charge de toutes les prestations. Une caution équivalente à 2 mois d'hébergement doit être versée à l'admission. Elle sera remboursée par la suite.

N'oubliez pas les aides !

Pour toutes ces structures il est possible de bénéficier d'aides financières. Elles peuvent être multiples et varient en fonction des revenus de votre proche :

- Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA en établissement)
- Aides au logement (ALS ou APL)
- Aide exceptionnelle des caisses de retraite
- Déduction d'impôt
- Aide sociale départementale

N'oubliez pas que vous pouvez également régler toutes les prestations d'aide et de garde à domicile grâce avec les Chèques Emploi Service Universels (CESU) et ainsi bénéficier de réductions d'impôts !

Où vous renseigner ?

Vous trouverez toutes les informations complémentaires dans les CLICS, ou les CCAS et les associations de personnes âgées proches de chez vous.

Vous pouvez également consulter :

- le site de la FEPEM (Fédération des Particuliers Employeurs de France) : www.fepem.fr
- l'Assurance Maladie en Ligne : www.ameli.fr
- le site de l'annuaire sanitaire et social www.sanitaire-social.com (Espace « Tous publics », rubrique « Personnes âgées »)
- le Portail Médical : <http://soins-domicile.portail-medical.com>
- Pour obtenir la liste des CANTOUS, renseignez vous directement auprès du CLIC de votre ville ou de l' « Association des Cantou » 69, rue Pierre Brossolette - 92500 Rueil-Malmaison Tél : 06 83 54 42 58. Vous pouvez également commander l'annuaire auprès de la Fondation Médéric Alzheimer : www.fondation-mederic-alzheimer.org

- N'oubliez pas que vous pouvez régler toutes les prestations d'aide et de garde à domicile grâce avec les Chèques Emploi Service Universels (CESU).

conditions
généralement impôts réduction familles
établissement
hospitalisation technologies
autonomie peuvent âgées service prendre
hébergement prestation mois
charges services accueil maintien permettre
Alzheimer CESU vie soins résidences association
proche aide jour système simple
charge aides existe famille foyers
doivent chambre sein logement mêmes
pourront besoin forfait cas ans tarif garde maisonspartie
repas repas cas ans tarif garde maisonspartie
autonomes traitant établissements souffrant
accomplir personnes structure oubliez
SAVOIR plusieurs également médecin longtemps département
reste tâches frais EHPAD infirmier permet
besoins moyen prise rester sociale âgée
dépendantes bénéficiaire patient prestations patients
possible durée
réservées hôpital domotique
surveillance financement
téléassistance médecins
quotidienne

Vivre chez soi plus longtemps

Prévenez les risques

En cas de danger (chute, malaise, fuite de gaz...) le Quiatil+ lance un appel d'urgence vers un centre de surveillance 24h/24 - 7j/7.

Créez les liens

Le Visiovox associé au Quiatil+ permet une communication visuelle avec l'entourage et l'accès à de nombreux services.

Contactez les services de votre mairie, du Conseil Général ou d'un centre de téléassistance



Bracelet alarme



Quiatil+



Visiovox

www.intervox.fr

INTERVOX
SYSTEMES

Une marque du Groupe

legrand



SANI*Life*

L'ACCESSIBILITÉ

dans la salle de bains

Des solutions sanitaires simples et innovantes

Pour répondre à la loi « Accessibilité » du 11 février 2005, SFA a lancé Sanilife, une gamme innovante de produits sanitaires, au design moderne et esthétique pour une salle de bains adaptée à toute la famille, sans gros travaux.

Nos solutions produits

SANIMATIC WC



- Un WC télécommandé à hauteur variable

SANIMATIC LAVABO



- Un lavabo à portée de mains en quelques secondes

SANIDOOR



- Une douche idéale pour l'aide à la toilette

TRAYMATIC



- Des receveurs plats avec pompe, sans contrainte d'évacuation gravitaire

Retrouvez toutes les informations sur notre site www.sanilife.fr ou contactez nous au **01 44 82 34 85** ou par email : sanilife-prescription@sfa.fr

SFA



TOUTES LES AIDES ET LES EXONÉRATIONS FISCALES DONT VOTRE PROCHE ET VOUS POUVEZ BÉNÉFICIER

• INTERVIEW : 3 questions à Martine LEVENTIC et Francine BRUGEL •
Les aides au logement • Les aides sociales • Les aides fiscales •

En fonction de vos ressources mais également de vos besoins, vous pouvez vous voir attribuer différentes aides. Vous trouverez dans ce chapitre, le détail de toutes ces aides, et leurs modalités d'obtention.

INTERVIEW : 3 questions à Martine LEVENTIC, adjointe au maire de Courbevoie (92400) déléguée aux affaires sociales et à Francine BRUGEL, responsable du Centre communal d'action sociale de Courbevoie.

1. Comment attribue-t-on une aide ?

F.B. : La personne âgée ou sa famille vient déposer un dossier pour une aide au CCAS. Le dossier est ensuite instruit au Conseil général qui autorise ou non, en fonction des critères d'attribution, le versement de l'aide.

Pour le maintien à domicile et l'évaluation de la dépendance, le CCAS travaille en partenariat avec le CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) qui peut lui signaler les situations qui nécessitent de l'aide.

2. Qui fixe les critères d'attribution des aides ?

M.L. : Les conseils d'administration des CCAS en fonction du budget alloué pour les actions sociales de la ville. Le Conseil d'administration du CCAS de Courbevoie est composé de 8 présidents d'associations et 8 élus municipaux de tous bords politiques. Ensemble ils décident de la politique sociale de la ville et des critères d'attribution des aides.

3. Y-a-t-il des aides propres à chaque ville ?

M.L. : Oui. En plus des aides légales de l'Etat, chaque ville peut mettre en place des aides facultatives. Tout dépend de la politique sociale de la ville ou du département. A Courbevoie, nous proposons des aides pour le paiement des factures EDF, des chèques alimentaires. Nous pouvons également donner des chèques CESU pour financer les prestations d'aide à domicile. Récemment nous avons mis en place des permanences du Crédit municipal de Paris qui rachète les crédits des personnes en difficultés et met en place avec elles un nouvel échéancier adapté à leurs ressources. Nous avons aussi des permanences du PACT 92 pour tout ce qui concerne l'amélioration et l'aménagement de l'habitat.

- Lorsque la décision est positive, la personne vient chercher son aide tous les mois au CCAS. Cela nous permet de maintenir le lien social avec les personnes.

LES AIDES AU LOGEMENT

Elles sont nombreuses et réparties dans les organismes tels que la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), la Direction Départementale de l'Équipement (DDE), etc.

AIDE POUR LE LOGEMENT (APL)

L'APL permet aux personnes qui en bénéficient d'alléger le loyer ou les mensualités du crédit de leur résidence principale.

Qui peut en bénéficier ?

Sont éligibles à l'APL, toutes les personnes résidant en France qu'elles soient locataires d'une résidence principale, propriétaires, ou titulaires d'un contrat de location-accession à la propriété ou en foyers sociaux. Dans le cas d'une location, il faut que le bénéficiaire de l'aide n'ait aucun lien de parenté avec le propriétaire et qu'il occupe le logement au minimum 8 mois par an. En revanche, le logement peut être occupé par le bénéficiaire lui-même et/ou membre direct de son entourage.

Le logement doit être décent et avoir une superficie minimale selon le nombre d'occupants. Lorsque le bénéficiaire réside en maison de retraite ou en établissement de long séjour, il ne peut partager sa chambre avec plus d'une personne.

Le montant de l'aide est calculé en fonction des revenus, du nombre de personnes à charge, du montant du loyer, de la superficie et de la région ainsi que de la nature et du financement du prêt si il y a lieu. Grâce au simulateur mis en place par la CAF, vous pouvez avoir une idée du montant de l'aide qui pourra être versée.

Le montant de l'aide est réévalué, d'une manière générale au 1^{er} juillet de chaque année par l'Etat, mais il peut être également modifié si la situation de votre proche change (changement du nombre de personne à charge, chômage indemnisé, arrêt maladie de plus de 6 mois, ...). Dans ce cas, à chaque réévaluation, un formulaire de déclaration de situation familiale et de ressources est envoyé au bénéficiaire et au bailleur (ou prêteur). L'aide est directement versée au bailleur ou au prêteur et déduite du loyer ou des mensualités.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Pour effectuer une demande d'APL, il faut aller retirer un formulaire à la CAF. Le bailleur doit remplir le formulaire pour le locataire. Si vous ou votre proche êtes propriétaires, l'organisme de prêt doit remplir les certificats de prêts.

L'aide est versée dans le mois qui suit la constitution du dossier et elle prend fin dès

que les conditions ne sont plus remplies. Si le montant versé est supérieur à ce qu'il devait être, la CAF se réserve le droit de récupérer les sommes versées sur les prochains versements.

BON À SAVOIR

- Il est également possible de bénéficier de l'APL dans le cadre d'une construction ou d'une amélioration d'un bien immobilier.
- L'aide n'est pas cumulable avec d'autres aides au logement.
- Si vous souhaitez contester une décision prise par la CAF au sujet de l'Aide Pour le Logement (APL), envoyez votre lettre avec Accusé/réception à la Section départementales des aides publiques dont elle dépend. Vous recevrez une réponse sous 2 mois que vous pourrez contester en exerçant un recours devant le tribunal administratif.

ALLOCATION AU LOGEMENT FAMILIAL (ALF)

Tout comme l'APL, l'Aide au Logement Familial vient en aide aux locataires et colocationnaires, aux accédants à la propriété ou aux résidents de logements-foyers ou résidences sociales.

Qui peut en bénéficier ?

Les conditions d'attribution sont les mêmes que pour l'APL, à ceci près, qu'il faut avoir déjà perçu une allocation familiale ou avoir à charge un ascendant de plus de 65 ans (60 ans si il est invalide, ancien déporté ou ancien combattant) dont les revenus sont en dessous du seuil maximal fixé par la CAF, ou encore un proche invalide à plus de 80%. Le demandeur de l'aide ne peut en bénéficier si le logement est loué par un ascendant, descendant, conjoint ou concubin (même pacsé).

Tout comme pour l'APL, le logement doit être décent et répondre à des critères sanitaires fixés par le décret n° 2002-120, ainsi qu'à une superficie minimale : 16 m² pour un couple et 9 m² par personne supplémentaire dans la limite de 70 m².

L'attribution de l'aide se fait en fonction des ressources de toutes les personnes occupant le foyer dans les 6 mois précédant la demande et/ou qui y réside encore. Les revenus pris en compte sont ceux de l'avant dernière année (ex : pour 2012, les revenus sont ceux de 2011).

Le montant versé est calculé en fonction, pour le locataire, des ressources du foyer, du nombre de personnes à charge, de la zone géographique, du montant du loyer et des charges ; pour un accédant à la propriété, il dépend de la nature de l'opération, du mode de financement, de la date de signature du contrat de prêt et des charges de remboursement du prêt.

- Le demandeur de l'aide ne peut en bénéficier si le logement est loué par un ascendant, descendant, conjoint ou concubin (même pacsé).

L'ALF est réévaluée chaque année et la modification est prise en compte au premier juillet de l'année en cours et à tout moment lors d'un changement de situation familiale. Il reste à la charge du bénéficiaire de l'aide une participation mensuelle d'environ 35 € ainsi qu'une part du loyer à payer. Elle correspond à un pourcentage qui dépend des tranches de ressources et de la composition du ménage vivant dans le logement.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Vous pouvez retirer auprès de votre CAF le formulaire de demande d'ALF (Cerfa n°10840*05). Après l'avoir rempli, vous devrez le remettre à la CAF ou à la MSA (Mutualité Sociale Agricole) selon votre régime.

Le premier versement a lieu dans le mois qui suit la demande si vous êtes éligible, puis chaque mois au propriétaire du logement lorsque le locataire occupe un logement HLM, ou directement au locataire (sauf en cas de demande particulière du propriétaire) pour tous les autres logements. Dès lors que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions, l'aide est automatiquement suspendue.

Comme pour l'APL, en cas de changement de situation familiale vous devez avertir la CAF ou la MSA.

BON À SAVOIR

L'ALF ne peut être versée si vous ou votre proche touchez déjà l'Aide Personnalisée au Logement (APL) et/ou l'Allocation de Logement Sociale (ALS).

ALLOCATION AU LOGEMENT SOCIAL (ALS)

L'ALS est une troisième aide non cumulable avec les deux précédentes (APL et ALF). Elle contribue au paiement du loyer d'un locataire, colocataire, sous-locataire ou d'un résident d'un foyer-logement, ou bien des mensualités de l'emprunt d'un nouveau propriétaire. Elle est réservée aux résidences principales.

Qui peut en bénéficier ?

Les conditions pour bénéficier de l'allocation sont les mêmes que pour les autres aides au logement (résider sur le territoire français, ne pas percevoir l'APL et l'ALF, ne pas être le locataire d'un ascendant, descendant, conjoint, etc.). Le montant de l'aide dépend des ressources du foyer (revenus de l'année précédente), de la situation familiale du demandeur, du lieu de résidence, de la superficie du logement et du montant du loyer (du mois de janvier de l'année en cours). L'aide est réévaluée comme les autres au premier juillet de chaque année.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Pour faire une demande d'allocation vous devez vous rendre dans votre CAF ou votre CNAV afin d'y retirer un formulaire qu'il faudra remplir et retourner, accompagné d'une déclaration sur l'honneur avec le montant de vos revenus. Pour les locataires, il faudra également envoyer une copie certifiée conforme du bail ainsi que la quittance du mois d'entrée. Les propriétaires devront envoyer les documents relatifs au remboursement du prêt.

L'AIDE À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT (AAH)

La caisse nationale d'assurance vieillesse propose aux retraités appartenant à son régime, une aide pour l'amélioration de l'habitat. Elle a été créée pour financer des travaux d'amélioration (sécurité, confort, salubrité, aménagement pour personne handicapée) ou conservation de l'habitat principal dès lors qu'il a été construit depuis plus de 20 ans. Les travaux effectués avant la demande d'aide et/ou pour la résidence secondaire ou de remise en état (pour les foyers logement), ne sont pas pris en charge.

Qui peut en bénéficier ?

Cette aide s'adresse à toute personne retraitée résidant en France et bénéficiant d'une pension de retraite versée par la CNAV ou une pension de réversion de la Sécurité Sociale. Elle peut être propriétaire, locataire, locataire à titre gratuit ou usufruitier. Ses ressources ne peuvent être supérieures à 8 923,44 € par an (17 846,88 € s'il est en couple et 4 461,72 € en plus par enfant à charge).

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Afin de procéder à une ouverture de dossier, il faut retirer un formulaire de demande auprès de votre CNAV (ou autres caisses de retraite) ou de votre CCAS et joindre à celui-ci, les déclarations de revenus, le devis du prestataire, ainsi que le plan de financement des travaux. L'aide sera directement versée au prestataire et vous n'aurez plus qu'à payer la différence.

BON À SAVOIR :

- La CNAV peut prendre en charge une partie des travaux.
- Une participation aux frais de dossier d'environ 100 € est demandée au bénéficiaire.

- L'AAH a été créée pour financer des travaux d'amélioration ou conservation de l'habitat principal dès lors qu'il a été construit depuis plus de 20 ans.

SUBVENTION DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

L'ANAH a été créée en 1971 avec pour objectif : l'aménagement et l'amélioration du parc de logements privés français. Elle s'attache principalement, à lutter contre l'insalubrité, la précarité énergétique et pour les revenus les plus modestes, elle aide à l'adaptation du logement pour les personnes en perte d'autonomie. Elle est rattachée, localement, à la Direction Départementale des Territoires (DDT).

Qui peut en bénéficier ?

Sont susceptibles de bénéficier d'une subvention de l'ANAH, les propriétaires occupants, les propriétaires non-occupants mais souhaitant réaliser des travaux d'aménagement avant la location, les syndicats de copropriétaires lorsqu'il s'agit de travaux sur les parties ou équipement communs. Dans des cas plus rares, les personnes finançant les travaux d'un ascendant, descendant ou conjoint, les locataires effectuant des travaux de sortie d'insalubrité.

Dans le cas d'une personne en perte d'autonomie, l'ANAH peut subventionner entre 35 et 50% du montant des travaux (sous conditions de ressources et dans la limite de 40 000 € par logement). Il faut néanmoins fournir un justificatif de handicap ou de perte d'autonomie ainsi qu'un document prouvant l'adéquation des travaux aux besoins de la personne.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Pour formuler une demande, il faut retirer un dossier auprès de la Direction Départementale des Territoires de votre département ou de la collectivité locale délégataire de compétence; il faudra ensuite le retourner dûment rempli, assorti de devis et/ou des estimations d'amélioration énergétique, et de l'avis d'imposition de l'année précédant la demande. Le service instructeur accusera réception du dossier et vous fournira une réponse dans les 4 mois qui suivent la date de dépôt. Si la réponse est positive, le service instructeur vous donnera le montant de l'aide qui vous sera versée. Le montant de la subvention dépend du montant des devis et des moyens financiers disponibles selon les priorités locales.

L'aide ne sera versée qu'une fois les travaux terminés. Vous devrez effectuer une demande de paiement et fournir les factures. L'aide ne peut être supérieure à celle annoncée lors de la demande.

En cas de contestation d'une décision de l'ANAH, le bénéficiaire a 2 mois pour exercer un recours auprès du président de la collectivité ou de l'agence du département puis au conseil d'administration de l'ANAH ou au tribunal administratif.

BON À SAVOIR :

- Dans certains cas (vente du logement, changement de conditions d'occupation, fausse déclaration), l'ANAH peut demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

LES AIDES SOCIALES

Là encore, il en existe beaucoup. Voici les plus courantes par rapport à votre situation et celle de votre proche.

L'APA : AIDE POUR L'AUTONOMIE

L'APA est une aide départementale qui est versée à votre proche, après analyse de son dossier par la sécurité sociale et avec l'accord du Président du Conseil général. Elle permet de financer une partie du « tarif dépendance » des maisons de retraites, les prestations d'aide à domicile ou encore du matériel médicalisé (fauteuils roulants, lits médicalisés, canes, déambulateurs, etc.).

Qui peut en bénéficier ?

Votre proche de plus de 60 ans résidant en France avec un logement fixe, a été catégorisé entre les GIR 1 et 4, il est alors éligible à l'APA. Le versement de l'aide est mensuel et dépend du degré de dépendance de votre proche et des ressources de son département. Le montant est réactualisé chaque année. A tout moment, le conseil départemental peut demander les justificatifs pour vérifier que l'aide versée est conforme au plan d'aide. En cas de non-conformité, l'aide peut être suspendue. Votre proche pourra exercer son droit de recours auprès de la commission départementale puis auprès du président du tribunal de grande instance du chef lieu.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Vous pouvez retirer un dossier auprès de votre Conseil général ou de votre CCAS. Vous devrez y joindre un justificatif d'identité, de ressources, et les déclarations de revenus de votre proche ainsi qu'un RIB. Si le dossier est incomplet vous en êtes informés sous 10 jours. Sinon, une équipe médicosociale viendra constater les besoins de votre proche (perte d'autonomie, conditions de vie...) sous 30 jours et fournira un plan que votre proche devra impérativement valider dans les 10 jours qui suivent (dans le cas contraire, ou en l'absence de réponse, la procédure s'arrête). Il faut ensuite compter 8 jours pour

- L'APA permet de financer une partie du « tarif dépendance » des maisons de retraites, les prestations d'aide à domicile ou encore du matériel médicalisé.

avoir l'accord du Conseil général. Si la réponse est positive et en fonction du plan d'aide, votre proche est libre de choisir le service prestataire répondant à ses besoins (ou bien un ou plusieurs membres de sa famille). Il dispose d'un mois pour effectuer son choix (ou transmettre un changement de prestataire). Il faut préciser que si le service ou la personne ne sont pas agréés, l'aide est diminuée de 10%.

Dans le cas des maisons de retraites, la création du dossier suffit à ouvrir les droits à l'APA. C'est l'équipe médicale qui établit son compte-rendu, validé par le médecin (en cas de désaccord une équipe départementale est appelée).

Quelle que soit sa situation, votre proche devra verser une participation calculée en fonction de ses revenus (et éventuellement ceux de son conjoint) et des biens et capitaux qui ne sont ni exploités ni placés (en dehors de la résidence principale, rentes viagères et aides sociales). Lorsque c'est un couple qui est en établissement, la participation est calculée sur la base de l'ensemble des revenus divisée par deux.

Chaque situation est régularisée sur les mensualités suivantes. L'APA est suspendue en cas d'hospitalisation, de changement de situation non déclarée, non présentation des justificatifs de dépenses).

BON À SAVOIR

- L'APA n'est pas récupérable sur la succession.
- Elle n'est pas cumulable avec la Prestation Spécifique de Dépendance et l'Aide Compensatrice pour Tierce Personne.
- Lorsqu'une personne du couple part en établissement, celle restant à domicile perçoit un revenu minimum garanti.
- Dans certains cas (travaux d'aménagement), le président du Conseil général peut décider de verser 4 mois maximum d'aide en une seule fois.

LE PLAN D'ACTION PERSONNALISÉ (PAP)

Ce plan d'action vise à répondre aux besoins des personnes âgées en trouvant des solutions personnalisées pour chacun.

Qui peut en bénéficier ?

Pour pouvoir bénéficier de ce plan, il faut avoir plus de 70 ans et être classé en GIR 5 ou 6, (ou présenter une invalidité), avoir des ressources inférieures à 1 528 € pour une personne seule ou 2 293 € pour un couple, et être affilié au régime de retraite général. Vous ou votre proche pouvez également avoir accès au PAP si vous êtes veuf ou veuve et que vous perceviez une pension de réversion du régime général à titre principal, ou bien avoir 55 ans ou plus et être le conjoint sans droit d'un retraité du régime général.

- Lorsqu'une personne du couple part en établissement, celle restant à domicile perçoit un revenu minimum garanti.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

Pour obtenir un dossier, rendez vous dans un CLIC, un CCAS, ou une CRAM. Retournez le dossier dûment rempli accompagné des pièces justificatives demandées. Si votre dossier est éligible, vous aurez la visite d'un évaluateur qui déterminera avec vous ou votre proche, vos besoins et établira le plan d'action comportant les prestations d'aides à domicile ou le matériel nécessaire à l'adaptation du logement. Le dossier est ensuite transmis à la CRAM qui vous notifiera la nature des aides et la participation qui reste à votre charge.

En fonction des revenus, l'aide peut aller jusqu'à 3 000 € par an. Elle comprend les prestations d'aide à domicile, de portage des repas, d'adaptabilité du logement, de téléassistance ainsi que le matériel technique (barre d'appui, déambulateur, rehausse de WC), l'hébergement temporaire et l'accueil de jour.

BON À SAVOIR

- L'aide ne peut se cumuler avec l'APA, l'ACTP ou la prestation de compensation du handicap.
- Le PAP est non récupérable sur les successions

L'ALLOCATION DE SOLIDARITÉ AUX PERSONNES ÂGÉES (ASPA)

Depuis 2007, cette allocation remplace le minimum vieillesse. Tout comme elle, l'ASPA garantit à ses bénéficiaires un complément à leur pension de retraite ou tout simplement une petite retraite pour ceux qui n'en n'ont pas.

Qui peut en bénéficier ?

Afin de bénéficier de l'ASPA vous, ou votre proche devez remplir les conditions suivantes : avoir plus de 65 ans (60 ans si vous êtes inapte au travail, ancien combattant, etc.), résider en France et avoir des ressources inférieures à 1 528 € par mois (2 293 € pour un couple), dans les 3 mois qui précèdent la demande.

Quelles sont les modalités d'obtention ?

L'attribution de l'allocation se fait dans le mois qui suit la réception du formulaire Cerfa n°13710-01 complété et après analyse de la situation familiale du demandeur. Vous pouvez trouver ce formulaire dans votre mairie ou le demander à votre caisse de retraite.

- L'attribution de l'allocation se fait dans le mois qui suit la réception du formulaire complété et après analyse de la situation familiale du demandeur.

Si vous n'appartenez à aucun régime de retraite, la mairie se chargera de faire passer votre dossier au service de l'ASPA de la Caisse des Dépôts et Consignation.

Vous êtes informés en cas de refus du versement de l'aide par une lettre mentionnant les raisons du refus.

Toute modification de votre situation doit être notifiée auprès de l'organisme qui versera l'ASPA, celui-ci se réservant le droit d'effectuer des contrôles à tout moment.

En fonction de vos revenus, l'allocation peut s'élever au maximum à 777 € par mois pour une personne et 1 181,77 € pour un couple.

BON À SAVOIR

- Rentrent en compte dans l'évaluation des ressources : les biens immobiliers, les placements financiers et les donations de moins de 10 ans. Ils apportent un revenu équivalent à 3% de leur valeur (1,5% pour les biens donnés entre 5 et 10 ans avant la demande d'allocation).
- Cette allocation est récupérable sur les successions de plus de 39 000 € à hauteur de 5 658,86 € par an. Si le conjoint hérite, la récupération se fait après sa mort à hauteur de 7 684,34 € par an.

LES AIDES FISCALES

Que vous soyez dépendant ou aidant, il existe différentes mesures de réductions fiscales qui peuvent vous permettre d'alléger vos dépenses.

MAJORATION DU QUOTIENT FAMILIAL

Elle s'applique aux personnes hébergeant un conjoint, un parent ou un proche, de plus de 75 ans dont les ressources sont inférieures à 8 507,49 € (13 839,62 € pour un couple) par an.

Dans ce cas, vous bénéficiez d'une demi-part de rattachement en plus des parts que vous avez déjà et vous devez ajouter ses revenus aux vôtres.

Si la personne est titulaire d'une carte d'invalidité (pour une incapacité d'au moins 80%) ou d'ancien combattant, d'une pension militaire (pour une invalidité d'au moins 40%), vous avez le droit à une demi-part d'invalidité en plus de la demi-part de rattachement. La carte doit avoir été établie avant le 31 décembre de l'année d'imposition.

- Rentrent en compte dans l'évaluation des ressources : les biens immobiliers, les placements financiers et les donations de moins de 10 ans.

BON À SAVOIR

- Si votre proche ne peut subvenir à ses besoins tout seul (revenus inférieurs à 8 507,49 € par an pour une personne et 13 889,62 € pour un couple et qu'il vit gratuitement chez vous, vous pouvez choisir entre l'abattement et la majoration du quotient familial.

ABATTEMENT D'IMPÔT

L'abattement d'impôt pour les seniors

L'abattement d'impôt est possible si vous ou votre proche a plus de 65 ans avant le 31 décembre de l'année précédant l'année d'imposition. Le montant de l'abattement dépend des revenus perçus et il est calculé automatiquement par l'administration fiscale. L'abattement est doublé si une deuxième personne dans le foyer à plus de 65 ans.

L'abattement d'impôt pour les dépenses d'aides aux seniors

Si vous hébergez un parent (conjoint, ascendant, descendant, etc.) ou un proche qui perçoit moins de 8 923,44 € par an (17 846,88 € pour un couple), âgé de plus de 75 ans, vous pouvez déduire 3 359 € par personne et par an. Cette somme correspond aux dépenses que vous avez engagées pour elle.

BON À SAVOIR

Si la personne hébergée est votre ascendant vous pouvez choisir de la rattacher à votre foyer en ajoutant ses revenus aux vôtres et augmenter ainsi votre quotient familial. Sinon, vous ne pouvez rattacher la personne à votre foyer que si elle est invalide. Les pensions alimentaire sont déductibles des impôts sur présentation de justificatifs.

54

EXONÉRATION DE LA REDEVANCE TÉLÉVISUELLE

Vous êtes éligible à l'exonération de la redevance télévisuelle si vous avez plus de 65 ans au 31 décembre de l'année d'imposition et/ou si vous êtes titulaire d'une carte d'invalidité. Afin d'en bénéficier, vous devez remplir le formulaire situé au verso de l'avis d'échéance de la redevance.

- Le montant de l'abattement dépend des revenus perçus et il est calculé automatiquement par l'administration fiscale.

RÉDUCTION D'IMPÔT ET AIDE À DOMICILE

D'une manière générale, lorsque vous employez quelqu'un pour effectuer des tâches ménagères, vous pouvez déduire 50% des sommes dépensées de vos impôts, dans la limite de 6 000 € soit 12 000 € de dépenses par an. Ce plafond est augmenté de 1500 € pour chaque personne âgée de plus de 65 ans que vous avez à charge ou dont vous payez les prestations de l'aide ménagère dans le cadre de l'obligation alimentaire (dans la limite de 15 000 € de dépenses par an). Vous devez fournir l'attestation URSSAF de la personne employée. En revanche, le plafond est diminué dès lors qu'il s'agit de prestations réalisées par un « homme à tout faire » (500 €), de l'aide informatique (1 000 €) et des travaux de jardinage (3 000 €).

BON À SAVOIR

- La première année vous pouvez déduire jusqu'à 10 000 € (20 000 € de dépenses). Les personnes de plus de 70 ans qui emploient une aide à domicile sont exonérées de toutes charges sociales dans la limite de 65 fois le SMIC horaire par mois. (soit 599,30 € par mois au 1^{er} janvier 2012). En revanche, pour les personnes bénéficiant d'une pension d'invalidité civile ou militaire et qui ont besoin d'une aide quotidienne, l'exonération est totale.

RÉDUCTION D'IMPÔT ET HÉBERGEMENT EN MAISON DE RETRAITE

Lorsque vous résidez en maison de retraite, vous pouvez déduire 25% des dépenses de vos impôts. Cela ne concerne que les frais d'hébergement et de dépendance dans la limite de 2 500 € par an (soit 10 000 € de dépenses), après déduction, s'il y a lieu, de l'APA.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Vous êtes propriétaires, locataires ou occupants à titre gratuit de votre résidence principale et vous assumez le coût des travaux d'équipement. Si vous effectuez des travaux concernant l'équipement sanitaire (lavabos réglables, siège de douche, etc.), l'accessibilité (ascenseur), la sécurité de votre logement et les économies d'énergie (récupération des eaux fluviales, chaudière à condensation, isolation thermique, etc.), vous pouvez bénéficier d'un crédit d'impôt. En 2012 (pour les dépenses payées en 2011), le taux de crédit varie entre 13 et 45% selon les travaux et il est calculé sur une base maximale de 8 000 € de dépenses entre janvier 2005 et le 31 décembre 2012 (16 000 € pour un couple plus 400 € par personne à charge).

- Lorsque vous employez quelqu'un pour effectuer des tâches ménagères, vous pouvez déduire 50% des sommes dépensées de vos impôts

Le crédit n'est octroyé que si les travaux sont réalisés par une entreprise (sur présentation d'une facture), que le logement est achevé depuis 2 ans (ou loué dans l'année pour les propriétaires bailleurs), que les travaux sont échelonnés sur 5 années consécutives et que les dépenses sont supérieures ou égales à la base maximale (8 000 € pour une personne célibataire, 16 000 € pour un couple et 400 € par personnes à charge).

BON À SAVOIR

- Le montant des dépenses ne doit pas comprendre la main d'œuvre d'installation.

VOCABULAIRE

Abattement : réduction de la somme imposable, donc avant l'application de l'impôt.

Réduction : elle est soustraite du total de l'impôt à payer. Si le résultat est négatif, l'administration fiscale ne paye pas la différence.

Crédit : il fonctionne comme la réduction d'impôt. En revanche si le résultat est négatif, le fisc rembourse la différence.

Où vous renseigner ?

Vous trouverez les formulaires de demande d'aide dans les CCAS, Mairies, CAF et MDPH. Pour toutes questions relatives à l'adaptabilité de votre logement ou pour obtenir de l'aide dans le montage de votre dossier, vous pouvez contacter les télé conseillers de l'ANAH du lundi au vendredi, de 8 h à 19 h, au 0820 15 15 15 (N° Indigo 0,15 € ttc/min).

Vous pouvez également trouver des informations sur le site: <http://vosdroits.service-public.fr> espace « Particuliers », rubrique « Logement », puis « Aides financières relatives au logement ».

- Le montant des dépenses ne doit pas comprendre la main d'œuvre d'installation.

ancien
aménagement
remplir
prestations
propriétaire
tortor
ascendant
imposition
jours
invalidité
obtention
Aide
dépend
allocation
domicile
prêt
bénéficiaire
APA
modalités
lieu
charge
travaux
impôt
général
amét
retirer
aides
proche
APL
CAF
loyer
droit
locataire
logement
année
Lorem
ipsum
urna
lors
foyer
an
Nunc
résidence
dépend
prestataire
personnes
régime
plan
elit
cas
retraite
SAVOIR
ALF
ANAH
perte
pension
effectuer
dépenses
sans
revenus
limite
dolor
équipement
ressources
mois
dossier
auprès
conjoint
Logement
montant
couple
service
besoins
déduire
participation
réponse
demande
situation
fonction
id
versée
abattement
formulaire
conditions
sit
familiale
habitat
locataires
amélioration
propriétaires
ASPA
descendant
également
autonomie
CNAV

Besoin de Services à domicile Pour vous ou vos parents? Faites confiance à l'expérience !


➤ Recrutez des Seniors Actifs sur :

www.seniorsavotreservice.com

- Garde d'enfants
- Ménage / Repassage
- Dame de compagnie
- Courses / Transports
- Ass. Informatique
- Commerces
- Gardiennage animaux / maison
- Bricolage / Jardinage
- Soutien scolaire
- Cuisine
- Secrétariat / Aide administrative
- Vente ...

Pour les particuliers

- Jusqu'à 50% déductible des impôts (CESU)
- Dépôts d'annonces GRATUITS
- Mise en relation directe



PRÉPARER SON AVENIR, TRANSMETTRE SON PATRIMOINE

• Héritage, succession : quelques rappels • Les donations • Donations immobilières, Société Civiles immobilières • Les produits d'assurances vie •

L'étape de la transmission du patrimoine est une étape délicate. Pour éviter les problèmes et les tensions au moment de l'ouverture d'une succession, il existe des mesures pour commencer à transmettre de son vivant ou mettre à l'abri ses proches en cas d'accident.

INTERVIEW : 3 questions à Maître Nadine Bonn, notaire à Asnières (92600)

1. Quelle forme de testament conseillez-vous ?

Le testament authentique bien sûr! Il est incontestable et assure le respect de ses dernières volontés en matière de partage de ses biens. Il peut difficilement être mis en cause du fait des précautions que l'on prend lors de sa rédaction. Seulement je reconnais qu'il est compliqué à mettre en ouvre. Les témoins ne doivent pas être des personnes gratifiées dans le testament, elles ne doivent pas avoir de lien entre elles et avec le témoin. Ceci étant, elles doivent connaître le testateur pour attester qu'il possède toutes ses facultés mentales. C'est donc au testateur de choisir ses témoins. En revanche s'il n'en a pas, c'est moi qui dois faire appel à un confrère et ce n'est pas chose aisée non plus.

2. A quoi doit-on faire attention lors de la rédaction d'un testament?

J'ai vu des testaments refusés parce que la date était notée sur l'enveloppe! Et il faut également, dans le cas du testament olographe, que le testament soit entièrement manuscrit. Peut être qu'un jour les versions informatiques seront acceptées mais pour le moment, c'est le Code Civil de 1804 qui s'applique toujours. En revanche il peut être sur n'importe quel support du moment que celui-ci est durable.

3. Que doit-on faire pour être sûr qu'il soit reconnu?

Il vaut mieux le donner à un notaire parce qu'il peut toujours être perdu ou volé. Si, à l'ouverture de la succession, il n'y a pas l'original du document, le testament n'est pas recevable et ce sont donc les dévolutions légales qui s'appliqueront. Lorsqu'on le remet à un notaire, ce dernier le fait enregistrer dans le Fichier Central des Dispositions de Dernières Volontés. Ainsi à la mort du testateur, le notaire en charge de la succession interroge le fichier et regarde si un testament existe et demande au notaire dépositaire de lui faire parvenir. S'il y en a plusieurs, c'est le plus récent qui est choisi. S'il n'est pas recevable, on prendra le précédent, et ainsi de suite.

- Surtout ne jamais oublier de dater et signer ! S'il manque la date ou la signature, il n'a aucune validité.

HÉRITAGE, SUCCESSION : QUELQUES RAPPELS

L'HÉRITAGE

Les héritiers ont 6 mois à partir de la date du décès pour déclarer un héritage supérieur à 1 500 €. Cette déclaration est en général faite par le notaire de famille ou par le dépositaire du testament. La déclaration doit comporter l'identité du défunt, les liens de parenté avec les héritiers, l'existence de donation ou testament ainsi qu'un inventaire et une estimation des biens.

- Les biens immobiliers : la valeur est celle estimée au jour du décès. Elle perd 20% si le bien est occupé par un conjoint, des enfants mineurs ou des majeurs sous protection judiciaire (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice)
- Le mobilier :
 - S'il est vendu aux enchères dans les 2 ans suivants le décès, la valeur correspond au profit de la vente
 - Sinon la valeur peut être estimée dans les 5 ans qui suivent par un inventaire notarié
 - Ou bien la valeur peut être équivalente à 5% des autres biens.
- Les bijoux : la valeur est celle déclarée sur les contrats d'assurance

LE TESTAMENT

Qu'est-ce que c'est ?

Le testament est l'acte par lequel une personne fait part de ses « dernières volontés » qui seront exécutées à sa mort. Toute personne âgée de plus de 18 ans (sauf enfant émancipé), reconnue « saine d'esprit » peut en rédiger un.

Il permet de répartir comme on le souhaite la quotité disponible de son patrimoine.

Comment le rédiger ?

Un testament peut se présenter sous 4 formes :

1. le testament olographe

C'est le plus courant. Il est rédigé à la main sur un support durable. Pour être valable, il doit être daté et signé par le testateur. Il n'y a aucun formalisme à remplir, il est donc très facilement révoqué. Le risque est qu'il soit détruit ou perdu et que le contenu soit contraire à la législation et donc non recevable.

2. le testament authentique

Cette forme suppose un acte notarié. Le testateur dicte ses volontés à un notaire assisté de deux témoins ou d'un autre notaire, puis il le signe. Le testament peut être manuscrit ou dactylographié. Contrairement au testament olographe, il a l'avantage d'être incontestable.

3. le testament international

Il est surtout utilisé par les personnes ne demeurant pas dans leur pays d'origine ou possédant des biens dans différents pays du monde. Il doit être dactylographié ou écrit à la main, dans n'importe quelle langue, par une personne habilitée à instrumenter et devant 2 témoins, et signé par le testateur.

4. le testament mystique

Cette forme reste peu utilisée. Le testament est rédigé et doit impérativement être signé par le testateur. Il est ensuite scellé dans une enveloppe et déposé chez le notaire, qui rédige un procès verbal devant 2 témoins.

Dans quel cas un testament peut-il être annulé ?

Tout testament peut être annulé :

- s'il n'est pas daté
- dans le cas des testaments, authentique, international et mystique, si un des témoins n'est pas en mesure d'attester que les formalités ont été respectées
- s'il peut être prouvé que le testateur n'était pas sain d'esprit au moment de la rédaction
- si le légataire se montre ingrat envers le testateur ou s'il n'exécute pas le testament convenablement

Tous ces motifs seront examinés par le juge du tribunal de grande instance du lieu de la succession.

En revanche, un testament peut être annulé à tout moment, par la rédaction d'un nouveau ou par une déclaration devant notaire et témoins de changement de volonté.

Que pouvez-vous léguer ?

Vous ne pouvez léguer que les biens que vous possédez à l'exception des titres honorifiques et de votre nom.

Sur l'ensemble des biens qui constituent votre patrimoine, en fonction de votre degré de

- Les majeurs sous tutelle doivent attendre l'autorisation du juge des tutelles avant de pouvoir rédiger leur testament.

parenté avec vos héritiers (descendants, ascendants, conjoints), une partie dénommée « la réserve » sera partagée entre eux. C'est la partie restante, la quotité disponible, que vous pouvez léguer librement à qui vous voulez (sauf exception comme le médecin traitant par exemple).

BON À SAVOIR

- Un mineur âgé de 16 ans peut disposer de la moitié de ses biens et donc les répartir
- Les majeurs sous tutelle doivent attendre l'autorisation du juge des tutelles avant de pouvoir rédiger leur testament
- Les biens transmis par donation dans les 6 ans précédents la mort du testateur doivent être rappelés dans la succession

SUCCESSION

Les héritiers sont listés et les parts qui leur sont réservées dépendent du degré de parenté avec le défunt. Les descendants et le conjoint (dans le cas où il n'y a pas de descendants) sont des héritiers réservataires, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être exclus de la succession et qu'une part précise du patrimoine leur est réservée : la réserve. Une fois la réserve distribuée le reste du patrimoine appelé quotité disponible, est réparti selon les volontés du défunt ou entre les héritiers. Les ascendants ne sont pas réservataires mais peuvent réclamer leurs biens dans la limite de $\frac{1}{4}$ de la valeur du patrimoine. Reportez vous au tableau pages 76 et 77 pour avoir le détail complet de la répartition de la réserve en fonction des héritiers.

Afin que la succession se passe dans de bonnes conditions, une personne peut déposer un mandat posthume, désignant un mandataire en charge de prendre les décisions évitant ainsi le problème de la majorité des $\frac{2}{3}$, aujourd'hui nécessaire.

Depuis 2007, les héritiers réservataires sont désormais libres de renoncer à leurs parts de l'héritage du vivant de leur parent, les transmettant directement aux petits-enfants. Cet acte doit être fait devant 2 notaires dont 1 désigné par la chambre des notaires.

BON À SAVOIR

- Une succession peut être refusée. A compter de la date du décès du défunt, les héritiers ont 10 ans pour accepter ou refuser la succession.

LES DONATIONS

Selon l'article 894 du Code Civil, la donation est un acte irrévocable par lequel le donateur se dépouille d'une partie de son patrimoine au profit du donataire (sous réserve que ce dernier l'accepte). Mais la donation est également un moyen pour le donateur d'administrer son héritage avant sa mort et d'éviter les querelles familiales pouvant survenir lors du partage. Néanmoins il doit s'assurer qu'il peut toujours subvenir à ses propres besoins une fois la donation faite, de même que le don ne doit pas léser les possibles héritiers (ascendants ou descendants).

Depuis le 1er janvier 2010, il est possible de bénéficier d'abattement d'impôts selon le degré de parenté, reportez-vous aux tableaux pages 78 et 79 pour connaître les différents montants.

Les donations sont, soit informelles (sans acte notarié), soit formelles.

DONATIONS INFORMELLES

a. Le présent d'usage

Les sommes d'argent reçues lors d'évènements familiaux (type anniversaire, fêtes, etc.), dans la mesure où elles sont proportionnelles à la fortune du donateur et n'excèdent pas 15 000 € ne nécessitent pas une déclaration au fisc. Par ailleurs, ces sommes ne peuvent pas être invoquées lors de la succession pour diminuer les parts du ou des donataires.

b. Le don manuel

Le don manuel concerne les dons matériels directs (argent, bijoux, meubles). Hormis l'imprimé fiscal n°2375 – Cerfa 11278-01 (qu'il est fortement conseillé de remplir dans le mois qui suit le don), il n'y a pas de formalité obligatoire. Vous pouvez cependant établir un « pacte adjoint » précisant la remise du bien et ses conditions d'utilisation si besoin. Le don manuel est soumis aux droits de donation dans la mesure où il est déclaré au fisc ou enregistré auprès d'un notaire. Il peut également être rappelé lors de la succession du même donateur si le don a été effectué moins de 6 ans avant le décès de ce dernier. Attention, la somme rapportée est celle de la valeur du don au jour du décès (Attention à la valorisation, lors de placements).

- Les sommes d'argent reçues lors d'évènements familiaux ne peuvent pas être invoquées lors de la succession pour diminuer les parts du ou des donataires.



Notre combat :
VIVRE CHEZ VOUS, dans le CONFORT et la SÉCURITÉ !

Liste des points de vente
Horaires
Informations



COMMANDER EN LIGNE :

capvitalsante.com

N° Indigo 0 825 88 88 08

0,15 € TTC / mn

JE SOUHAITE MON DIAGNOSTIC GRATUIT À DOMICILE

Coupon à renvoyer ou à déposer dans votre magasin CAP VITAL SANTÉ le plus proche !

• Pour commander :

OU

Par téléphone : N° Indigo 0 825 88 88 08
0,15 € TTC / mn

www.capvitalsante.com

Etre contacté par mon magasin le plus proche :

• Pour recevoir gratuitement notre catalogue

«Mieux Vivre à Domicile» :

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

N° Téléphone

Date de Naissance

@

Email

LES DONATIONS FORMELLES

a. La donation simple

Qu'est-ce que c'est ?

C'est un acte par lequel le donateur se sépare d'une partie de ses biens au profit du donataire qu'il souhaite. Ce dernier peut être un ascendant, un descendant, un proche, un conjoint ou un tiers. Il n'y a pas de limite du moment que le don n'empiète pas sur la quotité disponible des héritiers réservataires.

Comment faire ?

Le don doit être fait par acte notarié et signé par le donataire. Il est irrévocable. Selon le degré de parenté entre le donateur et le donataire, les frais de donations varient, tout comme l'abattement.

Lors du partage de la succession, le don peut être rappelé s'il concerne un héritier réservataire et que rien n'est mentionné à ce sujet (le don est alors l'équivalent d'une donation en avancement d'hoirie). Dès lors, le don est rapporté à sa valeur au jour du décès et non au jour du don.

b. La donation-partage

Qu'est-ce que c'est ?

Cette forme de donation ne concerne que les parents et leurs enfants (ou les grands-parents et leurs petits-enfants). Elle vise à distribuer et partager leurs biens de leur vivant entre leurs enfants (au moins deux).

Lorsque tous les enfants sont engagés dans la donation, le don ne peut être rappelé lors de la succession et faire l'objet d'une réduction. Par ailleurs, la valeur des biens donnés est évaluée au jour de la donation définitivement.

Comment faire ?

Comme les autres donations, elle doit être enregistrée par un notaire et signée par le donataire. Elle peut prévoir une réserve d'usufruit ou le versement d'une rente viagère. Le partage n'est pas nécessairement égal. Dans ce cas, si un des héritiers reçoit une part inférieure à sa part de réserve il pourra librement demander une réduction des parts des autres héritiers. Il est impératif que la donation soit prise sur la quotité disponible et qu'elle soit inférieure ou égale à celle-ci.

- La donation-partage vise à distribuer et partager leurs biens de leur vivant entre leurs enfants (au moins deux).

c. La donation en avancement d'hoirie

Qu'est-ce que c'est ?

La donation en avancement d'hoirie signifie que le donateur fait une avance au donataire sur la succession future. Cela signifie donc que cette donation est **EXCLUSIVEMENT** réservée aux héritiers.

Cette donation est rapportable, c'est-à-dire qu'elle peut être rappelée lors du partage de la succession.

Comment faire ?

Elle doit être rédigée par un notaire et acceptée par le donataire qui doit la signer. Lors de la succession la donation sera rappelée et sa valeur sera évaluée à la date du décès. Comme pour les autres donations, celle-ci ne doit pas dépasser la quotité disponible. Les droits de donations varieront en fonction du degré de parenté avec le donateur et de la valeur du don.

d. La donation préciputaire

Qu'est-ce que c'est ?

C'est une donation qui a pour but d'avantager un héritier sans que cet avantage puisse être rapporté lors de la succession.

Comment faire ?

La clause de préciput doit être mentionnée dans l'acte de donation qui doit être enregistré par un notaire et signé par le donataire.

BON À SAVOIR

- Le don ne doit pas dépasser la quotité disponible sous peine, pour le donataire, de devoir rembourser en nature les cohéritiers lésés.

e. La donation au dernier vivant

Qu'est-ce que c'est ?

La donation au dernier vivant permet au donateur d'avantager son conjoint. En théorie le dernier vivant d'un couple hérite d'une part de la quotité disponible du défunt qui varie en fonction de la situation familiale :

- Si les parents du défunt sont encore vivants (et qu'il n'y a aucun descendants), le conjoint hérite des $\frac{3}{4}$ quarts du patrimoine en pleine propriété
- Si il y a des descendants légitimes, le conjoint reçoit $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{4}$ (en fonction du nombre d'enfant : 1, 2, 3 et +) de l'héritage en pleine propriété ou bien la totalité en usufruit
- si le défunt a eu des enfants d'un premier lit, $\frac{1}{4}$ des biens en pleine propriété vont au conjoint
- si des frères et sœurs (ou neveux ou nièces) du défunt survivent à ce dernier, le conjoint reçoit la moitié du patrimoine

Avec la donation au dernier vivant, vous transmettez tout votre patrimoine à votre conjoint, si vous n'avez pas d'enfant. Si vous avez des enfants légitimes, selon votre régime matrimonial, vous permettez à votre conjoint de choisir entre : la totalité de vos biens en usufruit, $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{4}$ (en fonction du nombre d'enfant : 1, 2, 3 et +) en pleine propriété ou bien $\frac{1}{4}$ en pleine propriété et les $\frac{3}{4}$ en usufruit. Dans le cas où vous auriez des enfants issus d'un premier lit, votre conjoint(e) peut choisir entre la totalité de votre succession en usufruit ou $\frac{1}{4}$ en pleine propriété de celle-ci. Cette donation peut être unilatérale.

Comment faire ?

Vous devez obligatoirement faire réaliser et enregistrer l'acte de donation par un notaire. Il doit être impérativement signé par le donataire. Il sera effectif au décès du donateur et ce dernier pourra disposer de ses biens normalement.

La donation est révocable à tout moment sauf si elle est inscrite dans le contrat de mariage.

BON À SAVOIR

- Depuis le 21 août 2007, il n'y a plus de droit de succession entre époux
- En revanche vous devrez vous acquitter des droits de donations (cf. tableau), si la valeur dépasse l'abattement autorisé de 80 724 €
- Les autres donations entre-époux sont librement révocables si elles ont été consenties avant 2005. Au delà, elles sont irrévocables, sauf en cas de divorce

- Avec la donation au dernier vivant, si vous n'avez pas d'enfant, vous transmettez tout votre patrimoine à votre conjoint.

DONATIONS IMMOBILIÈRES, SOCIÉTÉ CIVILES IMMOBILIÈRES

PRÉCAUTIONS À PRENDRE

Une vente en viager faite au profit d'un héritier ou d'un proche peut s'apparenter à une donation (si le prix est bien inférieur à la valeur réelle du bien) et peut aussi être rappelée au moment de l'inventaire du patrimoine. Le nouveau propriétaire doit alors repayer la maison. Il est donc important que la vente soit consentie par l'ensemble des héritiers réservataires devant un notaire.

Le bail à nourriture peut également être contesté par le Fisc, si les engagements ne sont pas réels. Ce bail est en général utilisé pour des personnes âgées qui ne peuvent s'occuper d'elles mêmes et qui acceptent de vendre leur logement à condition que le nouveau propriétaire s'occupe de lui. Les nouveaux propriétaires peuvent avoir à payer les droits de successions ainsi que des pénalités.

BON À SAVOIR

- En cas d'ingratitude du donataire, ou de l'inexécution des charges qui lui ont été confiées, ou encore de la survenance d'un nouvel enfant, les donations sont révocables.
- Le droit de réduction peut être utilisé par n'importe quel héritier lésé. Si cela est avéré, l'héritier ayant trop perçu devra payer la différence à l'héritier lésé.
- En principe, les droits de donations sont payés par le donataire. Dans le cas contraire, cela doit être précisé sur l'acte.
- Il est possible d'ajouter une clause de réserve d'usufruit pour ne pas se déposséder complètement d'un bien et continuer d'en profiter (habiter son logement, toucher les bénéfices d'actions, etc.). Le donateur garde le contrôle sur le bien : sans son accord, le donataire ne peut rien faire. Les droits de donations sont alors rapportés à la valeur de la nue-propriété qui varie en fonction de l'âge du donateur (usufruitier). L'usufruitier reste imposable sur la totalité de son bien.
- Il est également possible de donner temporairement l'usufruit d'un bien. Cela permet au donateur de payer moins d'impôt et d'avantager un bénéficiaire. Néanmoins s'il s'avère que la donation d'usufruit n'est faite que dans ce but, l'administration peut mettre en place une procédure de répression des abus de droits. L'usufruit correspond à 23% de la valeur du bien qui est réévaluée tous les 10 ans.
- Dans l'hypothèse où le donataire décède avant le donateur, il est possible de faire inscrire à l'acte de donation une clause de retour conventionnel. Le don reviendra au donateur (qui n'aura pas à payer de droits de donation sur le retour).

- Lorsque les donataires sont mariés sous un régime communautaire (séparation de bien ou communauté universelle), le donateur peut choisir de faire entrer ou non le bien au sein de la communauté du donataire. Attention cependant à ne pas faire figurer le nom des deux conjoints mais uniquement de celui ayant un lien de parenté avec le donateur sous peine de devoir payer des frais de donations élevés (donations entre étrangers). Il faut également avoir à l'esprit que le bien, une fois dans la communauté sera partagé en cas de divorce.

LES PRODUITS D'ASSURANCES VIE¹

Elles sont le moyen de mettre à l'abri ses proches en cas de décès ou de financer les études d'un petits-enfants, par exemple, selon la forme choisie.

LE FONCTIONNEMENT :

Le souscripteur choisit le contrat qui lui correspond le mieux en fonction des placements (fonds en euros, en actions, SICAV, SCPI, etc.) qu'il propose. Il dépose ensuite le capital qu'il souhaite. Dès lors des frais de souscription pouvant aller jusqu'à 5% du capital et des frais de gestion aux alentours de 1% par an sont à prévoir.

Le titulaire du contrat désigne le bénéficiaire qui touchera le produit du contrat dans son intégralité à la date prévue sur le contrat (décès, ou date précise). Si le souscripteur a moins de 70 ans, le bénéficiaire pourra appliquer un abattement de 152 000 € sinon il ne pourra déduire que 30 500 € et paiera 20% de frais au-delà.

L'avantage des contrats d'assurance vie par rapport aux produits d'assurance décès est que le souscripteur est libre de verser les sommes qu'il désire, quand il le désire.

Il est également libre de procéder à des rachats partiels, c'est-à-dire de récupérer une partie de son capital. Néanmoins, si les intérêts sont capitalisés hors imposition pendant la durée du contrat, les rachats partiels sont imposables selon la formule suivante :

Produit imposable = Montant du rachat partiel - (Montant des primes versées constituant le capital x Montant du rachat partiel / Valeur du contrat à la date du rachat partiel)

Ce produit est imposable à hauteur de :

- 35% lors des 4 premières années
- 15% entre la cinquième et la huitième année
- 7,5% au-delà et avec 4 600 € d'abattement (9 200 € pour un couple) par an

Il faut ajouter à cela les 12,3% de prélèvements sociaux qui sont retenus au moment de la sortie (pour les contrats multi-supports et chaque année pour les contrats mono-support). L'assuré peut également choisir d'ajouter le montant du rachat partiel à ses revenus et

¹ Les montants et les pourcentages indiqués ici sont susceptibles d'être modifiés par le prochain gouvernement.

- En principe, les droits de donations sont payés par le donataire. Dans le cas contraire, cela doit être précisé sur l'acte.

d'être imposé sur le total si cela lui est favorable.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE PRODUITS

Pour tous les produits il existe différentes sortes de gestion : profilée (un conseiller financier gère le contrat de l'assuré en fonction d'un profil établi avec lui lors de l'ouverture), libre (l'assuré gère lui-même ses placements), pilotée (les placements sont effectués et varient, en fonction de l'âge de l'assuré. Ils sont d'abord risqués et deviennent plus sécuritaires avec le temps qui passe).

a. Le contrat d'assurance vie en euros

Il est peu risqué et constitué essentiellement d'obligation française. Un des principales avantages est que les sommes versées et les bénéfices accumulés ne peuvent être perdus, c'est « l'effet de cliquet ». En contre partie, le rendement peut être plus faible que les contrats en unités de compte.

b. Le contrat multi-supports

Contrairement aux contrats en euros, les contrats multi-supports se caractérisent par la diversité de composition du portefeuille, qui ne se résume pas seulement à des obligations françaises mais à des SICAV, SCPI, FCP investis dans des proportions qui dépendent du rendement que vous souhaitez (offensif ou plus sécurisé). Ce type de placement est plus risqué et le capital n'est pas sécurisé. Néanmoins, si votre portefeuille est bien géré, les bénéfices peuvent être très élevés.

BON À SAVOIR

- Chez certains assureurs, vous pouvez changer de contrat et passer d'un contrat en euros à un contrat multi-support et vice et versa
- Certains contrats proposent également « l'effet de cliquet » pour des contrats qui ne sont pas entièrement en euros

c. Le contrat d'assurance vie NSK

Il a été créé par Nicolas Sarkozy en 2005 et fait suite au contrat DSK (de Dominique Strauss Kahn). Chaque versement au capital doit être composé à 30% d'actions européennes dont 10% de titres risqués et 5% de non cotés. Le bénéficiaire du contrat doit être désigné de façon très précise dans le contrat. Tant que le bénéficiaire n'accepte pas

- L'avantage des contrats d'assurance vie est que le souscripteur est libre de verser les sommes qu'il désire, quand il le désire.

officiellement le contrat, l'assuré peut en changer.

d. Le contrat d'assurance vie à terme fixé

Ce contrat est généralement utilisé par les grands-parents pour participer au financement des études de leurs petits enfants. Les premiers souscrivent un contrat et fixent le terme. Les bénéficiaires, même en cas de décès des assurés, ne toucheront le capital qu'à la date prévue. Les souscripteurs peuvent ajouter une clause leur permettant de gérer le capital, si le terme du contrat survenait avant leur décès, évitant ainsi une mauvaise gestion par les petits-enfants.

e. Le contrat d'assurance vie-donation¹

Dans cette forme de contrat, le souscripteur peut alimenter le compte sans taxe tous les 6 ans (dans la limite des plafonds fixés en fonction du degré de parenté avec le bénéficiaire). Dans le cas de grands-parents, ils peuvent donner tous les 6 ans, sans taxe 31 395 € à chaque petits-enfants.

BON À SAVOIR

- En cas de licenciement, retraite anticipée, invalidité de seconde ou troisième catégorie, vous pouvez disposer des capitaux présents sur le contrat d'assurance vie à n'importe quel moment sans être imposé dessus.
- La valeur de rachat du contrat au 1^{er} janvier de l'année d'imposition doit être déclarée aux impôts.
- Lorsque le contrat se transforme en rente viagère, le rentier doit intégrer la valeur de capitalisation de sa rente à sa déclaration d'impôt.
- Depuis 1^{er} juillet 2011, les versements d'intérêts sur un fonds en euros sont soumis aux cotisations sociales.

LES ASSURANCES DÉCÈS

Qu'est-ce que c'est ?

L'assurance décès permet de mettre à l'abri un proche en cas de décès. Contrairement aux assurances vie, le capital n'est débloqué qu'en cas de décès et au profit d'un bénéficiaire, autre que l'assuré/souscripteur. Ce bénéficiaire peut être un proche ou même si besoin, un établissement de prêt (assurance emprunteur).

¹ Les chiffres indiqués ici sont susceptibles d'être modifiés par le prochain gouvernement

- La valeur de rachat du contrat au 1^{er} janvier de l'année d'imposition doit être déclarée aux impôts.

Comment ça marche ?

Le contrat est souscrit comme un contrat normal. L'assureur peut demander à l'assuré de remplir un questionnaire médical et refuser de l'assurer.

Le souscripteur qui peut être une autre personne que l'assuré, choisit le type de contrat qu'il souhaite, par exemple :

- l'assurance décès temporaire. Le capital n'est versé au bénéficiaire, que si le décès de l'assuré survient avant le terme du contrat. Au-delà, l'assureur garde le capital.
- ou**
- l'assurance décès vie entière. Le capital est versé au bénéficiaire quelque soit la date de décès du souscripteur.

Le capital est constitué grâce, soit à un versement unique, soit à une prime viagère (tout au long de la vie de l'assuré), soit à une prime temporaire (jusqu'à un terme fixé).

Vous pouvez choisir de résilier le contrat par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 30 jours suivant le premier versement.

BON À SAVOIR

- Le capital décès n'entre pas dans le calcul d'une succession et il ne peut être appelé par des créanciers.

LE PRÊT VIAGER HYPOTHÉCAIRE

Qu'est-ce que c'est ?

Les propriétaires d'un bien immobilier souhaitant s'assurer une retraite tout en restant chez eux ont la possibilité de vendre leur bien en viager. Ce type de vente permet au vendeur de rester chez lui tout en percevant une rente qu'il aura négocié avec l'acheteur (en plus d'une somme globale appelée le bouquet), et cela permet à l'acheteur d'obtenir un bien à un prix avantageux. Avec le vieillissement de la population, la vente en viager devient moins intéressante pour l'acheteur qui paye une rente plus longtemps et tarde à pouvoir profiter de son bien.

Le prêt viager hypothécaire a été créé pour contrer ce problème. L'établissement de crédit estime la valeur du bien et verse ensuite un capital ou une rente, selon ce que vous souhaitez.

- Le capital est constitué grâce, soit à un versement unique, soit à une prime viagère, soit à une prime temporaire.

Comment faire ?

Comme pour un prêt classique, l'établissement de crédit étudie votre dossier. En fonction de la valeur du bien et de votre âge, l'offre de prêt sera plus ou moins importante. Notez que plus l'âge de l'emprunteur est élevé et plus la rente est importante. L'assureur ou le banquier vous soumet une offre valable 30 jours, vous avez 10 jours pour réfléchir. Après ce délai, vous pouvez formuler votre réponse.

Selon le type de contrat, vos enfants ou vos héritiers pourront choisir de racheter le crédit à la banque ou la compagnie d'assurance et ainsi récupérer le bien. Il est également possible d'obtenir le versement de la fin du crédit après le décès de l'emprunteur, ou de récupérer la différence entre le crédit et le prix de vente du bien (une fois vendu).

BON À SAVOIR

- Les rentes d'un prêt viager hypothécaire ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu contrairement aux rentes viagères classiques.

PENSEZ À LA GAV !

La garantie accidents de la vie permet de se protéger contre les accidents domestiques, et d'une manière générale contre les accidents qui entraînent une invalidité et qui sont causés par des accidents domestiques, médicaux, attentats, et catastrophes naturelles et technologiques.

La prime versée peut aller, en fonction de l'invalidité et du contrat, jusqu'à 1 million d'euros. Le contrat peut également couvrir vos proches.

- Les rentes d'un prêt viager hypothécaire ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu contrairement aux rentes viagères classiques.

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DE L'USUFRUIT ET DE LA NUE-PROPRIÉTÉ D'UN BIEN EN FONCTION DE L'ÂGE DE L'USUFRUITIER

Age de l'usufruitier	Valeur de l'usufruit	Valeur de la nue-propriété
Moins de 21 ans révolus	90%	10%
Moins 31 ans révolus	80%	20%
Moins de 41 ans révolus	70%	30%
Moins de 51 ans révolus	60%	40%
Moins de 61 ans révolus	50%	50%
Moins de 71 ans révolus	40%	60%
Moins de 81 ans révolus	30%	70%
Moins de 91 ans révolus	20%	80%
Plus de 91 ans révolus	10%	90%

BARÈME DES DROITS DE SUCCESSION APRÈS ABATTEMENT (TAUX EN VIGUEUR 2011) SELON LE DEGRÉ DE PARENTÉ AVEC LE DÉFUNT

	Abattement	Part nette taxable (après abattement)	Taux de l'impôt	Réduction
Pour le conjoint survivant : couple marié ou pacsé si ce dernier a rédigé un testament	Suppression des droits de succession Loi Tepa. Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007			
En ligne directe ascendants/descendants	159 325 €	Jusqu'à 8 072 € 8 072 à 12 109 € 12 109 à 15 932 € 15 932 à 552 324 € 552 324 à 902 838 € 902 838 à 1 805 677 € Au-delà	5% 10% 15% 20% 30% 35% 40%	610 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
Entre frères et sœurs	15 932 €	- de 24 430 € + de 24 430 €	35% 45%	305 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
	Exonération de taxation à la triple condition : 1) Qu'il soit, au moment de l'ouverture de la succession, célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps, 2) Qu'il soit, toujours au moment de l'ouverture de la succession, âgé de			

<p>Certaines successions entre frères et sœurs (*)</p>	<p>50 ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, 3) Qu'il ait été constamment domicilié avec le défunt pendant les cinq années ayant précédé le décès.</p>		
<p>Entre neveux et nièces,</p>	<p>7 967 €</p>	<p>Dès le 1er euro</p>	<p>55%</p>
<p>Famille au-delà du 4e degré, concubins, amis</p>	<p>1 594 €</p>	<p>Dès le 1er euro</p>	<p>60%</p>
<p>Personnes handicapées quel que soit leur lien de parenté</p>	<p>156 974 € Loi Tepe. Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007</p>		

BARÈME DES DROITS DE DONATIONS APRÈS ABATTEMENT (TAUX EN VIGUEUR EN 2011) SELON LE DEGRÉ DE PARENTÉ AVEC LE DONATEUR.

Abattement	Part nette taxable (après abattement)	Taux de l'impôt	Réduction
Pour le conjoint : couple marié ou pacsé si ce dernier a rédigé un testament	80 724 €	5% 10% 15% 20% 30% 35% 40%	610 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
Entre parent, enfants	159 325 €	5% 10% 15% 20% 30% 35% 40%	610 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
Entre Grands-parents et Petits Enfants	31 865 €	55%	305 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
Entre frères et sœurs	15 932 €	35% 45%	305 € par enfant à partir du 3 ^e enfant
Exonération de taxation à la triple condition : 1) Qu'il soit, au			

<p>Certaines successions entre frères et sœurs (*)</p>	<p>moment de l'ouverture de la succession, célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps, 2) Qu'il soit, toujours au moment de l'ouverture de la succession, âgé de 50 ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, 3) Qu'il ait été constamment domicilié avec le défunt pendant les cinq années ayant précédées le décès.</p>			
<p>Entre neveux et nièces,</p>	<p>7 967 €</p>	<p>Dès le 1er euro</p>	<p>55%</p>	
<p>Famille au-delà du 4^{eme} degré, concubins, amis</p>	<p>5 310 €</p>	<p>Dès le 1er euro</p>	<p>60%</p>	
<p>Personnes handicapées quel que soit leur lien de parenté</p>	<p>156 974 € Loi Tepas. Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007</p>			

* Les droits sur les donations en pleine propriété et les donations d'usufruit sont réduits de :

- 50% si le donateur est âgé de moins de 70 ans
- 30% si le donateur a entre 70 et 80 ans

Les droits sur les donations en nue-propriété sont réduits de

- 35% si le donateur est âgé de moins de 70 ans
- 10% si le donateur a entre 70 et 80 ans

ANNUAIRE DES CLIC

01

CLIC de la Plaine de l'Ain

62 avenue du Général Sarrail
01500 AMBERIEU-EN-BUGEY
Tél: 04 74 46 19 04
clic@cc-plainedelain.fr

CLIC du Pays Bellegardien

9 rue des Papetiers
01200 BELLEGARDE-SUR-VAL-SERINE
Tél: 04 50 48 71 64
clic@ccpb01.fr

CLIC du Pays du Bugey

55 Grande Rue - BP 77
01302 BELLEY CEDEX
Tél: 04 79 87 24 23
clic@paysdubugey.fr

CLIC du Bassin Burghien

15 rue Gabriel Viacaire
01000 BOURG-EN-BRESSE
Tél: 04 74 22 11 11
adagbb@wanadoo.fr

CLIC des 3 Cantons

Maison de Retraite
Route de Relevant
01400 CHATILLON-SUR-CHALARONNE
Tél: 04 74 55 15 39
clicides3cantons@mchatillon.fr

CLIC du Pays de Gex

Les Terrasses de Chevry / Bât. D
Route de Prost
01170 CHEVRY
Tél: 04 50 41 04 04
clic@ccpg.fr

CLIC des Pays de Bresse

Espace de la Carronnière
58 route de Chalons
01560 SAINT-TRIVIER-DE-COURTES
Tél: 04 74 30 78 24
clicpaysdebresse@orange.fr

CLIC Dombes - Saône

Maison de retraite Publique
37 rue du Collège
01330 VILLARS-LES-DOBES
Tél: 04 74 98 39 29
clicdombes.saone@wanadoo.fr

CLIC du Haut Bugey

10 rue de l'Orme
01100 OYONNAX
Tél: 04 74 75 67 79
clicduhautbuguey@orange.fr

02

CLIC de La Fère

1 avenue Dupuis
02800 LA FERRE
Tél: 0 800 50 79 59 /
03 23 56 21 82
clic@ch-laferre.fr

CLIC du Sud de l'Aisne

Ferme du Ru Chailly
02650 FOSSOY
Tél: 0 800 225 922 /
03 23 71 68 60

clic@pays-sud-aisne.fr

CLIC de L'Amitié

1 allée Claude Mairesse
02430 GAUCHY
Tél: 0 800 300 385 / 03 23 64
80 40
sissad.gauchy@wanadoo.fr

CLIC de l'Oise à l'Escaut

Centre Hospitalier
858 rue du Docteur Devillers
02120 GUISE
Tél: 0 800 100 604 / 03 23 51
55 53
clic@ch-guise.fr

CLIC de Thiérache

55 rue de Lorraine
02500 HIRSON
Tél: 0 800 86 39 39 / 03 23 58
8 50
clic@hirson.net

CLIC du Lannois

Hôtel des Entreprises Vincent de
Gournay Zone Activité du Champ
du Roy
Rue Montaigne
02000 LAON
Tél: 0 800 21 26 36 /
03 23 23 78 35
clicloannois@wanadoo.fr

CLIC du Grand Lannois

Hôtel des Entreprises Vincent de
Gournay Zone Activité du Champ
du Roy
Rue Montaigne
02000 LAON
Tél: 0 800 21 26 36 /
03 23 23 78 35
clicgdlannois@wanadoo.fr

CLIC de Saint-Quentin

44 rue d'Isle
02100 SAINT-QUENTIN
Tél: 03 23 06 12 60
clic.saint-quentin@wanadoo.fr

CLIC Le Chêne Doré

31 rue Anne Morgan
02200 SOISSONS
Tél: 0 800 100 519
03 23 75 51 00
clic.soissons@amsam.fr

CLIC Le Cèdre Bleu

Maison des Services
10 Bis Place Herriot
02370 VAILLY-SUR-AISNE
Tél: 03 23 54 61 78
0 800 679 001
clic.vailly@wanadoo.fr

03

CLIC Vallée de Montluçon et du Cher

Pôle Maintien à Domicile
26 rue Paul Constans
03100 MONTLUÇON
Tél: 04 70 05 63 50
clicmontlucon@wanadoo.fr

CLIC AMAGE

Immeuble SESAME
1-3 rue Berthelot
03000 MOULINS
Tél: 04 70 48 51 28
secretariat@clicamage.fr

CLIC Amareis

5 boulevard Gambetta
03200 VICHY
Tél: 04 70 31 72 97
amareis@wanadoo.fr

04

CLIC du Pays Dignois

24 boulevard Victor Hugo
04000 DIGNE-LES-BAINS
Tél: 04 92 30 33 30
julie.delcroix@clicdupaysdignois.fr

CLIC de Haute Provence

Hôpital Saint-Michel
45 avenue Jean-Giono
04100 MANOSQUE
Tél: 04 92 72 75 99 / 04 72 70
29 78
clicdehtepce@wanadoo.fr

CLIC du Val de Durance

2 avenue du Stade
04200 SISTERON
Tél: 04 92 61 53 57
nathalie.richaud@lesmutuelles-
dusoleil.fr

RESEAU COO-MAID

Maison de retraite Saint-André
45 avenue Jean Giono
04100 MANOSQUE
Tél: 04 92 72 75 99
reseau.coomaid@orange.fr

05

Réseau de santé SYMBIOSE

Maison du Canton
05120 l'argentiere-la-bessee
Tél: 04 92 23 09 16 /
04 92 23 09 16
reseauante05nord@e-santepaca.
fr

06

CLIC d'Antibes Juan-Les-Pins

52-54 avenue Robert Soleau -
BP 83
06602 ANTIBES Cedex
Tél: 04 92 91 39 00
clic@ccas-antibes.fr

CLIC de la Vallée de la Roya

Hôpital Local 2 rue Cordié
06540 BREIL-SUR-ROYA
Tél: 04 93 04 37 90
clic@hopital-breil-roya.com

CLIC de Cannes

Villa des Libellules 5 rue René
Viglieno
06400 CANNES
Tél: 0 800 06 20 20
clic@ccas-cannes.fr

CLIC des Paillons

Résidence L'Olivier Quartier
L'Olivier
06440 L'ESCARENE
Tél: 04 93 55 79 78
clic-des-paillons@wanadoo.fr

CLIC Âge Plus Grasse

Centre du Petit Paris 78 boulevard
Victor Hugo
06130 GRASSE
Réseau AG3
Tél: 04 93 60 09 69
clic-grasse@wanadoo.fr

CLIC Nord

64 avenue Cyrille Besset
06100 NICE
Tél: 04 92 07 56 95
sophie.debray@ccas-nice.fr

CLIC Centre

6 avenue Félix Faure
06000 NICE
Tél: 0810 844 352 / 04 93 13
51 71
anne-laure.zepponi@ccas-nice.fr
renee.parodi@ccas-nice.fr

CLIC Est

6 ruelle Saint-Roch
06300 NICE
Tél: 04 93 89 50 43
brigitte.michel@ccas-nice.fr

CLIC Ouest

2 bis avenue du Petit Fabron
06200 NICE
Tél: 04 97 11 40 70
liliane.ratel@ccas-nice.fr

CLIC de la Vallée du Var

Hôpital Local de La Toudoule
Quartier de La Condamine
06260 PUGET-THENIERS
Tél: 04 93 05 00 30
clicroudoule@fr.oleane.com

CLIC de la Vesubie / Valdeblore

Centre Jean Chanton Boulevard
René Roques
06450 ROQUEBILLIERE
Tél: 04 93 03 45 30
clic.vesubie@wanadoo.fr

CLIC Vallée de la Tinée

Hôpital Local de Saint-Etienne 3
rue Droite
06660 SAINT-ETIENNE-DE-
TINEE
Tél: 04 93 23 28 19
le.clic@laposte.net

Réseau CRONOSS

25 avenue Notre Dame
06000 NICE
Tél: 04 92 00 02 03
info@cronoss06.org

07

CLIC

14 avenue Boissy d'Anglas
07270 LAMASTRE
Tél: 04 75 06 90 28
clic.lamastre@ifrance.com

Réseau MADO

15 Boulevard de la République
07100 ANNONAY
Tél: 04 75 69 01 32
mado.07@wanadoo.fr

Réseau AGAM

Hôpital Local Rue du Docteur
PIALAT

07260 JOYEUSE
Tél: 04 75 39 97 40
info@agam07.fr

08

Réseau de Santé Arduinn'âge
31 rue du Bois d'Amour
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
Tél: 03 24 35 12 52
reseauarduinnage@orange.fr

09

CLIC des Cantons de Foix
29 rue Delcassé
09000 FOIX
Tél: 05 34 09 84 44
cllic.paysdefoix@voila.fr

CLIC des Cantons du Fossat et du Mas d'Azil
Route de Foix
09130 LE FOSSAT
Tél: 05 61 68 01 66
cllic.arizeleze@wanadoo.fr

CLIC du Canton de Lavelanet
6 rue René Cassin
09300 LAVELANET
Tél: 05 34 09 31 43
ssiad01@ch-lavelanet.fr

CLIC des Vallées d'Ax et du Donezan
Complexe Social Le Santoulis
09250 LUZENAC
Tél: 05 61 03 26 84
cdcvalleesdax.cllic@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Mirepoix
1 bis chemin de la Mestrise
09500 MIREPOIX
Tél: 05 61 69 02 84
cllic.mirepoix@wanadoo.fr

CLIC de la Basse Ariège
5 rue de la Maternité
09100 PAMIERS
Tél: 05 61 60 72 59
cllic-de-pamiers@wanadoo.fr

CLIC Couserans
Résidence André Saint-Paul
Boulevard Noël Peyrevidal
09200 SAINT-GIRONS
Tél: 05 61 96 21 93
cllic-du-couserans@wanadoo.fr

CLIC du Canton de Saverdun
12 rue Sarrut
09700 SAVERDUN
Tél: 05 61 67 84 43
lecllicducantondesaverdun@hotmail.fr

CLIC des Pays de Tarascon et d'Auzat
18 avenue Victor Pilhes
09400 TARASCON-SUR-ARIEGE
Tél: 05 61 64 40 90
com.cllic@wanadoo.fr

CLIC du Canton de Varilhes
17 avenue du 08 mai 1945
09120 VARILHES
Tél: 05 61 60 84 88
varilhes.cllic@wanadoo.fr

Réseau ACCORDS 09
10 rue Saint-Vincent

09100 pagniers
Tél: 05 61 67 69 21
accords09@orange.fr

10

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
10 avenue Maréchal Foch
10160 AIX-EN-OTHE
Tél: 03 25 46 22 25
circo.aix-chaource@cg10.fr

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
5 bis rue de la Marine
10700 ARCIS-SUR-AUBE
Tél: 03 25 37 33 17
khadidja.perrin@cg10.fr

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
8 rue Saint-Pierre
10200 BAR-SUR-AUBE
Tél: 03 25 27 95 95

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
80 Grande Rue
10110 BAR-SUR-SEINE
Tél: 03 25 29 03 54
jenny.pasieczny@cg10.fr

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
6 rue Jean Zay
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
Tél: 03 25 42 43 41
alexandra.caumont@cg10.fr

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
2 rue du Docteur Toux
10150 PONT-SAINT-MARIE
Tél: 03 25 46 44 75

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
6 rue des Ormes
10100 ROMILLY-SUR-SEINE
Tél: 03 25 24 42 68
fabienne.marnier-grigis@cg10.fr

Unité Personnes Agées/ Personnes Handicapées
Cité administrative de Vassaulles
10000 TROYES
Tél: 03 25 42 48 96

RéGéMA Réseau Gérontologie et Mémoire de l'Aube
16 rue Etienne Dupont
10000 TROYES
Tél: 03 25 40 80 83
regema.asso@yahoo.fr

11

CLIC du Carcassonnais
18 rue du Moulin de la Seigne
11000 CARCASSONNE
Tél: 04 68 11 35 40
cllic-carcassonnais@cg11.fr

CLIC du Lauragais Antenne du Conseil général de l'Aude
19 cours de la République
11400 CASTELNAUDARY
Tél: 04 68 23 71 90
cllic-lauragais@cg11.fr

CLIC Corbières Minervois
Rue Augustin Richou
11200 LEZIGNAN-CORBIERES
Tél: 04 68 27 89 80
cllic-corbieres@cg11.fr

CLIC de la Moyenne et Haute Vallée de l'Aude
Maison du Département
Avenue André Chénier
11300 LIMOUX
Tél: 04 68 69 79 60
cllic-valledelaude@cg11.fr

CLIC du LITTORAL Antenne du Conseil général de l'Aude
13 boulevard Gambetta
11100 NARBONNE
Tél: 04 68 90 27 60
cllic-littoral@cg11.fr

Réseau de Santé Gérontologique Limoux/Quillan - Haute Vallée-Chalabrais
Bureau de Limoux RSG Hôpital local BP 34
17 rue de l'Hospice
11300 LIMOUX
Tél: 04 68 74 20 68
reseau.de.sante@cegetel.net

Réseau de Santé Gérontologique Quillan - Haute Vallée-Chalabrais
Bureau de Chalabre RSG Hôpital local Les Hauts de Bon Accueil
11230 CHALABRE
Tél: 04 68 20 30 87
rsg.chalabre@wanadoo.fr

13

CLIC Aixois
Le Ligoure Place Romée de Villeneuve
13090 AIX-EN-PROVENCE
Tél: 04 42 99 23 80
cllic@ccas-aixenprovence.org

CLIC de l'Est Marseillais
Antenne Canton Vert
Centre hospitalier Chemin des Milles Ecus
13190 ALLAUCH
Tél: 04 91 10 46 83
cllicantonvert@caramail.com

CLIC de l'Est Marseillais
Antenne Aubanaise
1 boulevard Jean Jaurès
13400 AUBAGNE
Tél: 04 42 18 19 05
caroline.debalmann@mairie-aubagne.com

CLIC de l'Est Marseillais
Antenne Ciopage
14 rue Marius Monnet
13600 LA CIOTAT
Tél: 04 42 83 35 90
ciopage@wanadoo.fr

CLIC d'Arles
4 rue Peirat
13200 ARLES
Tél: 04 90 18 46 75

Réseau de Santé Gérontologique Alp'Âges

Espace REVA 2 allée Josime
Martin
13160 CHATEAURENARD
Tél: 04 90 92 60 05
assoc.alpages@wanadoo.fr

CLIC Sud Harmonie
5 rue de Cassis
13008 MARSEILLE
Tél: 04 91 91 27 27
cllic@assistancesfamiliale.com

CLIC Espace Service Aînés-CCAS
11 boulevard des Dames
13002 MARSEILLE
Tél: 04 91 52 19 58
f.durand-mabire@ccas-marseille.fr

CLIC Est Géronto Réseau Marseille Est
Centre Gérontologique Départementale de Montolivet
1 rue Elzéart Rougier
13012 MARSEILLE
Tél: 04 91 12 74 54/55
cllic.estgeronto@laposte.net

CLIC Géront'O Nord Réseau Géront'o Nord
40 chemin de la Baume Loubière
13013 MARSEILLE
Tél: 04 91 60 37 16
gerontonord@wanadoo.fr

CLIC Martigues-Port de Bouc
Avenue Paul ELUARD
Canto-Perdrix Est
13500 MARTIGUES
Tél: 04 42 41 18 47
ccas-gerontologie@ville-martigues.fr

CLIC Alliage
39 rue Saint-François
13300 SALON-DE-PROVENCE
Tél: 04 90 44 13 17
cllic.alliage@wanadoo.fr

Réseau Marseille Centre
50 rue Ferrari
13005 MARSEILLE
Tél: 04 91 48 53 33
reseauante@aclap.org

Réseau gérontologique Marseille Sud
Hôpital Sainte-Marguerite
270 boulevard Sainte-Marguerite
13009 MARSEILLE
Tél: 04 91 74 58 24
reseau.gms@ap-hm.fr

Réseau gérontologique du Pays Martégal
Avenue Paul Elouard
Canto Perdrix Est
13500 MARTIGUES
Tél: 04 42 43 21 64
reseau.gerontologie@ch-martigues.fr

14

CLIC Bessin
3 rue François Coulet
14400 BAYEUX
Tél: 02 31 51 10 72
cllic@mairie-bayeux.fr

CLIC de Caen et Couronne

17 rue du 11 Novembre
14000 CAEN
Tél: 02 31 35 08 60
cllic@caen.fr

CLIC de Caen et Couronne

Antenne d'Hérouville-Saint-Clair
11.05 quartier des Belles Portes
14200 HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
Tél: 02 31 46 23 46
servicealapersonne@herouville.net

CLIC du Pays de Falaise

32 rue du Camp Ferme BP 34
14700 FALAISE
Tél: 02 31 41 41 90
cllicpaysdefalaise@cg14.fr

CLIC du Pays d'Auge Sud

Cour Matignon
14100 LISIEUX
Tél: 02 31 61 66 42
cllicpas@orange.fr

CLIC du Bocage

Réseau Gérontologique Ages
1 avenue du Général de Gaulle
14500 VIRE
Tél: 02 31 66 26 20
cllicbocage@cg14.fr

15**CLIC du Bassin d'Aurillac**

12 rue de la Coste
15000 AURILLAC
Tél: 04 71 45 47 46
ccas-clic@mairie-aurillac.fr

CLIC du Haut Cantal

Place de la gare
15400 RIOM-ES-MONTAGNES
Tél: 04 71 78 25 10
cllic@pays-gentiane.com

16**Réseau RESPA**

3 Place Emile Roux
16500 CONFOLENS
Tél: 05 45 30 20 75
respa.cl@orange.fr

Réseau gérontologique du Pays de l'Angoumois

Centre des Affaires du Pôle Z.I n° 3
Impasse de la Valenceaude
16160 GOND-PONTOUVRE
Tél: 05 45 20 35 95
rgpa@orange.fr

17**CLIC de Haute-Saintonge**

Résidence Philippe -
Route de Monfnac - Bât B - App 301 - BP 144
17504 JONZAC Cedex
Tél: 05 46 70 73 70
coordsantesocial.hs@wanadoo.fr

CLIC de la Rochelle

CCAS Service des retraités
11 rue Bletterie
17000 LA ROCHELLE

Tél: 05 46 28 35 35

cllic.retraites@ccas-larochelle.fr

CLIC du Pays Rochefortais

CCAS de Rochefort 29, 31 rue Pujos - BP 80262
17305 ROCHEFORT Cedex
Tél: 05 46 82 35 25
cllic-pays-rochefortais@wanadoo.fr

CLIC du Pays Royannais et du Bassin de Marennes

16 rue Henry Dunant
17200 ROHAN
Tél: 05 46 05 58 40
ivhoir@orange.fr

CLIC des Vals de Saintonge

55 rue Michel Texier - BP 52
17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex
Tél: 05 46 33 24 77
cllic@valsdesaintonge.org

CLIC du Pays d'Aunis

Réseau de santé du Pays d'Aunis
8 impasse Valpastour
17220 SAINT-MEDARD-D'AUNIS Cedex
Tél: 05 46 09 73 08
resaunissantesocial@orange.fr

CLIC Oléron

Hôpital Local - Rue Carinena - BP 20
17310 SAINT-PIERRE-D'OLE-
RON
Tél: 05 46 47 33 27
cllic-oleron@hopitaloleron.fr

CLIC Seniors info

32 cours National
17115 SAINTES Cedex
Tél: 05 46 94 59 59
cllic@payssaintongeromane.fr

Réseau RELANSE Pôle Santé social 14 rue des Alouettes

17470 AULNAY-DE-SAINTONGE
Tél: 05 46 333 777
relanse@wanadoo.fr

18**CLIC Berruyer**

7 avenue du 11 Novembre - BP 4
18001 BOURGES
Tél: 02 48 23 25 33
marilyne.siret@ville-bourges.fr

CLIC Info Senior Cher Sud

1 avenue de Verdun
18160 LIGNIERES
Tél: 02 48 60 12 81
cllicinfosenior@wanadoo.fr

Réseau ENVISAGER

Maison Médicale de la Noue
83 avenue du 14 Juillet - BP 237
18102 VIERZON
Tél: 02.48.52.34.14
envisager1841@orange.fr

19**Instance de l'Autonomie**

CCAS - Rue du Chapeau Rouge
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
Tél: 05 55 23 75 52
cllicbrive@wanadoo.fr

Instance de l'Autonomie

6, rue du Cardinal Fabri
19300 EGLETONS
Tél: 05 55 93 24 20
icg0892@orange.fr

Instance de l'Autonomie

5 avenue du Puit du jour
19150 LAGUENNE
Tél: 05 55 26 86 81
aiadpa@wanadoo.fr

Instance de l'Autonomie

8 avenue Jean Vinatier
19700 SEILHAC
Tél: 05 55 27 03 74
cllic.su@wanadoo.fr

Instance de l'Autonomie

13 rue du 4 Septembre
19200 USSEL
Tél: 05 55 72 51 29
instancegerontologie@wanadoo.fr

21**Réseau de Santé de Haute Côte-d'Or**

Centre Hospitalier Intercommunal
22 rue Auguste Carré - BP 80
21506 MONTBARD Cedex
Tél: 03 80 92 63 70 / Tél: 03 80 92 63 66
resodesante.hco@orange.fr

22**CLIC de Guingamp**

9 place Saint-Sauveur
22200 GUINGAMP
Tél: 02 96 43 83 86
cllic.guingamp@wanadoo.fr

CLIC Lamballe-Penthièvre

13 rue du Jeu de Paume
BP 10234 - 22402 LAMBALLE
Tél: 02 96 50 07 10
cllic-lamballe-penthièvre@cg22.fr

CLIC Ouest Trégor

Espace Chappe, 1 rue Chappe
22300 LANNION
Tél: 02 96 46 22 10
cllic-ouest-tregor@wanadoo.fr /
gerontouestregor@wanadoo.fr

CLIC Loudéac - Sud Armor

42 Boulevard Henri Castel BP 427
22604 LOUDEAC
Tél: 02 96 28 27 05
cllic-sud-22@cg22.fr

CLIC Paimpol Goëlo

11 bis rue Nicolas Armez
22500 PAIMPOL
Tél: 02 96 20 87 20
cllic-paimpol-goëlo@cg22.fr

CLIC Pays de Dinan

Zone Atlantique 7 rue de la Violette
22100 QUEVERT
Tél: 02 96 85 43 63
cllicpaysdinin@yahoo.fr

CLIC Sud-Ouest 22

6 rue Joseph Pennec
22110 ROSTRENEN
Tél: 02 96 29 26 27

cllic.sudouest22@wanadoo.fr

CLIC Saint-Brieuc Terres et Mer

76B Rue de Quintin
22000 SAINT-BRIEUC
Tél: 02 96 77 68 68
cllic-stbc-terreetmer@cg22.fr

CLIC Tréguier

Espace Solidarité
2 Rue Pasteur
22220 TREGUIER
Tél: 02 96 20 87 20
cllic-treguier@cg22.fr

23**CLIC de Bourgneuf**

Centre Hospitalier Bernard Desplas - Place Tournois
23400 BOURGNEUF
Tél: 05 55 5 51 44
cllic-23-bourgneuf@sil.fr

CLIC Creuse Est Chénéraillles

29 Route de Gouzon
23130 CHENERAILLES
Tél: 05 55 62 45 82
clliccreuseest@orange.fr

CLIC Centre Creuse

11 rue de Paris
23000 GUERET
Tél: 05 55 41 46 49
cllic.gueret@wanadoo.fr

CLIC de la Souterraine

Centre Hospitalier
29 bis rue du Puycharraud
23300 LA SOUTERRAINE
Tél: 05 55 89 59 94
chlasouterraine.cllic@sil.fr

24**CLIC du Bergeracois**

15 boulevard Jean Moulin
24100 BERGERAC
Tél: 05 53 74 13 03
cllic.bergeracois@wanadoo.fr

CLIC Nord Dordogne

Hôpital Local - BP 104
24300 NONTRON
Tél: 05 53 60 89 87
association.pointvirgule@voila.fr

CLIC du Grand Périgueux

29 rue de Metz
24000 PERIGUEUX
Tél: 05 53 53 62 62
cllic@cassiopea.fr

CLIC Ribéracois Vallée de l'Isle

Maison du Département Route de Périgueux
24600 RIBERAC
Tél: 05 53 90 62 62
solidage2@wanadoo.fr

CLIC du Pays du Périgord Noir

30 rue Jean Leclaire
24200 SARLAT-LA-CANEDA
Tél: 05 53 29 27 04
cllicperigordnoir@orange.fr

Réseau gérontologique du Pays de Bessède

Hôpital local
Place Maurice Biraben

24170 BELVES
Tél: 05 53 31 42 62
reseau.bessed@hl-belves.fr

25

**CLIC du Pays Doubs Central
«Espace Seniors»**
7 rue Barbier
25110 BAUME-LES-DAMES
Réseau Géronto Beaume les
Dames
Tél: 03 81 84 38 78
contact@clic25.info

CLIC/Maison des Seniors
8 rue Pasteur
25000 BESANÇON
Tél: 03 81 41 22 04
marie-madeleine.bouhelier@
besancon.fr

**CLIC du Pays du Pays de
Montbéliard**
28 avenue Wilson
25200 MONTBELIARD
Tél: 03 81 94 74 30
contact@clic-paysdemontbeliard.fr

CLIC du Pays du Haut-Doubs
Centre Hospitalier de Pontarlier
29 Faubourg Saint-Etienne
25300 PONTARLIER
Tél: 03 81 38 65 89
clic-hautdoubs@ch-pontarlier.fr

**Réseau Gérontologique
Bisontin
CDS TILLERROYES**
46/48 Chemin du Sanatorium
25000 BESANCON
Tél: 03 81 41 60 38
reseau.gerontologique@
cdstilleroyes.com

26

**CLIC du bassin de Romans,
Royans, Vercors**
Centre municipal des Dauphins
Rue du Docteur Eynard BP 43
26300 BOURG-DE-PEAGE
Tél: 04 75 47 50 64
clcbassindeviederomans@
ladrome.fr

CLIC du Crestois
77 rue Henri Grand
26400 CREST
Tél: 04 75 25 17 46
chevaldedrome@ladrome.fr

CLIC du Diois
42 rue Camille Buffardel
BP 41 - 26150 DIE
Tél: 04 75 21 06 25
clic@paysdiois.org

CLIC Montilien
Commission locale d'insertion
1 rue Diane de Poitiers
26200 MONTELMAR
Tél: 04 75 00 18 84
dremadi@ladrome.fr

CLIC du Nyonsais Baronies
RESAGE 26
Tél: 04 75 26 60 35
clicnyonsaisbaronies@ladrome.fr

**Réseau gérontologique du
Nyonnais Baronies**
48 avenue Henri Rochier
26110 NYONS Cedex
Tél: 04 75 27 25 14
resage26@gmail.com

CLIC du Tricastin
38 avenue du Général de Gaulle
26130 SAINT-PAUL-TROIS-
CHATEAUX
Tél: 04 75 90 53 46 /
clictricastin@ladrome.fr

CLIC de Saint Vallier
Foyer Cornu
Place de l'hotel de ville
26240 SAINT-VALLIER
Tél: 04 75 03 36 50
cfucill@ladrome.fr

CLIC du Grand Valentinois
Immeuble Le Capitole 44 avenue
Victor Hugo
26000 VALENCE
Tél: 04 75 55 55 26
clicgrandvalentinois@ladrome.fr

27

CLIC
Maison du Département
Rue Saint Louis
27000 EVREUX
Tél: 02 32 31 31 62
marie-emmanuelle.bellec@cg27.fr

CLIC
Maison du Département
Immeuble Dordogne
26 ue Guy de Maupassant
27400 LOUVIERS
Tél: 02 32 09 46 63
melanie.drouet@cg27.fr

CLIC
Maison du Département
Pôle Social
9 rue des Papetiers
27500 PONT-AUDEMER
Tél: 02 32 41 76 74
maryline.mahe@cg27.fr

CLIC
Maison du Département
Rue de l'Industrie
27200 VERNON
Tél: 02 32 71 24 73
brigitte.dutria@cg27.fr

29

Antenne du CLIC de Brest
50 rue du Château
29200 BREST
Tél: 02 98 33 21 66
antenne-clic@ccas-brest.fr

CLIC
Centre social Cap glazik
Place du Ruthin
29510 BRIEC
Tél: 02 98 57 71 46
clic@glazik.com

CLIC
33 quai Robert Alba
29150 CHATEAULIN
Tél: 02 98 16 14 25

ccpcp.clic@yahoo.fr

CLIC
ALDS
Parc d'activités de Kerhall
29233 CLEDER
Tél: 02 98 69 31 03
antennecliccoordinatrice@yahoo.
fr

ACADIA
1 rue Maurice Le Scouédec
29402 LANDIVISIAU Cedex
Tél: 02 98 68 49 85
antennecliccoordinatrice@yahoo.
fr

**Espace Paul Aurélien - Maison
des services**
Rue des Carmes
29250 SAINT-POL-DE-LEON
Tél: 02 98 29 13 99
antennecliccoordinatrice@yahoo.
fr

CLIC
CDAS de Concarneau
Rue Keriolet
29184 CONCARNEAU Cedex
Tél: 02 98 50 42 00
clic.concarneau@cg29.fr

CLIC
Mairie
Rue Grégoire Le Cam
29370 CORAY
Tél: 02 98 59 19 44
02 98 59 10 10
antennecliccoordinatrice@yahoo.
fr

CLIC
Hôpital Local
Association Presqu'il 'Age
Rue Théodore Botrel
29160 CROZON
Tél: 02 98 26 28 04
assistante.sociale@hopital-cro-
zon.fr

CLIC de Douarnenez Cap Sizun
Maison Charles Tillon
18 rue Anatole France
29100 DOUARNENEZ
Tél: 02 98 11 17 35
clic.douarnenez@wanadoo.fr

CLIC
Place des Fusillés
29850 GOUESNOU
Tél: 02 98 07 28 39
social2@mairie-gouesnou.fr

CLIC
CCAS - Vivre son âge
1 rue du Docteur Pouliquen
29800 LANDERNEAU
Tél: 02 98 85 44 93
cecile.kerouanton@mairie-
landerneau.fr

CLIC
Maison Gauliez
Place du Général Leclerc
29870 LANNILIS
Tél: 02 98 37 21 91
clic-abers@wanadoo.fr

EHPAD Intercommunal des

Abers
Maison des Bruyères
Rue Pierre Jestin
29860 PLABENNEC
Tél: 02 98 40 81 57
clic-abers@wanadoo.fr

CLIC du Pays d'Iroise
Communauté de Communes
ZA de Kerdrional
29290 LANRIVOARE
Tél: 02 98 84 94 86
clic-iroise@ccpi.fr

**CLIC Lesneven - Côtes des
Légendes**
Hôpital Local
Rue Barbier de Lescoat
29260 LESNEVEN
Tél: 02 98 21 02 02
clic-lesneven@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Morlaix
14 allée du Poan-Ben
29600 MORLAIX
Tél: 02 98 88 20 40
clic.morlaix@wanadoo.fr

CLIC
1 rue Jean Fournier
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS
Tél: 02 98 37 57 57
ccas@mairie-plougastel.fr

CLIC
Mairie
29280 PLOUZANE
Tél: 02 98 31 95 30
mairie@ville-plouzane.fr

CLIC
8 Rue Verdelet
29000 QUIMPER
Tél: 02 98 64 51 00
ccas@mairie-quimper.fr

**Réseau Gérontologique
Brestois**
50 rue du Château
29200 BREST
Tél: 02 98 05 31 26
r.g.b@laposte.net

Réseau Poi Aurélien
Maison des Services
29 rue des Carmes
29250 SAINT-POL-DE-LÉON
Tél: 02.98.69.11.98
reseau.poi.aurelien@wanadoo.fr

30

CLIC Accord
21 Bd Victor Hugo
30100 ALES
Tél: 04 66 56 50 85
clic@aliceads.fr

**CLIC de l'Uzège et du
Pont du Gard**
EHPAD Dr Henry Granet
23 chemin de la Grave
30390 ARAMON
Tél: 04 66 02 23 81
clic.aramon@hopital-local-
uzes.fr

CLIC Point Vermeil

• 1 Esplanade du mont cotton
• 30200 BAGNOLS-SUR-CEZE
• Tél: 04 06 89 00 40
• clic.pv@hopitalpse.fr

• **CLIC Gardon Cévennes**
• 34 rue Anatole France
• 30110 LA GRAND-COMBE
• Tél: 04 66 78 71 12
• clicgardon@free.fr

• **CLIC des Vallées Cévenoles**
• Maison de Service Public
• 75 rue de la Place
• 30460 LASALLE
• Tél: 04 66 85 97 50
• clic.valleescevenoles@wanadoo.fr

• **CLIC Le Colombier**
• 6 rue Frédéric Mistral
• 30320 MARGUERITES
• Tél: 04 66 75 75 10
• clic.lecolombier@wanadoo.fr

• **CLIC Jonction**
• 97 rue Grieg
• 30900 NIMES
• Tél: 04 66 62 60 20
• jonction@clicjonction-nimes.fr

• **CLIC du Vidourle**
• 1 rue du Camp Neuf
• 30260 QUISSAC
• Tél: 04 66 80 37 55
• clicduvidourle@wanadoo.fr

• **CLIC Pays de Cèze**
• 55 avenue du Pont de Cèze
• 30500 SAINT-AMBROIX
• Tél: 04 66 86 25 53
• clicpaysdeceze@orange.fr

• **CLIC de L'Uzège et de la Gardonnenque**
• Hôpital Général d'Uzès
• 1 avenue Foch
• 30700 UZES
• Tél: 04 66 04 75 20
• clic-ssiad@hopital-local-uzes.fr

• **CLIC La Petite Camargue**
• 145 avenue de la Condamine
• 30600 VAUVERT
• Tél: 04 66 71 69 24
• clic@cc-petitecamargue.fr

• **CLIC Point Bleu**
• Hôtel de la Condamine
• Rue Emmanuel d'Alzon
• BP 81025
• 30120 LE VIGAN
• Tél: 04 67 71 99 45
• clic.pointbleu@wanadoo.fr

32

• **CLIC du Grand Auch**
• Rue Pasteur
• 32000 AUCH
• Tél: 05 62 60 61 50
• clic@cias.grand-auch.fr

• **CLIC Est 32**
• 19 rue Rhin et Danube
• 32200 GIMONT
• Tél: 05 62 67 18 51
• clic.gimont@mdph32.fr

• **CLIC Lomagne Ténarèze 32**
• Cours d'Armagnac

• 32700 LECTOURE
• Tél: 05 62 68 69 70
• clic.lecture@mdph32.fr

• **CLIC Sud 32**
• 8 avenue Chanzy
• 32300 MIRANDE
• Tél: 05 62 65 88 25
• clic.mirande@mdph32.fr

• **CLIC Gers Ouest**
• 8 Cassou de Herre
• 32110 NOGARO
• Tél: 05 62 08 67 13
• clic.nogaro@mdph32.fr

33

• **CLIC de Bordeaux**
• 11 rue Père Louis de Jabrun
• 33000 BORDEAUX
• Tél: 0800 62 58 85
• clicdebordeaux@mairie-bordeaux.fr

• **CLIC Rive Droite**
• 9 avenue Carnot
• 33150 CENON
• Tél: 05 57 80 00 95
• clichautdegaronne@yahoo.fr

• **CLIC du Haut Entre Deux Mers**
• Centre hospitalier
• 3 Place Saint Michel BP 90055
• 33192 LA REOLE Cedex
• Tél: 05 56 61 53 10
• gip.clic.hedm@gmail.com

• **CLIC CUB Nord Ouest**
• 419 avenue de Verdun
• 33700 MERIGNAC
• Tél: 05 56 95 80 11
• a.bazin@cg33.fr

• **Espace accueil information DGAS**
• Esplanade Charles de Gaulle
• 33074 BORDEAUX CEDEX
• Tél: 05 56 99 33 33
• c.herve@cg33.fr

34

• **CLIC Le Fanal**
• Rue Alsace-Lorraine
• 34300 AGDE
• Tél: 04 67 26 35 18
• clicfanal@wanadoo.fr

• **CLIC Age D'Orb**
• Maison de Pays
• 1 rue de la République
• 34600 BEDARIEUX
• Tél: 04 67 95 43 03
• clic.age.d.orb@cegetel.net

• **CLIC Partage**
• 5 rue Marcelin Albert
• 34500 BEZIERS
• Tél: 04 67 31 48 74
• clicpartage@wanadoo.fr

• **CLIC Repèr'Age**
• Agence Départementale de la Solidarité
• Coeur d'Hérault
• Place Jean Jaurès
• 34800 CLERMONT-L'HERAULT
• Tél: 04 67 88 53 18
• clic-reperage@wanadoo.fr

• **CLIC Trait d'Union**
• Maison des Services
• Avenue de l'Aigoual
• 34190 GANGES
• Tél: 04 67 73 41 66
• clic-traitunion@voila.fr

• **CLIC Accord**
• 1 rue des Ecoles
• 34700 LODEVE
• Tél: 04 67 44 10 13
• clicaccord@yahoo.fr

• **CLIC Réponse**
• 141 place de la République
• BP 214
• 34400 LUNEL Cedex
• Tél: 04 67 87 71 99
• cliclunel@hotmail.com

• **CLIC Maill'Âge**
• Maison des Seniors
• J. Dauverchain
• 16 rue Ferdinand Fabre
• 34000 MONTPELLIER
• Tél: 04 67 63 67 40
• clicmaillage-montpellier@wanadoo.fr

• **CLIC Maill'Âge**
• 2 bis rue du Plan du Four
• 34160 CASTRIES
• Tél: 04 99 77 00 62
• clicmaillage-castries@wanadoo.fr

• **CLIC Maill'Âge**
• Place de la Mairie
• 34880 LAVERUNE
• Tél: 04 67 85 74 90
• clicmaillage-laverune@wanadoo.fr

• **CLIC L'Epi**
• 10 place Frédéric Mistral
• 34120 PEZENAS
• Tél: 04 67 09 34 90
• clic-lepi@orange.fr

• **CLIC Fil D'or**
• Agence Départementale
• Route d'Antenac
• 34220 SAINT-PONS
• Tél: 04 67 23 68 39
• fildor1@wanadoo.fr

• **CLIC Géronthau**
• 427 boulevard de Verdun
• 34200 SETE
• Tél: 04 67 51 66 60
• clic.geronthau@neuf.fr

35

• **CLIC Alli'Âges**
• 1 bis rue de Provence
• 35135 CHANTEPIE
• Tél: 02 99 77 35 13
• alliages@wanadoo.fr

• **CLIC AGECLIC**
• 2 ruelle du Moutier
• 35270 COMBOURG
• Tél: 02 99 73 43 23
• clic@ageclic.fr

• **CLIC Côte d'Emeraude**
• 1 rue Henri Dunant
• 35800 DINARD
• Tél: 02 99 16 88 76
• clic3-cote-meraude@hotmail.fr
• Réseau GÉront' Emeraude

• Tél: 02 99 82 22 47

• **CLIC des Trois Cantons**
• 3 avenue de Normandie
• 35300 FOUGERES
• Tél: 02 99 94 37 89
• caudemhclic@wanadoo.fr

• **CLIC de La Roche aux Fées**
• Maison de Santé
• 3 rue du Docteur Pontais
• 35130 LA-GUERCHE-DE-BRETAGNE
• Tél: 02 23 55 51 44
• clic.rocheauxfees@orange.fr

• **CLIC des Quatre Rivières**
• 22 rue du Commandant Charcot
• 35580 GUICHEN
• Tél: 02 99 52 01 59
• clic.4rivieres@gmail.com

• **CLIC en Brocéliande**
• 48 rue de Saint Malo
• 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
• Tél: 02 99 06 39 04
• clic-broceliande@orange.fr

• **CLIC NOROIT**
• 4 boulevard Dumaine de la Jossierie
• 35740 PACE
• Tél: 02 99 35 49 52
• clic.noroit@orange.fr

• **CLIC du Pays de Redon**
• 7 rue des Douves
• 35600 REDON
• Tél: 02 99 71 12 13
• clic@pays-redon-vilaine.fr

• **CLIC de Rennes**
• 3 rue Georges Dottin
• 35000 RENNES
• Tél: 02 23 62 21 40 /
• clic@ccasrennes.fr

• **CLIC de l'Ille et l'Illet**
• 2 rue de Chané
• 35250 SAINT-AUBIN-D'AUBIGNE
• Tél: 09 62 59 38 15
• clic-ille-illet@orange.fr
• Réseau Partage
• Tél: 02 53 35 70 00

• **CLIC en Marches**
• 1 place du Général de Gaulle
• 35460 SAINT-BRICE-EN-COGLES
• Tél: 02 99 98 60 23
• 02 53 35 70 00
• clic.enmarches@wanadoo.fr

• **CLIC de Saint-Malo**
• 12 avenue des Cottages
• 35400 SAINT-MALO
• Tél: 02 23 18 07 09
• 02 99 82 22 47
• clic@saint-malo.fr

• **CLIC de Vitré Communauté**
• 4 Jardins de la Trémoille
• 35500 VITRE
• Tél: 02 99 74 33 01
• clic.vitrecommunaute@ccasvitre.fr

• **Réseau Partage**
• 9 rue des Fougères

35560 ANTRAIN
Tél: 02 53 35 70 00
l.tual@reseau6partage.com

Réseau Géront' Emeraude
Les Alizés 1
10 rue Maison Neuve
35400 SAINT-MALO
Tél: 02 99 82 22 47
gerontemeraude@wanadoo.fr

36

CLIC départemental de l'Indre
Centre Colbert – Bâtiment E
4 rue Eugène Rolland - BP601
36020 CHATEAUROUX Cedex
Tél: 02 54 08 37 20
clic36@cg36.fr

Réseau Etre Indre
Hôpital local de Levroux
60 rue Nationale
36110 LEVROUX
Tél: 02 54 29 12 09
etre-indre@hl-levroux.fr

37

CLIC Sud Touraine
17 rue de l'Eglise
37240 LIGUEIL
Tél: 02 47 92 09 72
clicsudtouraine@wanadoo.fr

CLIC Des 3 Vallées
125 boulevard Jean Jaurès
37300 JOUE-LES-TOURS
Tél: 02 47 21 90 00
clic.des.3vallees@wanadoo.fr

CLIC de Tours
53 rue du Sanitas
37000 TOURS
Tél: 02 18 96 11 91
02 47 31 45 31
clic@ccas-tours.fr

**Réseau gérontologique de
Sainte-Maure-de-Touraine et de
l'Île-Bouchard**
Hôpital local
32 avenue du Général de Gaulle
37800 SAINTE-MAURE-DE-
TOURAIN
Tél: 02 47 34 93 28
reseau-ste-maure@wanadoo.fr

38

**Maison du Conseil général
Bièvre Valloire**
Rue de la Guillotière
38270 BEAUREPAIRE
Tél: 04 37 02 25 18
sce.aut05@cg38.fr

**Maison du Conseil général de
l'Oisans**
Avenue de la Gare
38520 BOURG-D'OISANS
Tél: 04 76 80 03 48
sce.sol12@cg38.fr

**Maison du Conseil général
Porte des Alpes**
Service Autonomie
18 avenue Frédéric Dard CS
80050
38307 BOURGOIN-JALLIEU
Cedex

Tél: 04 26 73 05 48
sce.aut02@cg38.fr

**Maison du Conseil général du
Voironnais Chartreuse**
785 route de Saint Jean
BP 114
38503 COUBLEVIE Cedex
Tél: 04 76 05 75 65
sce.autonomie@cg38.fr

**Maison du Conseil général du
Haut-Rhône dauphinois**
12 rue du Métayer
BP 138
38460 CREMIEU
Tél: 04 74 18 29 38

**Maison du Conseil général du
Grésivaudan**
47 route de Savoie
38420 DOMENE
Tél: 04 76 77 68 37
sce.aut08@cg38.fr

**Maison du Conseil général de
l'Agglomération Grenobloise**
17 boulevard Joseph Vallier
38030 GRENOBLE Cedex 2
Tél: 04 76 70 10 10
d.saghir@cg38.fr

**Maison du Conseil général du
Trièves**
Rue Docteur Sénébier
BP 8
38710 MENS
Tél: 04 76 34 77 74
am.gontard@cg38.fr

**Maison du Conseil général de la
Matheysine**
ZI des Marais
38350 LA-MURE
Tél: 04 76 30 35 50
sce.aut11@cg38.fr

**Maison du Conseil général des
Vals du Dauphiné**
21 rue Jean Ferrand - BP 66
38353 LA-TOUR-DU-PIN
Tél: 04 74 97 97 03
serviceautonomie.valdadu-
phine@
cg38.fr

**Maison du Conseil général du
Sud Grésivaudan**
Avenue Félix Faure - BP 59
38162 SAINT-MARCELLIN
Tél: 04 76 64 87 29
v.germain@cg38.fr

**Maison du Conseil général de
l'Isère Rhodanienne**
3 quai Frédéric Mistral
38217 VIENNE
Tél: 04 74 87 93 27
delphine.roux@cg38.fr

**Maison du Conseil général du
Vercors**
150 impasse Meillart
38250 VILLARD-DE-LANS
Tél: 04 76 56 27 28
sce.sol09@cg38.fr

Réseau gérontologique ViSage

Centre Hospitalier Lucien Husser
- BP 12
38209 VIENNE Cedex
Tél: 04 74 31 32 97
visage@ch-vienne.rss.fr

39

CLIC du Triangle d'Or
1 rue du Vieil Hôpital
39600 ARBOIS
Tél: 03 84 37 45 72
clic.to@wanadoo.fr

**CLIC du Pays de la Haute Vallée
de l'Ain**
Cité Jules Javel
98 rue Casimir Blondeau
39300 CHAMPAGNOLE
Tél: 03 84 53 01 31
ccas@champagnole.com

**CLIC AG Nord-Jura
Centre Hospitalier Louis
Pasteur**
Avenue Léon Jouhaux BP 79
39108 DOLE Cedex
Tél: 03 84 79 66 87
clic.secretariat@ch-dole.fr

CLIC Jura Ouest
355 boulevard Jules Ferry
39008 LONS-LE-SAUNIER Cedex
Tél: 03 84 87 41 65
clicjuraouest@orange.fr

CLIC du Haut Jura
1 rue Rosset
39200 SAINT-CLAUDE
Tél: 03 84 41 42 52
emilie.delmonte@mairie-saint-
clauude.fr

40

CLIC de Morcenx
41 rue Roger Salengro
40110 MORCENX
Tél: 05 58 04 16 61
clic.morcenx@wanadoo.fr

CLIC de Mugron
10 avenue de la Gare
40250 MUGRON
Tél: 05 58 97 74 63
clic.mugron@wanadoo.fr

**CLIC de Saint-Vincent-de-
Tyrosse**
CMS - Allée des Magnolias
BP 33
40230 SAINT-VINCENT-DE-
TYROSSE
Tél: 05 58 77 49 36
clictyrosse@cg40.fr

41

CLIC
VIVRE AUTOMNE 41 Centre
administratif
34 avenue Maunoury porte D
41000 BLOIS
Tél: 02 54 58 43 79

UPAS de Blois Agglomération
163-165 rue Bertrand du Guesclin
41000 BLOIS
Tél: 02 54 51 32 32

**UPAS de Nord Loire-Pays de
Chambord**
4, rue du Limousin
41000 BLOIS
Tél: 02 54 55 82 82

UPAS de Vendôme
17 bis avenue Jean Moulin-BP 98
41006 VENDOME
Tél: 02 54 73 43 43

UPAS de Sud Loire
35 rue Théo Bertin-BP 16
41700 CONTRES
Tél: 02 54 79 74 00

UPAS de Romorantin Lanthenay
11 rue des Pouliès
41200 ROMORANTIN LANTHE-
NAY
Tél: 02 54 95 17 80

42

CLIC Forez-Lyonnais
11 rue de la Loire 42110 FEURS
1 passage du Cloître
42330 SAINT-GALMIER
Tél: 04 77 26 19 55
clicforezlyonnais@yahoo.fr

CLIC Ondaine
44 rue de la Tour de Varan
BP 70188
42704 FIRMINY CEDEX
Tél: 04 77 10 19 80
clic@sivo-ondaine.fr

CLIC Gier Gêrite
52 rue Jean Jaurès
Bâtiment le Villemagne
42420 LORETTE
Tél: 04 77 73 77 86
giergerite@wanadoo.fr

CLIC Montbrison
22 rue du Faubourg de la Croix
BP 219
42605 MONTBRISON CEDEX
Tél: 04 77 96 72 19
clic@ch-montbrison.fr

**CLIC de l'Agglomération
Roannaise**
24 rue Roger Salengro
42300 ROANNE
Tél: 04 77 23 03 45
clic.agglo-roannaise@ch-roanne.fr

CLIC Haut Forez / Forez Sud
Résidence Saint-Charles
6 Grande Rue
42380 SAINT-BONNET-LE-
CHATEAU
Tél: 04 77 50 79 62
clic-haut-forez-sud@
wanadoo.fr

CLIC OSPÂ
1 bis rue Elisée Reclus
42000 SAINT-ETIENNE
Tél: 04 77 32 94 30 / 04 77
25 84 29
ospa@wanadoo.fr

CLIC des Côteaux Roannais
Réseau Gérontologique des
Côteaux Roannais
Puits Perron

42370 SAINT-HAON-LE-CHATEL
Tél: 04 77 62 15 99
secretariat@resogeronto42.com /
coordination@resogeronto42.com

44

CLIC du Pays d'Ancenis
Espace Corail - 30 place Francis
Robert
44150 ANCENIS
Tél: 02 40 96 12 51
clic.ancenis@wanadoo.fr

CLIC Intercommunal Loire et Erdre
21 rue Jules Vernes
44470 CARQUEFOU
Tél: 02 28 23 26 51
clic.loire-erdre@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Châteaubriant
19 Grande Rue
44110 CHATEAUBRIANT
Tél: 02 28 04 05 85
clicdupaysdechateaubriant@
wanadoo.fr

CLIC Vivre son Âge
Parc d'Activités de Tournebride
Hôtel d'Entreprises n° 2
44118 LA CHEVROLIERE
Tél: 02 40 36 06 42
clic-vivresonage@orange.fr

CLIC Erdre et Gesvres
1 rue Marie Curie Parc d'Activités
La Grand'Haie
44119 GRANDCHAMP-DES-
FONTAINES
Tél: 02 28 02 25 45
contact@cceg.fr

CLIC Eclair'Âge Presqu'Île Guendaise
26 bis faubourg Saint-Michel
44350 GUERANDE
Tél: 02 40 62 64 64
eclair-age@wanadoo.fr

CLIC Atout 'Âge
2 rue des Nonnains
44430 LE LOROUX-BOTTEREAU
Tél: 02 51 71 95 89
atout-age@wanadoo.fr

CLIC Pass'Âges
4 rue Saint-Nicolas
44270 MACHECOUL
Tél: 02 51 70 93 37 / 02 51 70
93 37
clicpass-ages@laposte.net /
respaloirevie@orange.fr

CLIC Nantes Entour' Âge
1 bis place Saint-Emilien
44036 NANTES CEDEX 19
Tél: 02 40 99 29 80
nantesentourage-clic@
mairie-nantes.fr

CLIC GUIPA Sud-Estuaire
6 boulevard Dumesnildot
- BP 14
44560 PAIMBOEUF
Tél: 02 40 27 75 12
guipa@cc-sudestuaire.fr

CLIC du Pays de Ponchâteau-

Saint-Gildas-des-Bois
2 bis rue des Châteaux
44160 PONCHATEAU
Tél: 02 40 42 61 93
clic-pontchateau@orange.fr

CLIC de Pornic
Mairie annexe du Clion-sur-Mer
4 rue de la Gare
44210 PORNIC
Tél: 0 800 307 712
clic@ccpornic.fr

CLIC Vallée de Clisson
1 place de l'Eglise
44190 SAINT-HILAIRE-DE-CLIS-
SON
Tél: 02 85 52 16 36
contact@clicvalleedeclisson.fr

CLIC Seniors Indre Saint-Herblain
14 rue de l'Hôtel de Ville
44800 SAINT-HERBLAIN
Tél: 02 28 25 27 86
clicseniors.indresaint-herblain@
saint-herblain.fr

CLIC Pilot'Âge Région Nazairienne
10 boulevard Gambetta
44600 SAINT-NAZAIRE
Tél: 02.40.17.19.20
clicpilotage@mairie-saintnazaire.fr

CLIC Loire & Cens
6 rue de la Mairie
44880 SAUTRON
Tél: 02 40 63 80 29
clicseniorsloireetcens@orange.fr

CLIC Ville-Vill'Âges
21 rue de la Garenne
44120 VERTOUL
Tél: 02 28 01 82 24
clic.ville-vill-ages@wanadoo.fr

45

CLIC Relais Entour' Âge
19 rue de la cordonnerie
45190 BEAUGENCY
Tél: 02 38 44 90 20 /
relais.entourage@wanadoo.fr

CLIC Entraide Union
30 rue Petit Chasseur
45130 EPIEDS-EN-BEAUCE
Tél: 02 38 74 62 40
clic.entraide-union@orange.fr

CLIC Agé
5 rue des Cigognes
45500 GIEN
Tél: 02 38 38 37 51
clicdugiennois@wanadoo.fr

CLIC Orpadam
22 rue de Crowborough
45200 MONTARGIS
Tél: 02 38 85 85 33
orpadam@wanadoo.fr

CLIC Orléans Val de Loire
69 rue Bannier
45000 ORLEANS
Tél: 02 38 68 46 36
clic-orleans@ville-orleans.fr

CLIC Nord Loiret
10 boulevard Beauvallet BP 700
45307 PITHIVIERS Cedex
Tél: 02 38 32 33 56
clic.nordloiret@ch-pithiviers.fr

CLIC du Val d'Or
32 rue du Coq
45600 SULLY-SUR-LOIRE
Tél: 02 38 36 84 80
alessandroni@hopital-sully.fr

46

EPÂ de Cahors
297 rue Saint Géry
46000 CAHORS
Tél: 05 65 53 48 70
sophie.wattier@cg46.fr

EPÂ de Figeac Est Quercy
4 place Michelet
46100 FIGEAC
Tél: 05 65 53 48 26
marie.sena@cg46.fr

EPÂ Gourdon Bouriane
10 rue Bertrand de Gourdon
46300 GOURDON
Tél: 05 65 53 47 20
claudie.poujol@cg46.fr

EPÂ Gramat Causse Central
4 avenue du 11 novembre
46500 GRAMAT
Tél: 05 65 53 47 45
julien.kernen@cg46.fr

EPÂ Sud Lot
153 rue de la Ville
46140 LUZECH
Tél: 05 65 53 51 00
anna.korner@cg46.fr

EPÂ Saint-Céré Vallée de la Dordogne
679 avenue du Général de Gaulle
46400 SAINT-LAURENT-LES-
TOURS
Tél: 05 65 53 46 40
lucie.delaconception@cg46.fr

47

CLIC
Centre de Gérontologie Pom-
peyrie
98 avenue Robert Schuman
47000 AGEN
Tél: 05 53 47 47 10
clic47@wanadoo.fr

CLIC Moyenne Garonne
Résidence Birac
4 place Henri-Birac
47200 MARMANDE
Tél: 05 53 83 47 47
clic-moyenne-garonne@orange.fr

CLIC du Grand Villeneuvois
16 bis avenue de la Myre-Mory
47300 VILLENEUVE-SUR-LOT
Tél: 05 53 75 20 20
clicgv@orange.fr

Réseau gérontologique Les Cantons d'Aliénor
CHIC Marmande - Tonneins
Cours l'Abbé Lanusse
47400 TONNEINS

Tél: 05 53 20 32 32
association.alienor@chicmt.fr

48

CLIC 48
Solidarité départementale
Hôtel du Département
Rue de la Rovère - BP 24
48001 MENDE Cedex
Tél: 04 66 49 42 00
a_soler@cg48.fr

49

CLIC d'Angers Réseau Pass'Âge
Espace du Bien Vieillir Robert
Robin
16 bis avenue Jean XXIII
49000 ANGERS
Tél: 0 800 250 800
clic@ville.angers.fr

CLIC Aînés Outre Maine
Zone d'activités Le Bocage 5 rue
René Hersen
49240 AVRILLE
Tél: 02 41 05 11 08
clic.ainesoutremaine@wanadoo.fr

CLIC Nord Est Anjou
Maison des Services Publics
15 avenue Legoulz de la Boulaie
BP 79
49150 BAUGE
Tél: 02 41 89 14 54
baugeois.clic@wanadoo.fr

CLIC Loire Authion
2 rue de Lorraine
49250 BEAUFORT-EN-VALLEE
Tél: 02 41 45 78 82
clic.loirauthion@wanadoo.fr

CLIC du Pays des Mauges
Maison de Pays - La Loge
BP 90 043
49601 BEAUPREAU Cedex
Tél: 02 41 71 77 10
clic@paysdesmauges.fr

Instance Gérontologique de l'Agglomération Choletaise
24 Avenue Maudet
49300 CHOLET
Tél: 02 41 30 26 34
clic-choletais@wanadoo.fr

CLIC de Loir à Loire
La Mésengerie Place Jean XXIII
49180 SAINT-BARTHÉLÉMY
D'ANJOU
Tél: 02 41 95 28 34
clicdeloiraire@wanadoo.fr

CLIC du Pays Saumurois
Résidence Clair Soleil
165 Rue Antoine Parmentier
49400 SAUMUR
Tél: 02 41 51 47 50
clicpaysaumurois@orange.fr

CLIC de l'Anjou Bleu
Maison de Pays
Route d'Aviré
49500 SEGRE
Tél: 06 71 99 28 88
clic@pays-segreen.fr

CLIC de Loire en Layon

Le Neufbourg
Place du Champ de Foire
49380 THOUARCE
Tél: 02 41 80 68 13
cllc@layon.org

Réseau gérontologique du Saumurois

Hôpital local de Doué la Fontaine
30 ter rue Saint François
49700 DOUE LA FONTAINE
Tél: 02 41 83 46 74
reseaugerontologique@idhl.fr

50**CLIC de l'Agglomération Cherbourgeoise**

10 rue Tour Carrée
50100 CHERBOURG-OCTE-VILLE
Tél: 02 33 53 59 42
geronto.cuc@wanadoo.fr

CLIC de l'Avranchin

21 Rue du Couvent
50220 DUCEY
Tél: 02 33 68 21 35
clicdelavranchin@orange.fr

CLIC du Coutançais

15, rue du Palais-de-Justice
50200 COUTANCES
Tél: 02 33 45 08 39
cllicducoutancais@yahoo.fr

CLIC du Bassin Granvillais

15 avenue de la Gare
50400 GRANVILLE
Tél: 02 33 59 49 49
clicbassingranvillais@orange.fr

CLIC du Mortainais

2 rampe de la Collégiale
50140 MORTAIN
Tél: 02 33 59 62 81
clic-mortainais@wanadoo.fr

CLIC des Marais

3 rue Alfred Regnault
50190 PERIERS
Tél: 02 33 45 55 55
clicdesmarais@yahoo.fr

CLIC Ouest Cotentin

Maison des Services Publics
2 route de Flamanville
50340 LES PIEUX
Tél: 02 33 01 00 00
clic.ouest-cotentin@wanadoo.fr

CLIC du Pays Saint-Lois

40 rue Belle
50000 SAINT-LO
Tél: 02 33 06 04 71
clicsaintlois@wanadoo.fr

CLIC Nord-Est Cotentin

Place de l'Eglise - BP 20
50550 SAINT-VAAST-LA-HOU-GUE
Tél: 02 33 43 46 32
clic.cotentin-est@wanadoo.fr

Réseau PRESAGE

Le Gros Hêtre
2 rue Edouard Branly
50100 CHERBOURG-OCTE-VILLE

Tél: 02 33 93 87 70
secretariat.reseauapresage@ch-cotentin.fr

51**CLIC du Pays Champenois**

2 rue des Mureaux - B.P. 52
51160 AY
Tél: 03 26 54 82 15
clicdupayschampenois@orange.fr

CLIC des Cités en Champagne

11 rue Thiers
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Tél: 03 26 65 15 15
oscc@chalons-en-champagne.net

CLIC L'Ardre Vivre

12 bis rue des Chailleaux
51170 FISMES
Tél: 03 26 48 95 86
hopfi@wanadoo.fr

CLIC de la CAR

45 rue Chabaud
51073 REIMS
Tél: 03 26 88 40 86
orpra.clic@orange.fr

Coordination Gérontologique Argonnaise

Place du Général Leclerc
51800 SAINTE-MENHOULD
Tél: 03 26 60 32 80
clic.menou@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Brie et Champagne

135 Route de Paris
51120 SEZANNE
Tél: 03 26 81 59 48
clic.briechampagne@wanadoo.fr

CLIC des Sources

9 rue Saint-Cloud Maison des Associations
51600 SUIPPES
Tél: 03 26 63 54 48
clic.des.sources@orange.fr

CLIC Sud Est Marnais

1 bis rue des Beaux Anges - BP 229
51361 VITRY-LE-FRANCOIS
Tél: 03 26 72 22 53
clic@aapa.fr

RéGéCA Réseau gériatrique Champagne Ardenne

3 rue de l'Université
51100 REIMS
Tél: 03 26 07 71 56
secretariat.regeca@orange.fr

52**CLIC Centre Haute Marne**

Cité administrative
4 cour Marcel Baron
52000 CHAUMONT
Tél: 03 25 32 86 86

CLIC Sud Haute Marne

212 rue des Hortensias
52200 LANGRES
Tél: 03 25 88 25 97

CLIC Nord Haute Marne

2 rue Godard Jeanson

52100 SAINT-DIZIER

Tél: 03 25 04 19 19

GERONTIS Réseau de soins gérontologiques

Hôpital local Rue Terrail Lemoine
52400 BOURBONNE-LES-BAINS
Tél: 03 25 87 71 49
gerontis52@wanadoo.fr

RéGéCA Réseau gériatrique Champagne Ardenne

3 rue de l'Université
51100 REIMS
Tél: 03 26 07 71 56
secretariat.regeca@orange.fr

53**CLIC du Pays de Château-Gontier**

23 place de la République
53200 CHATEAU-GONTIER
Tél: 02 43 09 55 77
clic@chateaugontier.fr

CLIC Alli'Âges du Sud Ouest Mayennais

3 route de Nantes
53400 CRAON
Tél: 02 43 09 30 64
alliagesdusudouestmayennais@wanadoo.fr

CLIC Ernée Boc'Âge

20 avenue de Paris - BP 73
53500 ERNEE
Tél: 02 43 03 37 13
coordination.clic@hl-ernee.idhl.fr

CLIC du Pays des Coëvrons

Espace Coëvrons
Avenue Raoul Vadepiet
53600 EVRON
Tél: 02 43 90 20 71
contact@clicscoevrons.fr

CLIC du Pays de Meslay-Grez

28 rue de la Libération
53290 GREZ-EN-BOUIERE
Tél: 02 43 06 79 94
clic.meslaygrez@orange.fr

CLIC Laval et son Agglomération

Espace Joinville
26 rue du Général de Gaulle
53000 LAVAL
Tél: 02 53 22 70 03
asso@cliclavalaggllo.fr

CLIC du Pays de Loiron

1 bis place Charles de Gaulle
53320 LOIRON
Tél: 02 43 26 02 83
aghpl.clic.loiron@orange.fr

CLIC May'Âge

15 rue Jeanne d'Arc
53100 MAYENNE
Tél: 02 43 08 09 16
clicmayage@orange.fr

CLIC du Pays du Haut Maine et Pail

Hôpital Local de Villaines La Juhel
21 rue Saint Georges
53700 VILLAINES-LA-JUHEL
Tél: 02 43 08 28 90
clichautmainetpail@hopital-

villaines.com

56**Relais Gérontologique**

26 rue du Général Leclerc
56800 PLOERMEL
Tél: 02 97 93 66 00
relaisgerontologique@ploermel.com

Relais Gérontologique

1 rue Saint Judicaël
56490 LA-TRINITE-PORHOET
Tél: 02 97 93 99 92
relaisgerontologique@porhoet.fr

Pondi CLIC

18 rue Plage
56300 PONTIVY
Tél: 02 97 25 35 37
pondi.clic@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Vannes

14 boulevard de la Paix
56000 VANNES
Tél: 02 97 63 95 54
clic@pays-vannes.fr

Relais Gérontologique

17 avenue de la Libération
56350 ALLAIRE
Tél: 02 99 72 80 80
sivomuca@megalis.org

Relais Gérontologique

Communauté de communes de Muzillac
Allée Raymond-Le Duigou
56190 MUZILLAC
Tél: 02 97 41 46 26
c.degrose@pays-muzillac.fr

Relais Gérontologique

Place du Général de Gaulle
56230 QUESTEMBERT
Tél: 02 97 26 61 50
cdc.questembertsenior@orange.fr

Relais Gérontologique Riv'Âge

8 rue Jean de La Fontaine
56130 LA-ROCHE-BERNARD
Tél: 02 99 90 82 36
rivage-gerontologie@laposte.net

Relais Gérontologique

5 Place Marie-Le Franc
56370 SARZEAU
Tél: 02 97 48 06 82
relais.gerontologie@ccprhuys.fr

Association de Coordination Gérontologique du Canton de Port-Louis

8 rue de Gâvres BP 11
56290 PORT-LOUIS
Tél: 02 97 33 53 52
reseau-sante.port-louis@wanadoo.fr

RESPEV Réseau de Santé de Proximité Estuaire de Vilaine

9 ter Crespel de Latouche
56130 LA ROCHE-BERNARD
Tél: 02 99 90 97 55
respev@laposte.net

57

CLIC de la Nied

5 allée des Ecoles
57530 COURCELLES-CHAUSSY
Tél: 03 87 57 04 62
clicdelanied@wanadoo.fr

CLIC

Hôpital Saint-Jacques
21 route de Loudrefing
57260 DIEUZE
Réseau de santé gérontologique
Tél: 03 87 05 02 99
clic.dieuze@wanadoo.fr

CLIC Fameck Vallée de l'Orne

4 place de la Résistance
57290 FAMECK
Tél: 03 82 57 11 64
clic.fameck@gerontonord.fr

CLIC de la Rosselle

avenue Saint Rémy
57600 FORBACH
Tél: 03 87 85 43 78
clicdelarosselle@wanadoo.fr

CLIC de Metz Gournay

9 rue du Grand Cerf
57000 METZ
Tél: 03 87 75 34 87
clicmetzgournay@associationse-
niers-metz.fr

Rege2M

Résidence Sainte Marie 2 rue
Vieilleville
57070 METZ
Tél: 03 87 18 77 44
secretariat@rege2m.com

CLIC Moselle Centre Est

Résidence Les Platanes, 8 rue
Mangin
57500 SAINT-AVOLD
Tél: 03 87 92 14 02
clic.mosellecentreest@orange.fr

CLIC du Pays de Sarebourg

Espace Péguy
Avenue Clémenceau
57400 SARREBOURG
Tél: 03.87.03.58.09
clic@mairie-sarrebourg.fr / re-
seaugs@mairiesarrebourg.fr

CLIC de la Faïence et du Cristal

5 rue de la Paix
57200 SARREGUEMINES
Tél: 03 87 98 69 23
clicfaienceetcrystal@orange.fr

CLIC Thionville - Fensch

Villa Roland 94 route de Guen-
trange
57100 THIONVILLE
Tél: 03 82 88 76 25
clic.thionville@geronto-
nord.fr
GérontoNord
Tél: 03 82 82 72 57
accueil@gerontonord.fr

CLIC du Saulnois

Rue Haute
57630 VIC-SUR-SEILLE
Tél: 03.87.01.95.67
associationclicsaulnois.vic@
wanadoo.fr

CLIC Metz-Campagne

Parc Varimonts, 30 route de
Thionville
57140 WOIPPY
Tél: 03 87 36 37 38
clicmetzcampagne@fr.oleane.com

CLIC de Yutz Val de Moselle

107 avenue Nations
57970 YUTZ
Tél: 03 82 83 64 39
clic.yutz@gerontonord.fr

Regeme

44 rue de la Mine
57150 CREUTZWALD
Tél: 03 87 29 46 15
secretariat@regeme.org

58**CLIC du Pays Nivernais-Morvan**

Réseau de Santé du Pays
Nivernais-Morvan
Maison de la Solidarité
6 place Notre Dame
58120 CHATEAU-CHINON
Tél: 03 86 79 47 90
reseau-sante-morvan@wanadoo.fr

CLIC Bourgogne Nivernaise

3 place Clémenceau
BP 133
58 206 COSNE-COURS-SUR-
LOIRE Cedex
Tél: 03 86 28 79 04
clic@bourgogne-nivernaise.com.fr

CLIC Nevers Sud Nivernais

9 rue Louis Francis
BP 30008
58018 NEVERS COURLIS Cedex
Tél: 03.86.61.22.58
clic.nevers.sud.nivernais@
wanadoo.fr

Réseau gérontologique du Haut Nivernais

Centre hospitalier
14 route de Beaugy
58500 CLAMECY
Tél: 03 86 27 60 14
rshngeronto@hotmail.com

59**CLIC du Val de Sensée**

Avenue de la Gare Mairie Annexe
59151 ARLEUX
Tél: 03 27 92 87 45
clic.valdelasensee@orange.fr

CLIC du Canton d'Armentières

33 rue du Président Kennedy
BP 70211
59421 ARMENTIERES CEDEX
Tél: 03 20 07 10 12
contact@clic-amentieres.fr

Réseau gérontologique TREFLES

36 avenue Breuvar
59280 ARMENTIERES
Tél: 03 20 38 83 06
trefles@nordnet.fr

CLIC Centre Avesnois

Rue Sadi-Carnot
59620 AULNOYE-AYMERIES
Tél: 03 27 57 54 33
clic-centre@clic-avesnois.fr

CLIC Carnières et Solesmes

11 place Jean Jaurès
59129 AVESNES-LES-AUBERT
Tél: 03 27 73 96 67
clic.geronto@wanadoo.fr

CLIC des cantons de Bailleul et Merville

790 route de Locre
59270 BAILLEUL
Tél: 03 28 44 25 77
clicbailleulmerville@voila.fr

CLIC Les Moulins de Flandre

468 rue de la Couronne de Bierno
59380 BERGUES
Tél: 03 28 62 83 68
clicdesmoulinsdeflandre@orange.
fr

CLIC Entour'Âge

9 rue Achille Durieux
59400 CAMBRAI
Tél: 03 27 82 80 53
clicentourage@orange.fr

CLIC Géronto-Assistance

52 rue Jean Jaurès
59360 LE CATEAU-CAMBRESIS
Tél: 03 27 77 72 72
Bbrissez@aol.com

CLIC de la Vallée de la Lys

20 place du Général de Gaulle
59560 COMINES
Tél: 03 20 42 84 25
lbbillet@lys-nord-metropole.org

CLIC du Denaisis & Environs

30 rue Jean Jaurès
59220 DENAIN
Tél: 03 27 24 32 46
clicdudenaisisetenvirons@orange.
fr

CLIC du Littoral

112 avenue de la Libération
59140 DUNKERQUE
Tél: 03 28 62 87 08
mducrocq@ville-dunkerque.fr

CLIC de Fourmies

54 rue Berthelot
59610 FOURMIES
Tél: 03 27.60.80.70
clic.sud@clic_avesnois.fr

CLIC des Weppes

91 rue Gambetta
59320 HAUBOURDIN
Tél: 03.20.54.97.90
aicg.haubourdin@wanadoo.fr

CLIC des Géants de Flandre

Centre Directionnel - 3ème étage
41 av du Maréchal de Lattre de
Tassigny
59190 HAZEBROUCK
Tél: 03 28 42 49 10
clic.geants-de-flandre@orange.fr

CLIC des Trois Rivières

44 rue Faidherbe
59167 LALLAING
Tél: 03.27.80.94.53
clictroisrivers@orange.fr

CLIC Lille - Hellemmes

Hôtel de Ville - BP 667
59033 LILLE Cedex
Tél: 03 20 49 57 49
pointinfoseniors@mairie-lille.fr

Réseau gérontologique LILLE

HELEMES LOMME
24 boulevard de Belfort - BP 387
59020 LILLE Cedex
Tél: 03.20.87.74.22
cadre_RSG@ghicl.net

CLIC du Pévèle Ostrevent

2 route d'Orchies
59870 MARCHIENNES
Tél: 03 27 98 74 70
clic.peveleostrevent@orange.fr

CLIC de la Vallée du Haut Escout

1 A rue Jean Jaurès
59159 MARCOING
Tél: 03 27 82 83 84
clicmarcoing@yahoo.fr

CLIC du Val de Sambre

226 rue d'Hautmont
59600 MAUBEUGE
Tél: 03 27 56 16 44
clic.maubeuge@tempsdevie.fr

Réseau de gérontologique de SAMBRE AVESNOIS

272 rue Hector DESPRET
59 460 JEUMONT
Tél: 03 27 39 82 46
ags0358@orange.fr

CLIC Eollis Réseau gérontologique EOLLIS

7 rue Jean-Baptiste Lebas
59133 PHALEMPIN
Tél: 03 20 90 01 01
eollis@wanadoo.fr

CLIC du Plateau de Mormal

88 rue du 8 Mai 1945 BP 20061
59530 LE QUESNOY
Tél: 0 800 60 00 61
accueil@clic-plateau-de-mormal.fr

Réseau Géronto SAMBRE AVESNOIS

Tél: 03 27 39 82 46
ags0358@orange.fr

CLIC Riv'Âge

46 boulevard de Metz
59100 ROUBAIX
Tél: 03 20 94 94 32
clic-rivage@ccas-roubaix.fr

CLIC Amandinois

985 route de Roubaix
59230 SAINT-AMAND-LES-EAUX
Tél: 03 27 48 35 41
clic.amandinois@wanadoo.fr

CLIC Métropole Nord-Ouest

100 rue du Général Leclerc
59350 SAINT-ANDRE
Tél: 03 20 51 60 83
clicmetropolenordouest@orange.
fr

CLIC des Trois Vallées

6, place Fermauwez
59740 SOLRE-LE-CHATEAU

Tél: 03 27 56 16 11
clic.solre@tempsdevie.fr

Réseau Géronto SAMBRE AVESNOIS

Tél: 03 27 39 82 46
ags0358@orange.fr

C.L.I.R.P.A.

15 rue de la Bienfaisance
59200 TOURCOING
Tél: 03 20 69 40 40
clirpa@nordnet.fr

CLIC Est du Valenciennois

6 place de l'Hôpital Général
59300 VALENCIENNES
Tél: 03 27 27 59 52
contact@association-emera.fr

CLIC Ouest du Valenciennois

6 place de l'Hôpital Général
59300 VALENCIENNES
Tél: 03 27 27 59 52
contact@association-emera.fr

Réseau gérontologique REPER'AGE

Avenue Désandrouins - CS 50
479
59322 VALENCIENNES Cedex
Tél: 03 27 14 00 98
contact@reperage-sante.fr

CLIC RESPA

70 rue des Comices
59650 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél: 09 54 85 96 50
contact@clic-respa.fr

CLIC CLELIA

CHI Le Molinel
Rue Salvador Allende BP 165
59444 WASQUEHAL
Tél: 03 20 89 65 35
contact@clic-clelia.fr

60

CLIC OPHS à Beauvaisis

91 rue Saint Pierre
60000 BEAUVAIS
Tél: 0 820 32 39 39
clic@ophs.fr

CLIC Nord uest

32 bis rue Frédéric Petit
60210 GRANDVILLIERS
Tél: 0 820 820 443
03 44 13 30 15
clic.nord-ouest@wanadoo.fr

CLIC ACSO

106 rue Faidherbe
60180 NOGENT-SUR-OISE
Tél: 0825 00 28 28
03 60 74 10 05
acsso@orange.fr

RGC Réseau Gérontologique du Compiègnois

589 avenue Octave Butin
60280 MARGNY-LES-COMPIEGNE
Tél: 03 44 97 52 02
resgeco@orange.fr

Réseau gérontologique Bien

Viellir chez Soi
Maison des Associations

11 rue Albert de Mun
60400 NOYON
Tél: 03 44 09 16 78
bien-vieillir-chez-soi@orange.fr

Réseau gérontologique de

Vimeu-Baie-de-Somme
35 rue du Docteur Léger
80230 SAINT-VALÉRY-SUR-SOMME
Tél: 03 22 60 64 20
reseau-gerontologique-vimeu-
baie-de-somme@wanadoo.fr

61

CLIC du Pays d'Ouche

5 place de l'Europe
61300 L'AIGLE
Tél: 02 33 24 67 28
06 37 98 87 38
clicdupays.ouche@orange.fr

CLIC du Pays d'Alençon

Coordination Entour'Age
13 rue de l'Isle
61000 ALENCON
Tél: 02 33 29 01 14
alencon.clic@la.poste.net

Coordination de Sées

75 rue de la République BP 68
61500 SÉES
Tél: 02 33 31 80 61
coordinationgeronto@wanadoo.fr

CLIC du Pays d'Argentan et du Pays d'Auge Ornaïs

16 rue de la Poterie
61200 ARGENTAN
Tél: 02 33 67 16 57
soinssante.argentan@wanadoo.fr

CLIC du Pays du Bocage

15 rue de Montgommery
61700 DOMFRONT
Tél: 02 33 37 15 95
clic.bocage@wanadoo.fr

CLIC du Perche

9 rue de Longny
61400 MORTAGNE-AU-PERCHE
Tél: 02 33 25 14 82
contact@clicduperche.org

Réseau de santé Gérontologique du Sud Perche

Hôpital local de Bellême
4 & 28 rue du Mans
61130 BELLÊME
Tél: 02 33 25 14 82
reseau.gerontologique.perche@
orange.fr

62

CLIC AGCA

4 rue Anatole France
62217 ACHICOURT
Tél: 03 21 60 12 15
03 21 23 14 02
agca@wanadoo.fr

CLIC Artois Gérontologie

Avenue Paris 62400 BETHUNE
Tél: 03 21 64 91 91
artois.gerontologie@free.fr

CLIC du Boulonnais

56 rue Ferdinand Buisson Centre

Directionnel 6è ét
62200 BOULOGNE-SUR-MER
Tél: 03 21 30 32 48
clicboulogne62@orange.fr

CLIC de Calais

33 rue Général Chanzy 62100
CALAIS
Tél: 03 21 96 73 13
icgc.calais@wanadoo.fr

CLIC Hénin - Carvin

Rue Poilus 62970 COURCELLES-
LES-LENS
Tél: 03 21 77 97 83
icgch@wanadoo.fr

CLIC du Ternois Réseau de Santé du Ternois

172 à 178 rue d'Hesdin
62130 GAUCHIN-VERLOINGT
Tél: 03 21 47 29 14
clicternois@laposte.net

CLIC de LENS LIEVIN Réseau de Santé Vie l'Age

Tour 1 Béjart 3ème étage Grande
résidence
Avenue Salvador Allende
62300 LENS
Tél: 03 21 200 800
i-c-g@wanadoo.

CLIC de l'Audomarois

1 avenue Léon Blum
Entrée 1 - Apt n°2
62219 LONGUENESSE
Tél: 03 21 12 09 41
icga@wanadoo.fr

CLIC départemental du Montreuillois

3 rue Carnot Maison du départe-
ment solidarité
62170 MONTREUIL-SUR-MER
Tél: 03 21 90 90 55

Réseau gérontologique Séréinité

42-48, rue de la Ferme du Roy
62400 BETHUNE
Tél: 03.21.68.80.80
claire.foulon@prevart.fr

Réseau gérontologique des 7 Vallées

3, route d'Arras
62140 MARCONNÉ
Tél: 03.21.86.10.29
alhds@wanadoo.fr

63

CLIC Livradois Forez

13 boulevard de l'Europe Rési-
dence Fontaine de Goye
63600 AMBERT
Tél: 04 73 82 96 67
clic.ambert@wanadoo.fr

CLIC Solidarité et Coordination Gérontologiques

24 rue Saint loup
63160 BILLOM
Tél: 04 73 60 48 85
clic.billom@wanadoo.fr

CLIC de l'Agglomération Clermontoise

13 rue Berteaux
63000 CLERMONT-FERRAND
Tél: 04 73 15 01 90

accueil@clic-agglo-clermont.com

CLIC Issoire Bassin Montagne

11 rue Espagnon
63500 ISSOIRE
Tél: 04 73 89 67 38
clicissoire@wanadoo.fr

CLIC Senior Montagne

2 rue du Capitaine Chazotte - BP
107
63240 LE-MONT-DORE
Tél: 04 73 65 20 89
clic.senior-montagne@wanadoo.fr

CLIC Riom Limagne

Combrailles
73 rue La Fayette
63200 RIOM
Tél: 04 73 33 17 64
clic.riom.limagne.combraille@
wanadoo.fr

CLIC Géront-Social-Santé

4 place des Hironnelles
63300 THIERS
Tél: 04 73 51 75 85
president.clic@wanadoo.fr

64

CLIC de Bayonne

CCAS 31 rue Sainte-Catherine
64105 BAYONNE Cedex
Tél: 05 59 50 80 30
clic.bayonne@wanadoo.fr

CLIC Béarn Adour

2 rue Gambetta
64330 GARLIN
Tél: 05 59 04 94 46
clic-bearn-adour@wanadoo.fr

CLIC Xenda

7 rue Augustin Chaho - BP 15
64130 MAULEON-SOULE
Tél: 05 59 28 13 56

CLIC du Piemont

Centre Multiservices
8 cours Pasteur
64800 NAY
Tél: 05 59 13 02 74
clicdupiemont@fr.oleane.com

CLIC de la Communauté de communes du Canton d'Orthez

5 rue Jean-Marie Lhoste
64300 ORTHEZ
Tél: 05 59 69 78 04
clic@cccorthez.fr

CLIC de Pau

Complexe de la République -
Porte 306
8 rue Carnot 64000 PAU
Tél: 05 59 27 83 70
clic@ccas-pau.fr

CLIC Gaves et Bidouze

Réseau de Santé Géronto-
logique Gaves et Bidouze
Centre médico-social Do-
maine de Coulomme
64390 SAUVETERRE-DE-
BEARN
Tél: 05 59 38 79 90
reseaucligavesbidouze@orange.
fr

**CLIC VMG Vic-Montaner
Gérontologie**

Résidence la Clairière Square
Pierre Trouille
65500 VIC-EN-BIGORRE
Tél: 05 62 31 83 39
clic.vmg@wanadoo.fr

CLIC Haut Adour Gérontologie

7 bis boulevard Carnot
65200 BAGNERES-DE-BIGORRE
Tél: 05 62 91 08 81
haut-adour-gerontologie@
wanadoo.fr

CLIC du Pays des Coteaux

Quartier Carolle
65230 CASTELNAU-MAGNOAC
Tél: 05 62 39 85 60
clic.paysdescoteaux@wanadoo.fr

CLIC Association Regain

515 rue Georges Clémenceau
65300 LANNEMEZAN
Tél: 05 62 40 25 59
regain7@wanadoo.fr

**CLIC Pays des Gaves
Gérontologie**

Pavillon Bouriot 2 avenue
Alexandre Marqui
65100 LOURDES
Tél: 05 62 90 39 85
clic.pays.des.gaves.gerontolo-
gie@wanadoo.fr

CLIC Sâge

Bâtiment CPAM 8 place Bois
65000 TARBES
Tél: 05 62 31 09 83
asso.clicsage@wanadoo.fr

**CLIC VMG Vic-Montaner
Gérontologie**

Résidence la Clairière
Square Pierre Trouille
65500 VIC-EN-BIGORRE
Tél: 05 62 31 83 39
clic.vmg@wanadoo.fr

Réseau de santé ARCADE

9 boulevard du Martinet
65000 TARBES
Tél: 05 62 93 11 12
gerald.sicard@reseau-arcade.fr

CLIC

Hôpital Saint Jean
20 avenue Languedoc - BP 49954
66000 PERPIGNAN
Tél: 04 68 61 89 21
clic@ch-perpignan.fr

**Réseau de Santé
Gérontologique du
Conflent**

Hôpital Local de Prades
1 rue de la Basse
66500 PRADES
Tél: 04 68 05 32 18
gerontologie.prades@
orange.fr

CLIC RESO 3

5 rue des Hironnelles
67380 LINGOLSHEIM

Tél: 03 90 22 31 55
reso3@free.fr

CLIC Ouest

Maison des Aînés Cronenbourg,
Haute pierre
120 Route de Mittelhausbergen
67200 STRASBOURG
Tél: 03 88 10 96 80
daniele.runtz@cuc-strasbourg.net

Maison des Aînés Elsa, Koenigshoffen, Montagne-Verte

8 rue d'Ostwald
67200 STRASBOURG
Tél: 03 88 28 08 66
daniele.runtz@cuc-strasbourg.net

CLIC Centre Nord

Maison des Aînés Cathédrale,
Gare, Tribunal
9 place Kléber
67000 STRASBOURG
Tél: 03 90 23 68 50
jocelyne.rosel@cuc-strasbourg.net

Maison des Aînés Conseil des XV

24 rue de l'Yser
67000 STRASBOURG
Tél: 03 88 45 39 35
jocelyne.rosel@cuc-strasbourg.
net

**Maison des Aînés Robertsau,
Wacken**

18 rue de la Doller
Tél: 03 88 31 81 84
patricia.elbassil@cuc-strasbourg.
net

Conseil général

Centre Médico-social
1 rue du Parc
67000 STRASBOURG
Tél: 03 88 45 85 20
patricia.elbassil@cuc-strasbourg.
net

CLIC Sud

Maison des Aînés Neudorf/
Esplanade/Krutenau
132 route de Polygone
67100 STRASBOURG
Tél: 03 88 34 05 91
angelique.warther@cuc-
strasbourg.net

**Espace Belin Centre Médico-
Social**

15 rue de Genève
67000 STRASBOURG
Tél: 03 88 43 69 00
angelique.warther@cuc-
strasbourg.net

**Maison des Aînés Neuhof-
Meinau**

Centre Médico-Social
16 rue de l'Indre
67100 STRASBOURG
Tél: 03.90.40.44.00
claudia.schaeffter@cuc-
strasbourg.net

Conseil général

2 allée David Goldschmidt

67100 STRASBOURG

Tél: 03 90 40 18 76 /
03.90.40.18.76
claudia.schaeffter@cuc-stras-
bourg.net

Conseil général

Centre Médico-Social
49 rue de la Canardière
67100 STRASBOURG
Tél: 03 90 40 14 20
claudia.schaeffter@strasbourg.eu

**CLIC Réseau Alsace
Gérontologie**

122 rue de Logelbach BP 80459
68020 COLMAR CEDEX
Tél: 03 89 12 74 74
contact@alsacegeronto.com

CLIC du Pays du Sundgau

Centre Hospitalier Saint-Morand
23 rue du 3ème Zouaves
68134 ALTKIRCH
Tél: 03 89 08 35 16
gerontoalkirch@cg68.fr

CLIC La Clé des Aînés

39 avenue Kennedy
68100 MULHOUSE
Tél: 03 89 33 79 88
clic@ville-mulhouse.fr

CLIC Espace Rhénan

11 rue de Huningue
68300 SAINT-LOUIS
Tél: 03 89 89 95 85
clicrhenan@aol.com

CLIC du Pays Thur et Doller

63 rue du Général De Gaulle
68800 VIEUX-THANN
Tél: 03 89 38 07 74
clic@pays-thur-doller.fr

**RAG Réseau Alsace
Gérontologie**

122 rue de Logelbach BP 80459
68020 COLMAR CEDEX
Tél: 03 89 12 74 74
contact@alsacegeronto.com

**Maison du Rhône du canton
d'Amplepuis**

6 rue de l'Hôtel de Ville
69550 AMPLEPUIIS
Tél: 04 74 89 09 09
mdr.amplepuis@rhone.fr

**Maison du Rhône du canton
d'Anse**

1 avenue du Général Leclerc
69480 ANSE
Tél: 04 74 09 95 80
mdr.anse@rhone.fr

Conseil général

M R du Canton de l'Arbresle
493 rue Claude Terrasse
69210 L'ARBRESLE
Tél: 04 74 72 08 40
mdr.arbresle@rhone.fr

**Maison du Rhône du canton de
Beaujeu**

Quartier Sainte-Angèle

69430 BEAUJEU
Tél: 04 74 69 51 63
mdr.beaujeu@rhone.fr

**Maison du Rhône du canton de
Belleville**

11 A rue du 14 Juillet
69220 BELLEVILLE
Tél: 04 74 06 19 90
mdr.belleville@rhone.fr

Maison du Rhône de Brignais

3 place d'Hirschberg
69530 BRIGNAIS
Tél: 04 78 05 16 41
mdr.brignais@rhone.fr

**Maison du Rhône du canton
de Bron**

4 rue Paul Pic
69500 BRON
Tél: 04 72 15 64 00
mdr.bron@rhone.fr

Maison du Rhône «La Pagère»

13 rue de la Pagère
69500 BRON
Tél: 04 72 37 18 52

Maison du Rhône «Terrailon»

1 rue Marie
69500 BRON
Tél: 04 72 37 30 60

**Maison du Rhône du canton de
Caluire-et-Cuire**

71 et 73 rue François Peissel
69300 CALUIRE-ET-CUIRE
Tél: 04 78 98 90 80
mdr.caluire@rhone.fr

Maison du Rhône de Chaponost

9 bis rue Jules Chausse
69630 CHAPONOST
Tél: 04 78 45 20 67
mdr.chaponost@rhone.fr

Maison du Rhône de Corbas

38 avenue Salvador Allende
69960 CORBAS
Tél: 04 72 50 49 85
mdr.corbas@rhone.fr

Maison du Rhône de Craponne

31 rue du 8 mai 1945
69290 CRAPONNE
Tél: 04 78 57 03 66
mdr.carponne@rhone.fr

**Maison du Rhône du Canton de
Décines Charpieu**

5 place François Mitterrand
69150 DECINES-CHARPIEU
Tél: 04 72 05 67 00
mdr.decines@rhone.fr

Maison du Rhône du Prainet

13 avenue Salvador Allende
69150 DECINES-CHARPIEU
Tél: 04 78 49 50 21
mdr.decines@rhone.fr

**Maison du Rhône du Canton
d'Ecully**

10 chemin JM Vianney
69130 ECULLY
Tél: 04 72 86 04 90
mdr.ecully@rhone.fr

- **Maison du Rhône de Feyzin**
13 rue des Razes 69320 FEYZIN
Tél: 04 78 70 37 30
mdr.feysin@rhone.fr
- **Maison du Rhône de Fontaines-sur-Saône**
54 rue Gambetta
69270 Fontaines-sur-Saône
Tél: 04 78 22 29 16
mdr.fontaines@rhone.fr
- **Maison du Rhône de Francheville**
5 rue de la Poste
69340 FRANCHEVILLE
Tél: 04 78 59 04 71
mdr.francheville@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Givors**
8 passage Bonnefond -
ZAC du Garon
69700 GIVORS
Tél: 04 72 49 14 00
mdr.givors@rhone.fr
- **Maison du Rhône des Vernes**
7 avenue Lénine
69700 GIVORS
Tél: 04 78 73 75 84
mdr.givors@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Gleizé**
352 rue de l'Ancienne Distillerie
69400 GLEIZE
Tél: 04 74 02 69 10
mdr.gleize@rhone.fr
- **Maison du Rhône de Grigny**
36 avenue des Arondières
69520 GRIGNY
Tél: 04 37 20 09 68
mdr.grigny@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton d'Irigny**
8 rue du 8 mai 1945 69540
IRIGNY
Tél: 04 72 30 11 06
mdr.irigny@rhone.fr
- **Maison du Rhône de la Mulatière**
5 rue de Lattre de Tassigny
69350 LA-MULATIERE
Tél: 04 78 51 74 36
mdr.lamulatiere@rhone.fr
- **M R du Canton de Lamure sur Azergues**
Le Bourg – RD 485
69870 LAMURE-SUR-AZER-
GUES
Tél: 04 74 03 05 24
mdr.lamure-azergues@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton du Bois d'Oingt**
59 avenue du 8 mai 1945
69620 LE-BOIS-D'OINGT
Tél: 04 74 71 60 16
mdr.bois-oingt@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Limonest**
47 place Décurél
69760 LIMONEST
Tél: 04 72 78 34 70
mdr.limonest@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 02**
18 rue Neyret
69001 LYON
Tél: 04 72 10 96 30
mdr.lyon2@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 01**
9 b rue Sainte Hélène
69002 LYON
Tél: 04 72 61.71 43
mdr.lyon1@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 08**
149 rue Pierre Comeille
69003 LYON
Tél: 04 72 61 74 81
mdr.lyon8@rhone.fr
- **Maison du Rhône «Sainte Anne»**
4 place Sainte Anne
69003 LYON
Tél: 04 78 54 36 90
- **Maison du Rhône «Professeur Florence»**
52 rue Professeur Florence
69003 LYON
Tél: 04 37 56 14 80
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 03**
87 rue Hénon
69004 LYON
Tél: 04 78 29 88 20
mdr.lyon3@rhone.fr
- **Maison du Rhône Belfort**
16 bis rue Belfort
69004 LYON
Tél: 04 78 29 43 16
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 05**
67 rue Edmond Locard
69005 LYON
Tél: 04 72 40 20 08
mdr.lyon5@rhone.fr
- **Maison du Rhône «Petit Collège»**
5 bis place du Petit Collège
69005 LYON
Tél: 04 78 42 24 25
- **Maison du Rhône «Quatre Colonnes»**
10 rue des Quatres Colonnes
69005 LYON
Tél: 04 78 25 80 14
- **Maison du Rhône Janin**
38 et 42 rue Soeur Janin
69005 LYON
Tél: 04 78 25 92 49
- **Maison du Rhône «Jeunet»**
1 rue Jeunet
69005 LYON
Tél: 04 78 25 50 11
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 06**
52 avenue Maréchal Foch
69006 LYON
Tél: 04 72 69 56 30
mdr.lyon6@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 10 7° sud**
186 rue de Gerland
69007 LYON
Tél: 04 72 71 66 80
mdr.lyon7@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 10 7° sud**
186 rue de Gerland
69007 LYON
Tél: 04 72 71 66 80
mdr.lyon7@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 10 7° sud**
186 rue de Gerland
69007 LYON
Tél: 04 72 71 66 80
mdr.lyon7@rhone.fr
- **Maison du Rhône «Madeleine»**
36 rue de la Madeleine
69007 LYON
Tél: 04 72 71 52 52
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 09 7° nord**
18 avenue Félix Faure
69007 LYON
Tél: 04 78 77 25 00
mdr.lyon7-nord@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 12 et 14**
1 place Latarget
69008 LYON
Tél: 04 72 78 80 60
- **Maison du Rhône «Beauvisage»**
139 rue Professeur Beauvisage
69008 LYON
Tél: 04 78 76 52 70
mdr.lyon9@rhone.fr
- **Maison du Rhône «Jean XXIII»**
60 avenue Jean XXIII
69008 LYON
Tél: 04 78 78 84 40
- **Maison du Rhône du Canton de Lyon 04**
22 rue René Cassin
69009 LYON
Tél: 04 72 53 64 00
mdr.lyon4@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Plateau**
236 avenue du Plateau
69009 LYON
Tél: 04 78 35 35 91
- **Maison du Rhône de la Sauvegarde**
451 avenue de la Sauvegarde
69009 LYON
Tél: 04 78 35 91 30
- **Maison du Rhône «Saint Rambert»**
24 rue des Docteurs Cordier
69009 LYON
Tél: 04 78 83 96 70
- **Maison du Rhône du Souvenir**
31 rue du Souvenir
69009 LYON
Tél: 04 78 83 71 11
- **Maison du Rhône du canton de Meyzieu**
24 avenue Lucien Buisson
69330 MEYZIEU
Tél: 04 72 45 06 20
mdr.meyzieu@rhone.fr
- **Maison du Rhône de Mions**
Impasse du Pavé
69780 MIONS
Tél: 04 78 20 01 20
mdr.mions@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Monsols**
Montée des Esses
69860 MONSOLS
Tél: 04 74 04 70 45
mdr.monsols@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Mormant**
7 avenue du Souvenir
69440 MORMANT
Tél: 04 78 19 93 20
mdr.mormant@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton de Neuville sur Saône**
2 avenue Marie Thérèse Prost
69250 NEUVILLE-SUR-SAONE
Tél: 04 78 91 78 64
mdr.neuville@rhone.fr
- **Maison du Rhône du Canton d'Oullins**
17 rue Tupin 69600 OULLINS
Tél: 04 72 66 34 90
mdr.oullins@rhone.fr
- **Maison du Rhône**
51 boulevard de l'Europe
69310 PIERRE-BENITE
Tél: 04 78 50 10 45
mdr.pierre@rhone.fr
- **Maison du Rhône du canton de Rillieux la Pape**
22 avenue Général Leclerc
69140 RILLIEUX-LA-PAPE
Tél: 04 72 01 82 30
mdr.rillieux@rhone.fr
- **Maison du Rhône des Allagniers**
6 rue Jules Michelet
69140 RILLIEUX-LA-PAPE
Tél: 04 78 88 75 40
- **Maison du Rhône du Canton de Saint-Fons**
5 rue du Bourrellier
69190 SAINT-FONS
Tél: 04 72 89 03 30
mdr.st-fons@rhone.fr
- **Maison du Rhône des Clochettes**
3 rue du Labour
69190 SAINT-FONS
Tél: 04 78 70 21 84
- **Maison du Rhône du Canton de Saint-Genis-Laval**
102 avenue Georges Clémenceau
69230 SAINT-GENIS-LAVAL
Tél: 04 78 56 04 88
mdr.st-genis-laval@rhone.fr

Maison du Rhône de Saint-Laurent-de-Chamousset
«Espace Juge-Pascal»
Chemin de l'Hôpital
69930 SAINT-LAURENT-DE-CHAMOUSSET
Tél: 04 74 70 52 20
mdr.st-laurent-chamousset@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Saint-Priest
21 rue Maréchal-Leclerc
69800 SAINT-PIRIEST
Tél: 04 78 20 07 11
mdr.st-priest@rhone.fr

Maison du Rhône Bel Air
104 bis rue du 8 mai 1945
69800 SAINT-PIRIEST
Tél: 04 78 20 09 26

Maison du Rhône du Belvédère
21 boulevard François-Reymond
69800 SAINT-PIRIEST
Tél: 04 78 20 62 41

Maison du Rhône du Canton de Saint-Symphorien-d'Ozon
5 bis rue de la Barbandière
69360 SAINT-SYMPHORIEN-D'OZON
Tél: 04 78 02 34 90
mdr.st-symphorien-ozon@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Saint-Symphorien-sur-Coise
Rue des quatre cantons
69590 SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE
Tél: 04 78 44 54 95
mdr.st-symphorien-coise@rhone.fr

Maison du Rhône «Parc Bel Air»
94 rue de l'Hôtel-Dieu
69590 SAINT-SYMPHORIEN-SUR-COISE
Tél: 04 78 48 42 34

Maison du Rhône du Canton de Sainte-Foy-lès-Lyon
4 chemin de Monray
69110 SAINTE-FOY-LES-LYON
Tél: 04 72 16 32 40
mdr.ste-foy-les-lyon@rhone.fr

Maison du Rhône du canton de Tarare
6 rue du Pigeonnier
69170 TARARE
Tél: 04 74 05 36 20
mdr.tarare@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Tassin-la-Demi-Lune
119-121 avenue Charles-de-Gaulle
69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE
Tél: 04 78 34 26 96
mdr.tassin@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Thizy
27 rue Perrin Frères 69240 THIZY
Tél: 04 74 13 85 20

mdr.thizy@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Vaugneray
1 Le Boulevard
69670 VAUGNERAY
Tél: 04 78 45 78 20
mdr.vaugneray@rhone.fr

Maison du Rhône du Canton de Vaulx-en-Velin
23 rue Condorcet - Ilot A
69120 VAULX-EN-VELIN
Tél: 04 78 79 52 40
mdr.vaulx-en-velin@rhone.fr

Maison du Rhône Lamaze
15 rue Franklin
69120 VAULX-EN-VELIN
Tél: 04 78 80 75 13

Maison du Rhône de La Tase
4 rue Joseph Blein
69120 VAULX-EN-VELIN
Tél: 04 78 26 26 08

Maison du Rhône «Jean Jaurès»
2 rue Georges Chevallier
69120 VAULX-EN-VELIN
Tél: 04 37 42 01 12

Maison du Rhône du Canton de Vénissieux-nord
19 rue Victor Hugo
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 72 90 02 00
mdr.venissieux-nord@rhone.fr

Maison du Rhône «Anatole France»
14 avenue de la Division-Leclerc
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 78 70 00 03

Maison du Rhône «Max Barrel»
65 rue Salvador-Allende
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 72 50 10 53

Maison du Rhône de Parilly
2 avenue Jules Guesde
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 78 74 23 57

Maison du Rhône du Canton de Vénissieux-sud
19 avenue Jean Cagne BP 419
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 72 89 03 20
mdr.venissieux-sud@rhone.fr

Maison du Rhône «Flora Tristan»
53 rue des Martyrs de la Résistance
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 72 50 68 18

Maison du Rhône «La Paix»
8 place de la Paix
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 72 50 04 25

Maison du Rhône «Ernest Renan»
46 rue Ernest Renan
69200 VENISSIEUX
Tél: 04 78 75 67 05

MRdu Canton de Villefranche-sur-Saône
9 boulevard Burdeau
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Tél: 04 74 65 85 85
mdr.villefranche@rhone.fr

Maison du Rhône de Béliigny
380 rue Condorcet
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Tél: 04 74 68 39 50

Maison du Rhône «La Rotonde»
38 place Laurent-Bonnevay
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Tél: 04 74 65 12 97

Maison du Rhône du canton de Villeurbanne
30 rue de la Baisse
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 72 65 25 90
mdr.villeurbanne@rhone.fr

Maison du Rhône «Émile Zola»
74 cours Émile Zola
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 72 65 25 92

Maison du Rhône «Bel Air»
24 allée des Cèdres
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 72 37 66 13

Maison du Rhône de Croix-Luizet
35 rue Louis-Armand
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 78 85 25 14

Maison du Rhône «Saint-Jean»
Petite-rue du Roulet
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 78 79 05 65

Maison du Rhône des Buers
25 rue Pierre-Joseph Proudhon
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 78 84 40 79

Maison du Rhône du Tonkin
2 allée Henri-Georges Clouzet
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 78 89 02 81

Maison du Rhône «La Perralière»
30 rue de la Baisse
69100 VILLEURBANNE
Tél: 04 78 03 46 00

Réseau CORMADOM
75 rue Bataille
69008 LYON
Tél: 04 78 76 58 40
cormadom@wanadoo.fr

70
CLIC de Gray
16 rue de l'Europe BP 62
70102 GRAY Cedex
Tél: 03 84 95 73 70
clic-gray@cg70.fr

CLIC de Luxeuil-les-Bains
Place du 8 Mai 45 – BP 30149
70306 LUXEUIL-LES-BAINS
Cedex
Tél: 03 84 93 91 61
clic-luxeuil@cg70.fr

CLIC de Vesoul
CMS Montmarin
1 A Cour François Fillon
70000 VESOUL
Tél: 03 84 76 03 32
clic-vesoul@cg70.fr

71
CLIC du Réseau gérontologique de l'Autunois
9 boulevard Frédéric Latouche
71400 AUTUN
Tél: 09 77 31 05 78
reseau-geronto-autun@wanadoo.fr

CLIC du Chalonnais
CCAS - 36 rue du Général Leclerc
71105 CHALON-SUR-SAONE
Tél: 03 85 93 85 23

CLIC du Réseau Gérontologique du Pays Charolais
6 rue du Prieuré
71120 CHAROLLES
Tél: 03 85 24 32 64
contact@rgpc71.fr

Coordination Gérontologique du Culisois Résidence Bénétin
Rue Ravattes
71250 CLUNY
Tél: 03 85 59 30 60
coord.geronto.cluny@wanadoo.fr

CLIC Réseau AACCOR du Creusot
CCAS 20 Bd Henri Paul Schneider
71200 LE CREUSOT
Tél: 03 85 55 95 88
aaccord@wanadoo.fr

CLIC de la Bresse Bourguignonne
3 rue des Bordes
71500 LOUHANS
Tél: 03 85 75 85 85
cg2b@orange.fr

CLIC de Mâcon
6 place Carnot
71000 MACON
Tél: 03 85 39 71 70
clic@ville-macon.fr

CLIC des Trois Rivières Hôpital de Belnay
627 avenue Henri et Suzanne Vitrier
71700 TOURNUS
Tél: 03 85 32 56 14 / 03 85 51 35 78
cliccg3r-am@wanadoo.fr

Réseau Gérontologique Arroux Bourbince
Centre Hospitalier BP 189
71300 MONTCEAU-LES-MINES
Tél: 03 85 67 64 03
secretariat.gerontologie@ch-montceau71.fr

CLIC Couronne Mancelle Nord-Ouest

24 rue de la Paix
72190 COULAINES
Tél: 02 43 21 10 20
cllic.couronne-mno@orange.fr

CLIC Couronne Mancelle Nord-Ouest

Antenne d'Allones
11 rue François Cevert
72700 ALLONNES
Tél: 02 43 80 41 70
p.claude.cllic.couronne-mno@orange.fr

CLIC Couronne Mancelle Nord-Ouest

Antenne de Ballon
Centre Social Rural Place de la République
72290 BALLON
Tél: 02 43 27 36 77
cllic.centresocialballon@laposte.net

CLIC Loir, Lucé, Bercé

5 allée Saint-Martin - BP 80129
72500 CHATEAU-DU-LOIR
Tél: 02 43 44 78 33
cllic@ch-chateauduloir.fr

Réseau Santé Géronte ACOREGÉ

5 allée Saint-Martin - BP 80129
72500 CHATEAU-DU-LOIR
Tél: 02 43 44 76 97
secmedusld@ch-chateauduloir.fr

CLIC Sarthe Nord-Ouest

25 place des Halles
72240 CONLIE
Tél: 02 43 27 95 62
cllicsno@wanadoo.fr

CLIC Huisne et Braye

Mairie - 9 rue Viet
72402 LA FERTE-BERNARD
Cedex
Tél: 02 43 60 78 23
cllic.huisne.braye@f.oleane.com

CLIC Pays Fléchois

22 rue du Maréchal Foch BP 66
72202 LA FLECHE
Tél: 02 43 48 66 17
cllic@cc-paysflechois.fr

CLIC Nord Sarthe

Maison de pays
2 rue Abbé Lelièvre
72130 FRESNAY-SUR-SARTHE
Tél: 02 43 31 13 13
accueil@cllicnordsarthe.fr

CLIC Couronne Est

Centre Médical Georges Coulon
1 rue Georges Coulon - BP 14
72150 LE GRAND-LUCÉ
Tél: 02 43.61.03.49 / 02 43 44 76 97
cllicse@wanadoo.fr

CLIC du Mans

38 avenue Bollée
72000 LE-MANS
Tél: 02 43 81 40 40
cidpa72@wanadoo.fr

CLIC du Saosnois

11 Boulevard de l'Europe
72600 MAMERS
Tél: 02 43 97 25 47
cllicdusaosnois@wanadoo.fr

CLIC des 2 Territoires

Centre Social
1 place Jacques Moreau
72450 MONFORT-LE-GESNOIS
Tél: 02 43 76 70 25
cllic.montfort@orange.fr

CLIC

Centre Intercommunal Mazagran
8 rue Mazagran
72110 BONNETABLE
Tél: 02 43 29 00 01
cllic.maine301@orange.fr

CLIC Sud Sarthe

Espace Santé - Place du Chanoine Tarot
72150 PONTVALLAIN
Tél: 02 43 79 23 10
cllicsudsarthe@wanadoo.fr

CLIC Vallée de la Sarthe

5 rue Saint Martin
72300 SABLE-SUR-SARTHE
Tél: 02 43 95 72 72
cllic@sablesursarthe.fr

CLIC Charles Garnier

9 rue des Halles
72120 SAINT-CALAIS
Tél: 02 43 35 91 16 / 06 77 62 77 87
cllicgarnier72@orange.fr

73

CLIC d'Aix-les-Bains

17 avenue du Petit Port
73100 AIX-LES-BAINS
Tél: 04 79 34 32 01
dvs-tds-aix@cg73.fr

CLIC d'Alberville

45 avenue Jean Jaurès
73200 ALBERTVILLE
Tél: 04 79 89 57 03
dvs-tds-alberville@cg73.fr

CLIC de Chambéry et de la Couronne Chambérienne

107 rue Dacquain
73000 CHAMBÉRY
Tél: 04 79 85 79 60
04 79 85 79 62
dvs-tds-chambery@cg73.fr

CLIC de la Combe de Savoie

Immeuble du Comte Rouge
300 avenue de Savoie 73800 MONTMÉLIAN
Tél: 04 79 44 23 00
dvs-tds-combe-de-savoie@cg73.fr

CLIC de Tarentaise Vanoise

159 rue de la Chaudanne
73600 MOUTIERS
Tél: 04 79 24 73 77
sabrina.tixier@cg73.fr

CLIC de l'Avant-Pays Savoyard

La Tissandière Rue du Stade
73240 SAINT-GENIX-SUR-GUIERS
Tél: 04 76 31 60 42

dvs-tds-avant-pays@cg73.fr

CLIC de Maurienne

95 avenue des Clappeys
73300 SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
Tél: 04 79 64 45 34
dvs-tds-maurienne@cg73.fr

74

CLIC Personnes Âgées Infos

7 faubourg Balmettes
74000 ANNECY
Tél: 04 50 33 65 37

75

Point Paris Emerald - CLIC 1-2-3-4

24 rue Saint Roch
75001 PARIS
Tél: 01 42 92 01 54
ppe.cllic.1-2-3-4@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 5-6

48 rue Saint André des Arts
75005 PARIS
Tél: 01 44 07 13 35
ppe.cllic.5-6@andre-des-arts.com

Point Paris Emerald - CLIC 7

109 rue Saint Dominique
75007 PARIS
Tél: 01 45 50 46 12
ppe.cllic.7@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 8

3, rue de Lisbonne
75008 PARIS
Tél: 01 44 90 76 88
ppe.cllic.8@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 9

25 bis rue de la Rochefoucault
75009 PARIS
Tél: 01 49 70 98 18
ppe.cllic.9@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 10

23 bis rue Bichat
75010 PARIS
Tél: 01 53 19 26 44
ppe.cllic.10@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 11

130 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS
Tél: 01 53 36 51 19
ppe.cllic.11@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 12

33 boulevard de Picpus
75012 PARIS
Tél: 01 40 19 36 36
ppecllic.12@rth.aphp.fr

Point Paris Emerald - CLIC 13

17 rue Rubens
75013 PARIS
Tél: 01 45 88 21 09
ppe.cllic.13@wanadoo.fr

Point Paris Emerald - CLIC 14

68 rue des Plantes
75014 PARIS
Tél: 01 40 52 44 03
ppe.cllic.14@wanadoo.fr

Point Paris Emerald - CLIC

15-16

8 rue Fallempein 75015 Paris
Tél: 01 44 19 61 60
ppe.cllic.15-16@wanadoo.fr

Point Paris Emerald - CLIC 17

23 rue Truffaut
75017 PARIS
Tél: 01 44 69 85 00
ppe.cllic.17@paris.fr

Point Paris Emerald - CLIC 18

3 place Jacques Froment
75018 PARIS
Tél: 01 53 11 18 18
ppecllic.18@brt.aphp.fr
18è arrondissement

Point Paris Emerald - CLIC 19

23 rue du Docteur Potain
75019 PARIS
Tél: 01 42 45 85 83
ppe.cllic.19@wanadoo.fr

Point Paris Emerald - CLIC 20

127 bis, rue d'Avron
75020 PARIS
Tél: 01 44 64 20 20
ppe.cllic.20@croix-saint-simon.org

Réseau MEMOIRS

35 rue Vergniaud
75 013 Paris
Tél: 01 53 80 82 80
contact@reseau-memoirs.com

Réseau de Santé PARIS-NORD

3 et 5 Rue de Metz
75010 PARIS
Tél: 01 53 24 80 80
coordination@reseau-paris-nord.com

Réseau Gériatrique de l'Est Parisien

2 rue Plichon
75011 Paris
Tél: 01 46 36 08 12
agep@wanadoo.fr

Hôpital Européen Georges Pompidou

20 rue Leblanc
75015 PARIS
Tél: 01 56 09 32 57
reseaugeronto15.7@gmail.com

Réseau ANCRAGE

Hôpital Henry Dunant
95 rue Michel-Ange
75016 PARIS
0140716906
reseau-ancrage@orange.fr

Réseau mémoire Alois

68 rue des Plantes
75 014 PARIS
Tél: 01 40 29 90 41
secretariat@reseau-memoire-alois.fr

76

CLIC de Seine Austreberthe

Centre Hospitalier
Pasteur Valléry Radot
17 avenue Pierre et Marie Curie
76360 BARENTIN
Tél: 02 35 92 10 24
cllic.seineaustreberthe@wanadoo.fr

CLIC de la Vallée de la Bresle
Résidence Massé de Cormeilles
8 rue du Petit Fontaine
76340 BLANGY-SUR-BRESLE
Tél: 02 32 97 51 95
marie-pierre.tailleur@wanadoo.fr

CLIC Seniors du Plateau Nord
28 Chemin de Clères
76230 BOIS GUILLAUME
Tél: 02 32 10 27 80
cllic.seniors@yahoo.fr

CLIC du Canton de Boos
Maison des Associations
30 rue des Andelys
76520 BOOS
Tél: 02 35 65 02 68
clliccantondeboos@fedef76.admr.org

CLIC Buchy Clères Darnétal
116 rue Louis Pasteur
76160 DARNETAL
Tél: 02 35 07 06 94
cllicbuchycleresdarnetal@fedef76.admr.org

CLIC du Littoral
Centre Hospitalier Château Michel
98 avenue des Canadiens
76200 DIEPPE
Tél: 02 35 84 34 11
cllic.littoral@wanadoo.fr

CLIC Repér'Âge
26 rue Camille Randoing
76500 ELBEUF
Tél: 02 35 78 90 90
cllicreperage@normandnet.fr

CLIC des Hautes Falaises
Réseau des Hautes Falaise
13 quai Brétigny
76400 FECAMP
Tél: 02 35 27 18 18
cllic@acomad.asso.fr / contact@acomad.asso.fr

CLIC du Terroir
Mairie des Grandes Ventes
Place de l'Hôtel de Ville
76950 LES-GRANDES-VENTES
Tél: 02 35 82 16 07
cllic-terroir@wanadoo.fr

CLIC Pilot'Âge
CCAS 3 place Albert René
76600 LE HAVRE
Tél: 02 35 19 67 40
cllicpilotage@ville-lehavre.fr

CLIC du Pays de Bray – Antenne Nord
Escall - 4 Boulevard Charvet
76270 NEUFCHATEL-EN-BRAY
Tél: 02 35 94 23 08
cllic-paysdebray@wanadoo.fr

CLIC du Pays de Bray Antenne Sud
Maison René Cressent
Rue Georges Heuillard
76220 GOURNAY EN BRAY
Tél: 02 35 94 23 08
cllic-paysdebray@wanadoo.fr

CLIC Maill'âges
14 rue Emile Zola
76 330 NOTRE-DAME DE GRA-
VENCHON
Tél: 02 32 84 12 54
cllic@cauxseine.fr

CLIC des Aînés
6 quai Jacques Anquetil
76100 ROUEN
Tél: 02 32 18 20 92
cllic@cccas-rouen.fr

CLIC du Sud de l'Agglomération Rouennaise
15 rue du Morvan
76800 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY
Tél: 02 35 65 37 95

CLIC du Caux Maritime
Espace public du Littoral
Place de la Gare
76460 SAINT-VALERY-EN-CAUX
Tél: 02 35 57 40 43
cllic.caux-maritime@orange.fr

CLIC du Pays de Caux
9 avenue du Général Leclerc
76190 YVETOT
Tél: 02 35 56 42 71
gincaux@wanadoo.fr

AG3C Réseau Gérontologique des Trois Cantons
Hôpital local 8 avenue du Général de Gaulle
76430 SAINT-ROMAIN-DE-COLBOSC
Tél: 02 35 55 03 94
ag3c@free.fr

77
CLIC RELIAGE
Résidence «La Sérénité»
33 rue Henri Dunant
77400 LAGNY-SUR-MARNE
Tél: 01 60 31 52 80
association.reliage@wanadoo.fr

CLIC RIVAGE
24 rue du Colonel Picot
77000 MELUN RGS77
Tél: 01 64 52 24 48 / 01 60 71 05 93
cgrmrivage@wanadoo.fr / rgs77@orange.fr

CLIC SOUTIEN
Centre hospitalier de Nemours
Bât Le Rocher Vert - RDC gauche
15 rue des Chaudins
77140 NEMOURS
Tél: 01 64 28 75 25
01 60 71 05 93
cllic.soutien@live.fr

CLIC SILLAGE
4 rue Christophe Opoix
77160 PROVINS RGS77
Tél: 01 60 58 00 95
01 60 71 05 93
sillage.cllic@laposte.net

CLIC FACIL
32 rue Grande
77210 SAMOREAU RGS77
Tél: 0 800 853 700
01 60 71 05 93

cllic.facil@wanadoo.fr

Réseau Gérontologique Sud 77
32 rue Grande
77210 SAMOREAU
Tél: 01 60 71 05 93
rgs77@orange.fr

78
CGL Val de Seine et Oise
2 boulevard Richard Garnier
BP 333
78703 CONFLANS-SAINT-E-HONORINE
Tél: 01 34 90 09 74
cllic.boucladeseine@wanadoo.fr

CGL Val de Seine et Oise
Secteur ALDS
25 rue des Aulnes
78250 MEULAN
Tél: 0134741758
01 34 74 80 60
coordination@alds.org

CGL Méandre de la Seine
20 place Michelet
78800 HOUILLES
Tél: 01 30 86 93 89
cgl@meandredelaseine.fr

CGL Mantois
1 place Léopold Bellan
78200 MAGNANVILLE
Tél: 01 34 78 50 90
cllicmantois@wanadoo.fr

CGL Ville Nouvelle
Domaine du Marantais
415 route de Trappes
78114 MAGNY-LES-HAMEAUX
01 34 98 30 46
cgl-vn@larencontre-asso.fr

CGL Seine et Mauldre
25 rue des Aulnes
78250 MEULAN
Tél: 01 34 74 17 58
coordination@alds.org

CGL Centre Yvelines
Hôpital local
2 chemin du Bois Renoult
78490 MONTFORT-L'AMAURY
01 34 94 58 40
muriel.blanchard@hospitalmontfort.fr

CGL Centre Yvelines
Secteur Houdan
42 rue de Paris
78550 HOUDAN
01 30 46 18 21
valerie.plantecoste@hospitalhoudan.fr

CGL Sud Yvelines
Hôpital de Rambouillet
13 rue Pasteur
78120 RAMBOUILLET
Tél: 01 61 08 66 60
icscyg@free.fr

CGL Grand Versailles
6 avenue du Maréchal Franchet d'Espérey
78000 VERSAILLES
Tél: 01 39 63 74 15
contacts@cogitey.com

CGL Saint-Germain
131/135 Boulevard Carnot
78110 LE VESINET
01 34 51 19 40
muriel.queray@simad.fr

CGL Saint-Germain
Secteur Louveciennes
45 rue du Général Leclerc
78430 LOUVECIENNES
Tél: 01 39 18 76 88
01 39 18 76 86
contact@regelib78.com

Réseau CARMAD
6 Chemin des Vignes
78340 LES CLAYES SOUS BOIS
Tél: 01 30 55 77 50
06 71 82 12 27
contact@carmad.fr

Réseau ODYSSEE
6 rue des Hautes Meunières
78520 LIMAY
Tél: 01 30 94 03 68
contact@reseau-odysee.fr

Réseau RACYNES
1 rue Pontoise
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Tél: 01 30 61 70 16
reseau.racynes@orange.fr

Réseau EPSILON
195 avenue du Général Leclerc
78220 VIROFLAY
Tél: 01 30 24 28 56
contact@reseau-epsilon.fr

79
CLIC du Pays du Bocage bressuirais
Réseau de santé Nord Deux-Sèvres - Maison du Conseil général Parc Bocapôle
Boulevard de Thouars BP 93
79300 BRESSUIRE
Tél: 05 49 65 52 74
cllic.bocage@cg79.fr / association@cllic-reseau-gatine.fr

CLIC du Pays Mellois
Place de la Poste
79500 MELLE
Tél: 05 49 29 79 79
cllicdupaysmellois@wanadoo.fr

Réseau gérontologique des Pays Mellois et Haut Val de Sèvre
55 route de Saint-Maixent
79800 LA MOTHE-SAINT-HERAY
Tél: 06 12 22 39 55
reseaugerononto@yahoo.fr

CLIC du Bassin de Vie Niortais
74 rue Alsace Lorraine
79000 NIORT
Tél: 05 49 06 78 85
cllicancpc@yahoo.fr

CLIC de Gâtine
20 rue de la citadelle
79200 PARTHENAY
Tél: 05 49 63 45 70
association@cllic-reseau-gatine.fr

CLIC du Haut Val de Sèvre
SAST Place du Centenaire - BP
31
79400 SAINT-MAIXENT-L'ECOLE
Tél: 05 49 76 42 63
06 12 22 39 55
clic.hautvaldesevre@gmail.com

CLIC du Pays thouarsais
Réseau de santé Nord Deux-
Sèvres
SAST, 4 rue Gambetta
79100 THOUARS
Tél: 05 49 67 83 53
clicdupaysthouarsais@yahoo.fr

80

**Réseau gérontologique de
Vimeu-Baie-de-Somme**
35, rue du Docteur Léger
80230 ST VALERY SUR SOMME
Tél: 03 22 60 64 20
reseau-gerontologique-vimeu-
baie-de-somme@wanadoo.fr

81

CLIC ALBIGEOIS BASTIDES
4 rue Augustin Malroux
Tél: 05 63 48 68 94
05 63 48 69 19
pole-albigeois-ds@cg81.fr

CLIC Albi I
17 rue Charles Portal - 81000 Albi
Tél: 05 63 48 17 20
maison-albi1-ds@cg81.fr

CLIC Albi II
26 square Bonaparte
81000 Albi
Tél: 05 63 77 31 00
maison-albi2-ds@cg81.fr

CLIC Albi III
17 bis rue Charles Portal
81000 Albi
Tél: 05 63 48 17 20
maison-albi3-ds@cg81.fr

CLIC Carmaux
11 bd Général de Gaulle
81400 Carmaux
Tél: 05 63 80 22 0030
maison-carmaux-ds@cg81.fr

CLIC POLE GAILLACOIS
Pays de Coccagne 3
3 avenue Amiral Jaurès
81300 GRAULHET
Tél: 05 63 34 01 34
05 63 34 01 30
pole-gaillacois-ds@cg81.fr

CLIC Gaillac
10, 12 rue Gaubil
81600 Gaillac
Tél: 05 63 81 21 81
maison-gaillac-ds@cg81.fr

CLIC Graulhet
48, 50 avenue Gambetta
81300 Graulhet
Tél: 05 63 42 82 60
maison-graulhet-ds@cg81.fr

CLIC Lavaur
Allées Ferréol Mazas
81500 Lavaur

Tél: 05 63 83 12 60
maison-lavaur-ds@cg81.fr

CLIC Puylaurens
Rue Guillaume Lavabre
81700 Puylaurens
Tél: 05 63 37 68 10
maison-puylaurens-ds@cg81.fr

CLIC POLE AUTAN SIDOBRE
8 avenue Augustin Malroux
81100 CASTRES
05 63 71 53 71 / 05 63 71 53 70
pole-autan-ds@cg81.fr

CLIC Castres I
8 avenue Augustin Malroux
81100 Castres
Tél: 05 63 71 02 30
maison-castres1-ds@cg81.fr

CLIC Castres II
Place du 1er Mai
81100 Castres
Tél: 05 63 62 62 00
maison-castres2-ds@cg81.fr

CLIC Mazamet
38, rue de l'Annette
81200 Mazamet
Tél: 05 63 97 58 58
maison-mazamet-ds@cg81.fr

CLIC Brassac
Route du Salas
81260 Brassac
Tél: 05 63 73 02 11
maison-brassac-ds@cg81.fr

82

CLIC AVERTIIR
23 avenue Evariste Huc
82160 CAYLUS
Tél: 05 63 24 16 11
clic-avertir@wanadoo.fr

CLIC CMTR Pôle Seniors
74 faubourg du Moustier
82000 MONTAUBAN
Tél: 05 63 63 93 92
clic3rivieres@ville-montauban.fr

CLIC District des Deux Rives
Rue du Général Vidalot - B.P 75
82403 VALENCE
Tél: 05 63 29 92 19
sandrine.laroque@cc-deuxrives.fr

83

CLIC du Comté de Provence
Route du Val
Quartier de Paris
83170 BRIGNOLES
Tél: 04 94 04 00 38
contact@cc-comtedeprovence.
com

CLIC de la Dracénie
CCAS - 63 rue Marx Dormoy
83300 DRAGUIGNAN
Tél: 04 94 50 4 26
clic@ccas-draguignan.fr

CLIC Âge 83
Résidence Saint-Christophe
59 route de l'Aérodrome
83440 FAYENCE
Tél: 04 94 50 00 40

clicage83@club-internet.fr

CLIC HADAGE
105 avenue Alphonse Denis
83400 HYERES
Tél: 04 94 35 32 01
hadage83@orange.fr

CLIC du Coudon
CCAS de la Garde
80 rue Marius Tardivier
83130 LA GARDE
Tél: 08 25 30 14 14
clicducoudon@neuf.fr

CLIC IMAGE
14 avenue Théodore Botrel
83120 SAINTE-MAXIME
Tél: 04 94 54 83 39

CLIC du Cap Sicié
Mairie Sociale 1 rue Ernest Renan
83500 LA SEYNE-SUR-MER
Tél: 04 94 06 97 97
clic@laseyne.com

CLIC de la Vallée du Gapeau
1193 avenue des Sèves
83210 SOLLIES-PONT
Tél: 04 94 33 15 20
s.adouane@ccv.fr

CLIC de Toulon
CCAS de Toulon 100 rue des
remparts - BP 813
83051 TOULON Cedex
Tél: 04 94 24 65 25
a.migliaccio@ccas-toulon.fr

RESEAU GUIDAGE
105 avenue Alphonse Denis
83400 HYERES
Tél: 04 94 35 32 01
guidage83@wanadoo.fr

84

CLIC Pres'Âge
Maison de l'Emploi Avenue Phi-
lippe de Girard
84400 APT
Tél: 04 32 52 91 32
presage84@orange.fr

CLIC du Grand Avignon
CCAS d'Avignon 4 avenue de
Saint-Jean BP.232
84010 AVIGNON Cedex 01
Tél: 04 32 74 31 14
clic_grand_avignon@ccasavi-
gnon.org

CLIC Agec
CHI de Cavaillon
Avenue Georges Clémenceau
84304 CAVAILLON CEDEX
Tél: 04 90 78 85 14
06 30 24 72 32
clic.agec@gmail.com

CLIC Riv'Âge
Rue Colonieu
84350 COURTHEZON
Tél: 04 90 70 20 55 / 06 07 75
07 30
rivage84@wanadoo.fr

CLIC Soleil'Âge
Place des Remparts

84240 GRAMBOIS
Tél: 04 90 08 87 64
clic.soleillage84@wanadoo.fr

CLIC des Sorgues
CCAS 387 avenue Napoléon
Bonaparte
84800 L'ISLE-SUR-LA-SORGUE
Tél: 04 90 38 99 45
clicdessorgues@gmail.com

CLIC Au-delà des Âges
16 rue Saint Florent
84100 ORANGE
Tél: 04 32 80 97 41
clic-audeladesages@wanadoo.fr

CLIC Haut Vaucluse
Centre Hospitalier Cours Tivoli
84600 VALREAS
Tél: 04 90 28 52 31
04 90 36 54 55
06 45 76 58 10
clichautvaucluse@ch-vaion.fr

85

CLIC Coord'âge
RESPA de la Loire à la Vie
8 place de l'Hôtel de Ville
85300 CHALLANS
Tél: 02 51 49 39 85 / 02 51 49
39 85
information@cliccoordinge.com

CLIC Est-Vendée
Pôle Santé Multisites
5 place du Docteur Gaborit
85120 LA CHATAIGNERAIE
Tél: 02 51 52 66 74
clic@hl-chataigneraie.idhl.fr

CLIC Part'âge Les Essarts
Pôle social - Espace Charles
Madras
8 place de la Mairie
85140 LES-ESSARTS
Tél: 02 51 07 53 31
clic.part-age@wanadoo.fr

CLIC Les Trois Rivières
46 rue Rabelais
85200 FONTENAY-LE-COMTE
Tél: 02 51 00 53 57
clic.trois-rivieres@orange.fr

CLIC du Haut Bocage
Mairie Service des Affaires
sociales
6 rue du Tourniquet
85502 LES-HERBIERS CEDEX
Tél: 02 51 91 29 78
clic@cc-paysdesherbiers.com

CLIC du Haut Bocage
Hôpital Local
14 rue de Poitiers
85290 MORTAGNE-SUR-
SEVE
Tél: 02 51 65 12 30
clic@hopitalmortagne.com

CLIC Repèr'Âge
61 chemin des Loges
85400 LUÇON
Tél: 02 51 28 45 45
reper-age.clic@wanadoo.fr

CLIC Guid'Âge
Espace Joseph Gaillard

1 rue Joseph Gaillard
85600 MONTAIGU
Tél: 02 51 46 35 36
cltc.guidage@orange.fr

CLIC Vie et Boulogne
16 rue de l'Ancien Prieuré
85170 LE POIRE-SUR-VIE
Tél: 02 51 05 46 93
clicvietboulogne@orange.fr

CLIC Entour'Âge
29 rue Anatole France
85021 LA ROCHE-SUR-YON
Tél: 02 51 24 69 81
entourage@larochesuryonagglomeration.fr

CLIC du Littoral
44 boulevard Pasteur - 85100
LES SABLES-D'OLONNE
Tél: 02 51 21 49 10
cliculittoral@wanadoo.fr

CLIC Pays Mer et Vie
9 rue Pasteur
85800 SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE
Tél: 02 51 39 15 96
cltc.paysmeretvie@wanadoo.fr

CLIC des Pays de Sainte-Hermine et de l'Hermenault
28 route de Nantes
85210 SAINTE-HERMINE
Tél: 02 51 97 89 42
sm.clic.85@orange.fr

86
CLIC du Pays Châtelleraudais
CCAS de Châtelleraudais
15 rue René Choisinin BP 832
86108 CHATELLERAULT
Tél: 05 49 02 19 45
pascale.garcia-terriot@ccas-chatelleraudais.fr

CLIC du Pays Civraisien
1 rue de la Paix
86160 GENCAÏY
Tél: 05 49 01 27 95
info-clicivraisien.fede86@admr.org

CLIC de la Vallée du Clain
Réseau de Santé Gériatologique
78/80 Grand'Rue
86130 JAUNAY-CLAN
Tél: 05 49 37 81 37
das@ima.eu

CLIC de Loudun
1 rue de la Mairie
86200 LOUDUN
Tél: 05 49 22 78 44
info.clicloudun.fede86@admr.org

CLIC de Val de Vonne
Réseau de Santé Gériatologique
29 rue de Chypre
86600 LUSIGNAN
Tél: 05 49 54 38 62
reseau-gerontologique@wanadoo.fr

CLIC du Pays Montmorillonais
18 avenue de la République

86500 MONTMORILLON
Tél: 05 49 84 93 20
rgpm-cltc@wanadoo.fr

CLIC Mutualité de la Vienne
60/68 rue Carnot BP 209
86005 POITIERS Cedex
Tél: 05 49 00 44 69
cltc-mutualite@fr.oleane.com

CLIC Lien de Vie
4 rue Marcel Leideck
86230 SAINT-GERVAIS-LES-TROIS-CLOCHERS
Tél: 09 75 61 55 18
05 49 93 12 29
liendevie@wanadoo.fr Tél:

Réseau Gériatologique Ville-Hôpital du Grand Poitiers
93 avenue Jacques Coeur
86000 POITIERS
Tél: 05 49 30 80 70
reseau.geronto@chu-poitiers.fr

87
Réseau gériatologique du Pays Monts et Barrages
Hôpital Intercommunal des Monts et Barrages
6 Boulevard Carnot
87400 SAINT-LEONARD-DE-NOBLAT
Tél: 05 55 56 43 00
mfaintrenie@sil.fr

88
CLIC Entre Montagne et Mortagne
Hôpital Local de l'Avison
16 rue de l'Hôpital
88600 BRUYERES
Tél: 03 29 52 70 15
cltc.avison@wanadoo.fr

CLIC Centre Vosges
70 rue des Anciens Combattants
88270 DOMPAIRE
Tél: 03 29 29 19 45
clicdompaire@cg88.fr

CLIC d'Epinal et Couronne
15 place de l'Âtre
88000 EPINAL
Tél: 03 29 35 07 59
cltc.epinal@orange.fr

CLIC de la Plaine des Vosges
39 rue Jules Ferry
88300 NEUFCHATEAU
Tél: 03 29 94 32 56
aicg@wanadoo.fr

CLIC de Remiremont et Vallées
8 place Henri Utard
88200 REMIREMONT
Tél: 03 29 62 10 75
cltc@remiremont.fr

CLIC de la Déodat
Maison de la Solidarité
26 rue de l'Amérique
88100 SAINT-DIE-DES-VOSGES
Tél: 03 29 56 42 88
cltc.saintdie@wanadoo.fr

89
CLICA
18 rue du Prieuré
89700 AUXERRE CEDEX
Tél: 03 86 72 19 20
clica@mutualite89.fr

CLIC du Pays Avallonnais
ZA la grande corvée
89200 AVALLON
Tél: 03 86 34 49 67
reseau-aide-soutien@wanadoo.fr

CLIC Pays-Age de Joigny
3 quai de l'Hôpital - BP 229
89306 JOIGNY
Tél: 03 86 92 33 33
direction@ch-joigny.fr

CLIC du Sénonais
1 place Etienne Dolet
(locaux du CCAS)
89100 SENS
Tél: 03 86 65 06 53
cltc@mairie-sens.fr

CLIC du Tonnerrois
18 rue du Prieuré
89700 TONNERRE
Tél: 03 86 55 35 64
co.gerontologique@wanadoo.fr

CLIC de Villeneuve-sur-Yonne
Hôpital Roland Bonnion
87 rue Carnot
89500 VILLENEUVE-SUR-YONNE
Tél: 03 86 87 38 82
reseau@hopitalrolandbonnion.com

90
CLIC de Belfort
Maison de l'Autonomie
Centre des 4 As
Tour R6 Rue de l'As de Carreau
90000 BELFORT
Tél: 03 70 04 89 00

91
CLIC Centre Essonne
4 rue Henri Barbusse
91290 ARPAJON
Tél: 01 64 90 61 84
cltc.centre.essonne@wanadoo.fr

CLIC Les Portes de L'Essonne
3 rue Lefèvre-Utile
91205 ATHIS-MONS Cedex
Tél: 01 69 57 80 91
myunes@cc-porteesonnnes.fr

CLIC Orgyvette
Hôpital Les Magnolias
77 rue du Perray
91160 BALLAINVILLIERS
Tél: 0800 777 618
01 69 80 46 92
cltc.orgyvette@wanadoo.fr

CLIC de la Vallée de l'Essonne
8 rue Dugommier
91590 CERNY
Tél: 01 64 57 45 52
clicvallesonne@wanadoo.fr

CLIC du Cœur Essonne
114 Allée des Champs Elysées

91080 COURCOURONNES
Tél: 01 60 78 01 01
cliccoeurdelessonne@wanadoo.fr

CLIC du Sud Essonne
19 promenade des Prés
91150 ETAMPES
Tél: 01 60 80 15 67
clicsudessonne@wanadoo.fr

CLIC du Hurepoix
2 rue de Marcoussis
Cour de La Grange
91470 LIMOURS
Tél: 01 64 91 71 48
cgh.limours91@orange.fr

CLIC La H.A.R.P.E.
11 rue de Rome 91300 MASSY
Tél: 01 60 13 52 30
contact@harpe.asso.fr

CLIC Val d'Orge
21 rue Anatole France
91240 SAINT-MICHEL-SUR-ORGE
Tél: 01 69 72 23 80
cltc.valdorge@wanadoo.fr

CLIC Hippocampes
ZA les Gros Ballancourt Route de Fontenay
91610 BALLANCOURT
Tél: 01 64 93 01 10
reseau.hippocampes@wanadoo.fr

92
CLIC
81 rue Prosper Legouté
92160 ANTONY
Tél: 01 40 96 31 70
marielle.bacle@ville-antony.fr

CLIC
16 place de l'Hôtel de ville
92600 ASNIERES-SUR-SEINE
Tél: 01 41 11 17 70
cltc.asnieres.92@wanadoo.fr

I'D CLIC
83-87 rue de Paris
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Tél: 01 55 18 47 82
cltc@mairie-boulogne-billancourt.fr

CLIC
CMS Marc Chagall
3 rue Simonneau
92110 CLICHY
Tél: 01 41 40 93 82
reseau-gerontologie@ville-clichy.fr

Pipa CLIC
36 rue du Maréchal Joffre
92700 COLOMBES
Tél: 01 47 60 43 54
01 47 86 95 62
cltc@mairie-colombes.fr

CLIC Archipel
71 Boulevard Saint-Denis
92400 COURBEVOIE
Tél: 01 47 88 12 22
clicarchipel@wanadoo.fr

CLIC Sud de Seine
28 rue de la Redoute
92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Tél: 01 55 95 95 38
cljc@suddeuseine.fr

CLIC

13 place du Docteur Pierre
92000 NANTERRE
Tél: 01 41 91 10 30
coordinationgerontologie@tiscalif.fr

CLIC Espace Solidarité Seniors

Hôtel de ville
96 avenue Achille Peretti
92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Tél: 01 40 88 87 07
cljc@ville-neuillysurseine.fr

CLIC

10 ter rue d'Estiennes d'Orves
92500 RUEIL-MALMAISON
Tél: 01 41 39 88 00
edith.senellart@mairie-rueilmalmaison.fr

CLIC GERICO

1 bis rue Lelégard
92210 SAINT-CLOUD
Tél: 01 47 71 34 42
gerico.cljc@wanadoo.fr

CLIC Entour'Âge

170 Grande Rue
92310 SEVRES
Tél: 01 41 14 50 96
clicentourage92@free.fr
Chaville, Sèvres, Villed'Avray

Association Réseau Régai

Maison de Retraite Les Marronniers
36 rue Paul Vaillant Couturier
92300 LEVALLOIS-PERRET
Tél: 01 47 59 59 98
florence.villard@ihfb.org

Réseau de Santé Agékanonix

194 boulevard Gallieni
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE
Tél: 01 47 98 76 44
reseau.agekanonix@orange.fr

Réseau Osmose

Immeuble Le Carnot - Hall 9
20-22 avenue Edouard Herriot
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Tél: 0820 20 00 65
info@reseau-osmose.fr

93

CLIC

Centre médico-social
5 rue du Docteur Pesqué
93300 AUBERVILLIERS
Tél: 01 48 11 21 92
01 48 11 22 03
pole.gerontologique@mairie-aubervilliers.fr

CLIC CLIMAD

19-21 rue Jacques Duclos
93602 AULNAY-SOUS-BOIS
Tél: 01 48 79 40 70
mad@aulnay-sous-bois.com

CLIC

15 place Albert Thomas
93140 BONDY
Tél: 01 71 86 64 05

cljc@ville-bondy.fr

CLIC

1 place Foch
93220 GAGNY
Tél: 01 43 01 37 78
s.renier@mairie-gagny.fr

CLIC

23 rue Gaston Lauriau
93100 MONTREUIL
Tél: 01 48 70 65 01
estelle.mayart@montreuil.fr

CLIC SILLAGE

9 rue des Chaumettes
93200 SAINT-DENIS
Tél: 01 55 87 09 19
association@clicsillage.com

CLIC

6 place de la République
93400 SAINT-OUEN
Tél: 01 41 66 33 35
cljc-clichy-saint-ouen@mairie-saint-ouen.fr

CLIC Réseau Equipage

Hôpital René Muret
52 avenue du Docteur Schaeffner
93270 SEVRAN
Tél: 01 41 52 55 65
reseyequipage@orange.fr

94

CLIC des Rives de Marne

2 rue du 2 décembre 1870
94360 BRY-SUR-MARNE
Tél: 01 49 83 18 95
cljc2@ch-bry.org

CLIC 6

Espace Commun des Solidarités
3 rue du Béarn
94550 CHEVILLY-LARUE
Tél: 01 48 53 79 09
contact@cljc6.org

CLIC 4

28 avenue de Verdun
94000 CRETEIL
Tél: 01 42 07 08 71
cljcsecteur4@yahoo.fr

CLIC 1

73, rue d'Estienne d'Orves
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Tél: 01 49 74 71 64
cljc1@mri-fontenay-sous-bois.fr

CLIC 3

48 rue Henri Barbusse
94456 LIMEIL-BREVANNES
Cedex
Tél: 0800 58 93 65
cljc.3@erx.aphp.fr

CLIC 7

132/136 rue Julian Grimaud
94400 VITRY
Tél: 01 43 91 31 27
cljc7@wanadoo.fr

RSg4 Réseau Santé Géroto 4

17 avenue de Verdun
94000 CRETEIL
Tél: 01 57 02 22 12
rsg4@chicreteil.fr

AGEP Réseau Gériatrique de l'Est Parisien

2 rue Plichon
75011 PARIS
Tél: 01 46 36 08 12
agep@wanadoo.fr

95

CLIC VAL ET FORET

Réseau Joséphine
2 rue Hoche 95120 ERMONT
Tél: 01 34 15 09 62
cljc95@wanadoo.fr

CLIC de Sarcelles

CCAS 4 place de Navarre
95200 SARCELLES
Tél: 01 34 19 69 40
cljc.sarcelles@yahoo.fr

CLIC Réseau Automne

19 rue de la Gare
95470 SURVILLIERS
Tél: 0810 204 153
reseau.automne@free.fr

2A-2B

CLIC d'Ajaccio

19 avenue Général Leclerc
Immeuble Napoléon
20000 AJACCIO
Tél: 04 95 52 96 37
cljc.ajaccio@cg-corsedusud.fr

CLIC sur le territoire de l'Arr

28 cours Soeur Amélie
20100 SARTENE
Tél: 04 95 74 08 45
cljc.sartene@cg-corsedusud.fr

Réseau gérontologique AXE

6 boulevard Fred Scaroni
20000 AJACCIO
Tél: 04 95 22 45 73
association.axe@wanadoo.fr

Hôpital local

BP 214 - 20100 SARTENE
Tél: 04 95 70 01 41
reseaugerontsarsv@wanadoo.fr

CLIC du Grand Bastia

Les Terrasses du Fango
Quartier de l'Annonciade
20200 BASTIA
Tél: 04 95 54 84 02
aleonardi@cg2b.fr

CLIC Centre Corse

EHPAD U Serenu
Quartier Porette
20250 CORTE
Tél: 04 95 47 13 41
cljc-centre-corse@wanadoo.fr

CLIC Balagne

Place Delaunay
20220 ILE-ROUSSE
Tél: 04 95 60 81 81
amlucciani@cg2b.fr

CLIC Plaine Orientale

Immeuble Padulella
Moriani Plage
20230 SAN-NICOLAO
Tél: 04 95 38 31 43
cljc@orange.fr

971

CLIC de Marie-Galante

1 rue Beaulenon 97112 GRAND-BOURG
Tél: 05 90 97 65 80

972

Espace Seniors de Fort de France

Immeuble Cassius de Linval
29 boulevard Général de Gaulle
97200 FORT-DE-FRANCE
Tél: 05 96 63 43 25

CLIC de la Martinique

142 BOIS Boyer
97200 FORT-DE-FRANCE
Tél: 05 96 75 88 88
smgg@wanadoo.fr

973

CLIC CIASIC

24 avenue Pasteur
97300 CAYENNE
Tél: 05 94 28 71 60

974

CLIC Réseau Gérontologique Nord

35 rue du Bois de Nèfles
97400 SAINT-DENIS
Tél: 02 62 21 27 33

CLIC Réseau Gérontologique Ouest

21 rue Saint-Louis
97460 SAINT-PAUL
Tél: 02 62 45 40 10
rgouest@yahoo.fr

975

CLIC de Saint-Pierre et Miquelon

Rue Emile Sasco B.P. 4432
97500 SAINT-PIERRE ET MIQUELON
Tél: 05 08 41 35 00
cljcspm@cheznoo.net

ADÂGE

Aide & Dépendance

Président Directeur Général

Marie Josée Rigaud • mjrigaud@adage-leguide.fr

Rédactrice en Chef

Marion Rigaud • mrigaud@adage-leguide.fr

Directeur de Création

Clément Demarquet • cdemarquet@adage-leguide.fr

Conception Graphique

Lilith E. Laborey • llaborey@adage-leguide.fr

Publicité

RÉGIE ET ASSOCIÉS

17 rue de Choiseul 75002 Paris • 01 40 07 90 94

Julie Guerin • julie.guerin@et-associes.com

Monika Sobczack • monika.sobczack@et-associes.com

Et Associés 
MARKETING & COMMUNICATION

Management Production

KORYO

43 rue Pierre Valette 92240 Malakoff • 01 80 80 12 12
www.koryo.fr

Ont contribué à la rédaction:

Patrick Gauneau, Frédérique Andreux, Lysiane Billet,
Chantal Pradier

Achévé d'imprimer en France, en mars 2012



Edition

ADAGE SAS

6 bis rue Fourcroy 75017 Paris •

contact@adage-leguide.fr

www.adage-leguide.fr

Dépôt légal - numéro d'impression 1344

Remerciements :

L'équipe ADÂGE remercie toutes les personnes qui ont oeuvré de près ou de loin à l'aboutissement de ce projet et plus particulièrement:

- Marie-Anne MONTCHAMP, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale et toute son équipe, pour l'accueil positif qu'ils ont réservé à ce guide.
- Daniel COURTES, Conseiller général du canton de Courbevoie Nord pour sa bienveillance, son aide et ses encouragements.
- Gilles DUTHIL, président de l'Institut SILVERLIFE pour ses précieux conseils et son soutien depuis la création.

Retrouvez votre guide et les dernières informations en ligne :
www.adage-leguide.fr

Indépendance
Royale



© MAETVA - Colmar - Photos non contractuelles

Un monte-escalier à votre domicile !

GRATUIT

Retrouvez tout le plaisir
de votre maison !



- Quel monte-escalier vous faut-il ?
(en fonction de votre domicile)
- Comment obtenir une sécurité totale ?
- Les systèmes les plus faciles à installer et à utiliser
- Les meilleurs investissements et les plus fiables

▶ **Demandez ce Guide Gratuit
et sans engagement**

 **N° Vert 0 800 58 58 58**
APPEL GRATUIT

Vous êtes professionnel ? Écrivez-nous :
solidarites.familles@independanceroyale.com

ADAGE M 2012

Conformément à la Loi Informatique et Libertés n° 78.17 du 6 janvier 1978 - Art. 27, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Par notre intermédiaire votre adresse peut être transmise à d'autres. Vous pouvez ainsi recevoir des propositions d'autres entreprises.



Radio Ailia

animateur de vie

Vous avez +70 ans ?
Radio Ailia est votre radio

• www.radioailia.com